



Défense
nationale

National
Defence

Examen portant sur la période du
1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004

Rapport annuel

du Juge-avocat général au
ministre de la Défense nationale sur
l'administration de la justice militaire
au sein des Forces canadiennes



Canada



Cabinet du
Juge-avocat général

Office of the
Judge Advocate General

ISBN D1-16/2004 0-662-68153-3
Direction artistique : SMA (AP) DMSC CS03-0491



Juge-avocat général

Judge Advocate General

Quartier général de
la Défense nationale
Édifice Constitution
305, rue Rideau
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

National Defence
Headquarters
Constitution Building
305 Rideau Street
Ottawa, Ontario
K1A 0K2

Le 21 mai 2004

L'honorable David Pratt
Ministre de la Défense nationale
Quartier général de la Défense nationale
101, promenade du Colonel-By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le cinquième Rapport annuel
du Juge-avocat général sur l'administration de la justice militaire
dans les Forces canadiennes, en conformité avec l'article 9.3 de
la Loi sur la défense nationale.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes
sentiments distingués,



Major-général Jerry S.T. Pitzul, c.r.

Canada 



Les feuilles d'érable qui encadrent l'insigne des Services juridiques des Forces canadiennes représentent le service au Canada, et la Couronne le service à la Souveraine. Le fond sombre de l'élément au centre rappelle la justice aux yeux bandés et symbolise l'impartialité du système juridique. Sur ce fond, la balance de la justice est maintenue en haut sur une épée d'argent sans pointe par un gantelet dextre de fer. Le gantelet de fer représente la justice militaire, tandis que l'épée sans pointe symbolise la clémence qui doit prévaloir dans tout jugement.

La devise « *FIAT JUSTITIA* » signifie « *QUE JUSTICE SE FASSE* ».

Table des Matières

Communiqué du Juge-avocat général	iv
Chapitre 1 : Le cabinet du Juge-avocat général	1
1.1 Fonctions et pouvoirs du Juge-avocat général en vertu du droit canadien	1
1.2 Responsabilités législatives	2
1.3 Organisation du cabinet du Juge-avocat général	3
1.4 Directions du cabinet du Juge-avocat général s'occupant de la justice militaire	4
1.5 Conseiller juridique du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes	8
Chapitre 2 : Surveillance et examen du système de justice militaire canadien	9
2.1 Les deux volets du système de justice militaire	9
2.2 Analyse des statistiques sur les procès sommaires	9
2.3 Analyse des statistiques sur les cours martiales	14
2.4 Cadre d'examen et de rapport	15
2.5 Sondages sur la justice militaire	15
2.6 Examen quinquennal des modifications au projet de loi C-25 de la <i>Loi sur la Défense nationale</i>	22
2.7 Autres questions reliées à la surintendance et à la revue	25
2.8 Comités responsables de la justice militaire	26

Chapitre 3 : Initiatives prises par le Juge-avocat général	29
3.1 Introduction	29
3.2 Délais des cours martiales	30
3.3 Modifications législatives.....	30
3.4 Changements apportés aux règlements	31
3.5 Politiques du Juge-avocat général	32
3.6 Éducation et formation en justice militaire	32
3.7 Autres initiatives en matière de justice militaire	38
Chapitre 4 : Le cabinet du juge militaire en chef	41
4.1 Juges militaires	41
4.2 Retraites et nominations	42
4.3 Rémunération des juges militaires	43
Chapitre 5 : Appels des jugements de la cour martiale devant la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et la Cour suprême du Canada	45
5.1 Examen des décisions de la CACM du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004	45
5.2 Décisions de la CACM.....	46
Chapitre 6 : Conclusion	49

Annexe A : Précis du système de justice militaire canadien.....	53
Annexe B : Organigramme du cabinet du Juge-avocat général et les cartes et adresses/numéros de téléphone des bureaux du Juge-avocat général	73
Annexe C : Organigramme faisant état des rapports entre le Juge-avocat général, le ministre, le chef d'état-major de la défense et le sous-ministre	83
Annexe D : Statistiques annuelles sur les procès sommaires : du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.....	85
Annexe E : Statistiques annuelles sur les cours martiales : du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.....	93
Annexe F : Statistiques annuelles sur la Cour d'appel de la cour martiale : du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.....	99
Annexe G : Rapport de formation d'attestation et de renouvellement d'attestation : du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.....	101
Annexe H : Directives du Juge-avocat général	105
Annexe I : Rapport annuel du Directeur – Service d'avocats de la défense pour la période du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004	109
Annexe J : L'abrégé du JAG du Rapport annuel du directeur des poursuites militaires pour la période du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004	121
Glossaire : Glossaire des termes clés et abréviations.....	132

Communiqué du Juge-avocat général



En tant que Juge-avocat général des Forces canadiennes, j'ai le privilège de présenter mon cinquième Rapport annuel au ministre de la Défense nationale sur l'administration de la justice militaire dans les Forces canadiennes. La période de rapport 2003–2004 marque une étape importante dans l'histoire du système de justice militaire canadien, avec la première revue indépendante des réformes de 1998 qui furent promulguées par les modifications du projet de loi C-25 de la *Loi sur la défense nationale*. Durant la dernière année, le Cabinet du JAG fut impliqué activement dans ce projet majeur.

Pendant que le travail lié à la révision quinquennale du système de justice militaire allait bon train, le fonctionnement quotidien du système se poursuivait rapidement, requérant le dévouement de ceux à qui on avait confié la conduite des tribunaux militaires et des appels, et ceux qui les soutiennent. Ce rapport les met en évidence ainsi que d'autres sujets dont :

- un aperçu des activités des tribunaux militaires au sein du système de justice militaire;
- les mesures des comités responsables de la justice militaire;
- les résultats du sondage sur le processus du procès sommaire;
- les activités de formation en matière de justice militaire; et
- d'autres initiatives visant à rehausser le fonctionnement du système de justice militaire.

Un fait particulier de cette année, j'ai eu le plaisir de faire une présentation au sujet des autorités de révision au Colloque de la haute direction des Forces canadiennes qui a eu lieu l'automne dernier à Ottawa. Ce thème fut choisi pour son intérêt particulier car l'audience était composée d'officiers généraux et supérieurs. Ces derniers portent un fardeau significatif de responsabilités car ils pourraient être appelés à réviser les décisions disciplinaires de leurs subordonnés. Par ce programme, ils ont reçu une mise à jour sur leur rôle et ce que cela comporte.

Bien qu'il fonctionne habituellement sans tambours, le système de justice militaire a un lien vital avec deux institutions canadiennes proéminentes – les Forces canadiennes et le système judiciaire criminel canadien. Ma tâche est de m'assurer qu'une dynamique constructive existe entre le système de justice militaire et ces institutions importantes de la société canadienne. Depuis les cinq dernières années, des efforts ont été faits pour s'assurer que la procédure de renouvellement du système de justice militaire soit communiquée tant à l'interne qu'au-delà du ministère de la Défense nationale. Bien que des progrès aient été faits, il demeure que le système de justice militaire n'est pas toujours pris en considération lors de la planification de modifications législatives. Cela résulte soit en des modificatifs parallèles coûteux ou pire, en un manque de parité entre les deux systèmes. Il s'agit d'un domaine que je réexaminerai afin de m'assurer que le système de justice militaire ne soit pas oublié lors des développements en matière de législation canadienne.

Le Très Honorable Antonio Lamer fut nommé par le ministre de la Défense nationale en mars 2003 pour agir en tant qu'autorité chargée de l'examen indépendant pour le premier examen indépendant sur les modificatifs du projet de loi C-25 de la Loi sur la Défense nationale. Après une série de consultations tenues au printemps et à l'été, l'ex-juge en chef Lamer soumettait son rapport à l'automne 2003, *Le premier examen indépendant par le très honorable Antonio Lamer C.P., C.C., C.D. des dispositions et de l'application du projet de loi C-25, Loi modifiant la loi sur la défense nationale et d'autres lois en conséquence, conformément à l'article 96 des Lois du Canada (1998), ch. 35.*

Tel que spécifié dans l'avant-propos du premier examen indépendant « le Canada s'est doté d'un système très solide et équitable de justice militaire dans lequel les Canadiens peuvent avoir confiance ». Néanmoins, comme tout autre système de justice, le système de justice militaire bénéficie de réforme et d'amélioration continue. Par conséquent, l'ex-juge en chef Lamer a, dans son rapport, inclus 56 recommandations reliées à la justice militaire. Ces recommandations concernent les options sur la détermination de la peine, la structure des cours martiales, les procédures d'arrestation et de détention et plusieurs améliorations aux exigences de l'équité procédurale au procès sommaire. Le Cabinet du JAG étudie présentement le rapport et développe des politiques pour la mise en œuvre des recommandations qui ont été acceptées jusqu'à maintenant.

La révision quinquennale a aussi servi à confirmer la valeur de deux initiatives de la justice militaire qui furent prises pour s'assurer d'un suivi et d'un dialogue très varié sur des questions de justice militaire : le système sur les comités de la justice militaire et la création d'une section de droit militaire au sein de l'association du Barreau canadien. Les comités de la justice militaire ont servi à canaliser l'information sur les questions de la révision quinquennale et à discuter du processus de révision, ainsi que du rapport Lamer et ses recommandations précises. Ces occasions se sont avérées d'une très grande valeur puisqu'elles ont généré des discussions constructives parmi les gestionnaires du ministère et des Forces canadiennes. La section nationale de droit militaire de l'association du Barreau canadien a fourni une soumission importante à l'autorité chargée de l'examen indépendant, offrant ainsi une nouvelle perspective sur les questions de la réforme de la justice militaire.

Depuis le 11 septembre 2001, le concept de sécurité nationale a profondément changé les priorités. Les déploiements continuels des Forces canadiennes font en sorte que le maintien de la discipline est extrêmement important. Le Cabinet du JAG est composé d'un personnel militaire et civil qui est hautement dévoué au principe que les membres des Forces canadiennes méritent un système de justice qui n'a point son égal. En tant que leur chef et surintendant du système de justice militaire, je suis fier de leur engagement sans faille à servir autrui et à la revitalisation en cours du système de justice militaire canadien.

Le Juge-avocat général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Pitzul".

Major-général Jerry S.T. Pitzul, c.r.



Le cabinet du Juge-avocat général

1.1 Fonctions et pouvoirs du Juge-avocat général en vertu du droit canadien

Conformément à la *Loi sur la Défense nationale* (LDN), le ministre de la Défense nationale dirige le ministère de la Défense nationale (MDN) et, par l'entremise du chef d'état-major, il assure la direction des Forces canadiennes (FC). Il est essentiel pour le système politique du Canada que les forces armées soient sous le contrôle et la direction de l'autorité civile. En tant que membre du Parlement élu démocratiquement et membre de l'autorité exécutive, le ministre de la Défense nationale assure la fonction de pivot entre les Forces canadiennes et le gouvernement du Canada. Cependant, pour ce qui est du système de justice militaire, les exigences constitutionnelles militent contre tous les rôles du ministre qui réuniraient des fonctions exécutives et judiciaires. Par conséquent, la LDN prévoit que l'appareil judiciaire militaire est indépendant du ministre, tout en s'assurant que le ministre reçoit les conseils juridiques dont il a besoin pour se garder bien informé de l'administration de la justice militaire. À cet égard, le ministre est en mesure d'exercer son rôle de représentant officiel responsable envers le Parlement pour le ministère de la Défense nationale et les Forces canadiennes.

Afin d'assurer de manière transparente la responsabilisation du ministre de la Défense nationale, la LDN définit le mandat du Juge-avocat général (JAG) qui est nommé par le gouverneur en conseil,¹ et précise les tâches, les pouvoirs et les fonctions du JAG en droit canadien. En plus d'être le conseiller juridique du gouverneur général, du ministre de la Défense nationale, du MDN et des FC pour les questions de droit militaire,² le JAG est aussi chargé d'exercer son autorité sur tout ce qui touche à l'administration de la justice militaire au sein des FC.³

1.2 Responsabilités législatives

Le JAG est légalement responsable envers le ministre de la Défense nationale et doit « rendre compte »⁴ des conseils juridiques fournis au chef d'état-major de la défense, à la chaîne de commandement militaire et au sous-ministre en ce qui a trait au droit militaire. Cette structure sur le plan de la responsabilisation a été conçue afin d'assurer l'indépendance du cabinet du JAG par rapport à la chaîne de commandement pour ce qui est de la prestation de conseils juridiques, dans tous les domaines, y compris la justice militaire.

Ce rôle indépendant est renforcé par les articles 4.081(1) et (4) des *Ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes* (ORFC), qui prévoient que tous les avocats militaires dont les fonctions consistent à rendre des services juridiques doivent être affectés à un poste établi au tableau de l'effectif du cabinet du JAG et que, en ce qui concerne l'exécution de ces fonctions, l'avocat militaire n'est pas assujetti au commandement d'un officier qui n'est pas un avocat militaire.

L'organigramme figurant à l'annexe C illustre la place qu'occupe le JAG au sein de la hiérarchie des FC et du MDN.

1 *Loi sur la Défense nationale*, Lois Révisées du Canada (1985), chapitre N-5, ultérieurement désignée sous le nom de l'Article 9(1) de la LDN.

2 Article 9.1 de la LDN.

3 Article 9.2 de la LDN.

4 Pour une élaboration détaillée sur les concepts de la responsabilité, de l'autorité et de la reddition de comptes dans le contexte des FC et du MDN, consultez la publication *Organisation et reddition de comptes*, deuxième édition, septembre 1999, du MDN.

1.3 Organisation du cabinet du Juge-avocat général

Le cabinet du Juge-avocat général compte 119 postes d'avocats de la force régulière et 63 postes d'avocats de la force de réserve. Les avocats de la force régulière sont employés à l'échelle des FC, au Canada et à l'étranger, comme suit :

- Quartier général de la Défense nationale, à Ottawa;
- Le bureau du ministre de la Défense nationale/conseiller juridique des Forces canadiennes;
- huit bureaux d'assistants du Juge-avocat général (AJAG), incluant sept au Canada et un en Allemagne;
- onze bureaux de Juges-avocats adjoints (JAA) situés au Canada;
- quatre bureaux des procureurs militaires régionaux (PMR) qui se trouvent d'un bout à l'autre du Canada;
- en Belgique, auprès du Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe;
- Quartier général du Groupe mixte des opérations des FC et le Collège militaire royal du Canada (CMR) à Kingston;
- Quartier général du Commandant adjoint de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord au Colorado, É.-U.;
- Institut international de droit humanitaire à San Remo, Italie;
- auprès des contingents des FC déployés outre-mer (en 2003–2004), en Bosnie-herzégovine, en Afghanistan, dans le golfe d'Oman et à la base aérienne MacDill, en Floride, É.-U.; et
- auprès de formations et d'unités des FC qui s'entraînent dans le cadre d'importants exercices nationaux et internationaux.

Les avocats de la force de réserve travaillent à l'échelle des FC et sur des opérations et des exercices au même titre que leurs collègues de la force régulière. Ils sont également intégrés dans le cadre des fonctions de défense et de poursuite du système de justice militaire.

L'annexe B contient l'organigramme des éléments de la force régulière et de la force de réserve au sein des services juridiques et présente la liste des contacts et des emplacements de tous les bureaux qui relèvent du JAG.

Utilisation stratégique des ressources par le cabinet du JAG

Les demandes de plusieurs clients principaux pour des services juridiques exclusifs, ainsi que les demandes liées aux obligations internationales du Canada, ont dicté la ré-allocation temporaire de certaines ressources du JAG en 2002-2003. Les coûts reliés à ces demandes de ressources ont eu pour résultat que des projets à long terme n'ont pas progressé aussi rapidement que prévu.

Au cours de la période visée par ce rapport, on a mis en place des mesures viables afin de répondre à ces nouvelles demandes qui représentaient des exigences permanentes pour des services juridiques. Ces mesures ont été appliquées lorsque les nouveaux postes ont reçu l'approbation finale et, lorsqu'il y avait lieu, les changements organisationnels ont été complétés.

Ces activités ont engendré, en 2003, des ré-affectations de ressources.

Le nouveau poste de conseiller juridique au bureau du Grand prévôt des FC a été créé. La principale responsabilité de ce conseiller juridique est de fournir des avis juridiques au Grand prévôt adjoint des FC, Normes professionnelles, sur l'instruction et l'investigation des plaintes portées envers la conduite de la police militaire. Au mois de décembre 2003, l'autorité des griefs des Forces canadiennes (AGFC) a été transférée du JAG au vice-chef d'état-major de la Défense (VCEMD). Le but de ce changement était de dissiper tout conflit d'intérêt perçu entre le travail de l'AGFC et le rôle du JAG. Alors que la responsabilité totale est passée au VCEMD, le JAG continue d'appuyer l'AGFC par ses services juridiques. Par conséquent, les avocats militaires supplémentaires employés à titre de conseillers demeureront à l'établissement du cabinet du JAG.

1.4 Directions du cabinet du Juge-avocat général s'occupant de la justice militaire

Le service canadien des poursuites militaires

Le directeur des poursuites militaires (DPM) est nommé par le ministre, qui est la seule autorité qui dispose du pouvoir de nommer et de révoquer le DPM.⁵ Le DPM peut être révoqué uniquement par le ministre pour un motif valable et sur recommandation d'un comité d'enquête.⁶

Aux termes de la LDN, le DPM est responsable de prononcer toutes les mises en accusation devant être jugées par cour martiale et de mener à bien toutes les poursuites devant les cours martiales. Le 1^{er} septembre 1999, le ministre a délégué au DPM l'autorité de le représenter dans le cadre d'appels.⁷ Outre ces responsabilités légales, le DPM est le conseiller juridique du Service national des enquêtes des Forces canadiennes lors de la réalisation des enquêtes.

Lorsque le DPM exerce son pouvoir discrétionnaire de poursuivre en prenant des décisions concernant les mises en accusation et la conduite des poursuites, son indépendance est protégée par les dispositions de la LDN et de la common law.⁸ En ce sens, la situation du DPM se compare à celle d'un directeur des poursuites publiques dans le cadre du système civil de justice criminelle.

La LDN prévoit que le DPM est sous la direction générale du JAG, qui peut fournir par écrit des instructions ou des lignes directrices concernant les poursuites en général ou une poursuite en particulier.⁹ Au cours de la période visée par ce rapport, aucune instruction générale ou instruction concernant les poursuites particulières, ont été émises.

L'annexe J du présent rapport contient une version abrégée du rapport annuel du DPM. L'information présentée dans le rapport principal est exclu de la version abrégée afin de minimiser la duplication.

-
- 5 Article 165.1 de la LDN. Le DPM est nommé pour une période maximale de quatre ans. Le capitaine de vaisseau William Reed a été nommé le 16 janvier 2001.
 - 6 Article 165.1(2) de la LDN et article 101.18 des ORFC. Le comité d'enquête n'a pas eu à siéger au cours de 2003–2004.
 - 7 Article 165.11 de la LDN prévoit que le DPM doit représenter le ministre dans les appels lorsqu'il reçoit des instructions à cette fin.
 - 8 Après le prononcé du jugement dans l'affaire de Balderson et R. (1983), 8 C.C.C. (3^e) 532 (C.A. Man.) on a refusé le droit d'appel à la C.S.C., [1983] 3 R.C.S.c., les tribunaux canadiens ont imposé d'importantes restrictions juridiques concernant l'examen de l'exercice du pouvoir discrétionnaire de poursuivre. Les tribunaux entreprennent un tel examen seulement dans les cas les plus manifestes d'abus de procédure. Voir p. ex. Krieger c. Law Society of Alberta, [2003] 3 R.C.S. 372, 2002 C.S.C. 65.
 - 9 Article 165.17 de la LDN. Le JAG doit fournir au ministre une copie de toutes ces instructions. Le DPM doit veiller à ce que le public ait accès aux instructions en question, à l'exception de certains cas lorsque le DPM estime qu'il n'est pas au mieux des intérêts de la bonne administration de la justice militaire de rendre publique une instruction ou une ligne directrice quelconque.

Directeur du service d'avocats de la défense

Le directeur du service d'avocats de la défense (DSAD) est nommé à titre inamovible par le ministre pour une période maximale de quatre ans.¹⁰ Le DSAD fournit, supervise et dirige la prestation de services juridiques aux accusés, tel que décrit dans les règlements.¹¹

La loi garantit la séparation explicite entre le DSAD et les autres autorités des FC et du MDN dans le but de protéger le DSAD contre des influences potentiellement inappropriées. Les avocats du SAD représentent leurs clients et les intérêts de ces derniers conformément aux politiques du DSAD et du JAG ainsi que des codes de conduite de leur barreau respectif. Ces règles sont conçus afin de préserver et rehausser les obligations juridiques et éthiques que les avocats de la défense ont envers leurs clients. Les communications avec les clients sont protégées par le secret professionnel de l'avocat.

Le DSAD exerce ses fonctions sous la direction générale du JAG, qui peut, par écrit, établir des lignes directrices ou donner des instructions concernant les services d'avocats de la défense.¹² Toutefois, le JAG ne peut fournir au DSAD des instructions sur une défense ou une cour martiale particulière. Au cours de la période visée par ce rapport, le JAG n'a émis aucune instruction générale concernant les services d'avocat de la défense.

L'annexe I de ce rapport contient le rapport annuel du DSAD.

Juge-avocat général adjoint – Opérations

Le Juge-avocat général adjoint – Opérations (JAGA/Ops) est chargé de fournir aux responsables du MDN et aux membres des FC des avis juridiques sur le droit international et opérationnel et de fournir des avis juridiques sur certains sujets de la justice militaire à la police militaire, ainsi qu'aux formations et aux unités des FC. En plus de ce qui précède, le JAGA/Ops supervise tous les avocats militaires déployés lors d'opérations, les bureaux des AJAG et bureaux régionaux subordonnés.

10 Article 249.18 de la LDN. Le 1^{er} septembre 2003, le lieutenant-colonel Jean-Marie Dugas a été nommé DSAD.

11 Article 101.20 des ORFC.

12 Article 249.2 de la LDN. Le DSAD doit faire en sorte que toutes les instructions générales ou les lignes directrices soient accessibles au public.

En réponse aux changements dans l'étendue et le volume des travaux exigés de la part des avocats militaires sous la supervision du JAGA/Ops, on prévoit plusieurs changements à l'organisation du JAGA/Ops au cours de la prochaine période de rapport. Plus particulièrement, la supervision des bureaux régionaux sera transférée à un nouveau poste relevant du Juge-avocat général adjoint – Services régionaux.

Juge-avocat général adjoint – Ressources humaines

Le Juge-avocat général adjoint – Ressources humaines (JAGA/RH) a la responsabilité de fournir aux autorités du MDN et des FC des avis juridiques sur les questions touchant le personnel militaire par l'entremise de la direction juridique – Ressources humaines. Le JAGA/RH est également chargé de dispenser de la formation sur la justice militaire pour les membres des FC, par l'entremise du Cabinet d'Éducation juridique de Kingston, et de superviser le Directeur adjoint de l'Institut international de droit humanitaire à San Remo, Italie. Par le biais de la direction juridique – Formation, le JAGA/RH est également responsable de mettre au point et de dispenser la formation sur la justice militaire, notamment le cours d'attestation des officiers présentant.

Au cours de la prochaine période de rapport, on réalignera les responsabilités de ce poste et on le renommera sous le nom de juge-avocat général adjoint de la justice militaire et du droit administratif. Le poste aura la responsabilité de la direction juridique – Justice militaire, politique et recherche et de la nouvelle direction juridique – Droit administratif. Les fonctions reliées à la formation et à l'éducation seront ré-attribuées au Juge-avocat général adjoint – Chef d'état-major.

Juge-avocat général adjoint – Chef d'état-major

Par l'entremise de la direction juridique – Justice militaire, politique et recherche (DJ/JMP&R), le Juge-avocat général adjoint – Chef d'état-major (JAGA/CEM) fournit des conseils juridiques en ce qui a trait à l'élaboration des politiques et recherches en matière de justice militaire. La DJ/JMP&R aide le JAG dans ses fonctions de surintendance et révision du système de justice militaire et fournit le soutien à la préparation du rapport annuel du JAG. Le JAGA/CEM veille également à la prestation de tous les services de soutien au cabinet du JAG.

Au cours de la prochaine période de rapport, les responsabilités seront réallouées entre le Juge-avocat général – Chef d'état-major et le nouveau poste de juge-avocat général adjoint de la justice militaire et du droit administratif. L'autorité au-dessus de la DJ/MJP&R sera transférée au JAGA – Justice militaire et Droit administratif, alors que le Juge-avocat général – Chef d'état-major assumera la responsabilité du bureau de la formation juridique militaire, du directeur adjoint de l'Institut international de droit humanitaire et de la direction juridique – Formation.

Juge-avocat général – Adjudant-chef

L'adjudant-chef (adjud) du JAG agit en tant que personne-ressource entre le JAG, la chaîne de commandement et les militaires du rang pour tout ce qui a trait à l'administration de la discipline militaire. Ce poste, qui est occupé par l'adjud Marius Dumont depuis sa création en 2001, garantit que le cabinet du JAG aura un accès direct aux connaissances et à l'expérience des membres du rang des FC en matière de discipline. L'adjud du JAG est un élément clé du réseau des adjudants-chefs et des premiers maîtres de 1^{re} classe des bureaux des AJAG régionaux et des JAA à Borden et Gagetown.

1.5 Conseiller juridique du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes

Le JAG est chargé de superviser l'administration de la justice militaire au sein des FC et de fournir au gouverneur général, au ministre de la Défense nationale, au MDN et aux FC des avis juridiques concernant toutes les questions liées au droit militaire.¹³ Le conseiller juridique du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes (CJ MDN/FC) relève du ministre de la Justice et fournit au MDN et aux FC des avis juridiques sur toutes les questions qui ne sont pas du ressort du JAG. Le personnel du CJ MDN/FC est composé d'avocats civils du ministère de la Justice et d'avocats militaires fournis par le JAG. Le CJ MDN/FC et le cabinet du JAG collaborent étroitement pour fournir des services juridiques coordonnés à leurs clients du MDN et des FC. La rédaction et la coordination des lois et des règlements ayant trait à la justice militaire sont le fruit d'une collaboration entre le CJ MDN/FC et le cabinet du JAG.

13 Articles 9.1 et 9.2 de la LDN.



Surveillance et examen du système de justice militaire canadien

2.1 Les deux volets du système de justice militaire

La LDN est la source du système à deux volets de la justice militaire. Le premier volet, où sont réglées la plupart des questions liées à la discipline, est le système des procès sommaires. Le deuxième volet est le système plus formel des cours martiales. Le terme « tribunal militaire » désigne soit une cour martiale soit une personne présidant un procès sommaire.¹

2.2 Analyse des statistiques sur les procès sommaires

Quand un membre des FC est accusé d'une infraction d'ordre militaire, un procès sommaire permet d'instruire la cause rapidement, et ce, généralement, au niveau de l'unité ou de la formation.² Comme pour les années antérieures, le procès sommaire est demeuré, en 2003–2004, la forme de tribunal militaire la plus souvent utilisée dans le cadre du système de justice militaire.

1 Article 2 de la LDN.

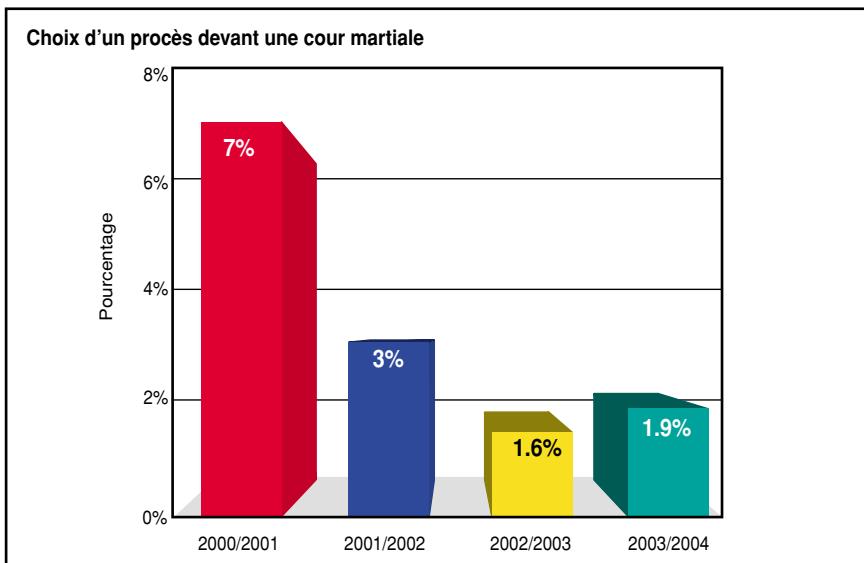
2 Les procès sommaires sont présidés par des officiers désignés, des commandants ou commandants supérieurs. Pour une vue d'ensemble complète du système de justice militaire, voir le Précis à l'annexe A.

Au cours de la période de rapport, 1 637 procédures disciplinaires ont été entreprises, dont 1 610 ont été menées à terme dans le cadre des procès sommaires. Le pourcentage des tribunaux militaires traduits en tant que procès sommaires a augmenté légèrement, de 97 % en 2002–2003 à 98 % en 2003–2004.

Procès sommaires en 2003–2004

Le nombre de procès sommaires (1 610) tenus au cours de la période représente une stabilisation après l'accroissement de 40 pour cent des procès sommaires rapportés l'année dernière.

Les chiffres de cette année indiquent que le nombre de procès sommaires tenus tous les ans s'est stabilisé à un niveau qui est plus élevé que celui de l'année 2002 et des années précédentes. Cela coïncide avec la conclusion voulant que les membres des FC auxquels on a donné des responsabilités en matière de discipline acquièrent des compétences au niveau des procès sommaires et deviennent plus confiants dans leur habileté à s'en servir comme outil disciplinaire. L'acceptation générale des procès sommaires comme moyen préféré pour traiter de la vaste majorité des questions disciplinaires est mise en évidence

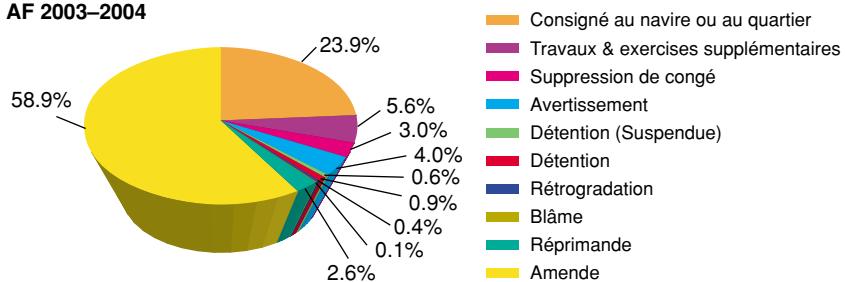


par le très bas pourcentage continu de personnes accusées (moins de 5 % pour chacune des trois dernières années) qui ont choisi la cour martiale lorsqu'on leur offrait le choix entre un procès sommaire et une cour martiale.

Au cours de la période de rapport, il y a eu un intérêt important dans la réponse du système de justice militaire à traiter les actions fautives comportant des drogues ou de l'alcool. Dans la plupart des cas, les accusations découlant de ce genre de fautes comprend des infractions pouvant être jugées dans un procès sommaire. En 2003–2004, la proportion des accusations d'ivresse comme pourcentage de toutes les accusations déposées a augmenté de 5,5 % à 8 %, alors que la proportion d'accusations reliées aux drogues ou à l'alcool qui ont été déposées conformément à l'article 129 (préjudice au bon ordre et à la discipline) de la LDN a augmenté de 4,2 % à 5,5 %. Le nombre des accusations selon l'article 130 de la LDN qui ont trait aux violations de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (L.r.c.d.a.s.) demeure faible, pour une augmentation de 0,33 % à 0,42 % du nombre total des accusations déposées. Ces chiffres indiquent qu'il y a eu une augmentation modeste, mais tout de même perceptible dans le pourcentage des accusations dans les FC qui ont été déposées au cours de la dernière année pour ce qui est des fautes reliées aux drogues ou à l'alcool. Lors d'opérations de déploiement, le pourcentage des accusations qui avaient rapport à ce type d'infractions a continué d'être considérablement plus élevé que la moyenne globale pour les FC. En 2003–2004, 31 % des accusations déposées pendant les déploiements étaient de ce type comparativement à 26 % pour l'année précédente.

Les peines mineures et les amendes ont constitué la vaste majorité des peines prononcées dans le cadre des procès sommaires. La détention a été imposée dans 0,9 % des cas cette année comparativement à 1,6% en 2002–2003. Ces statistiques correspondent bien aux tendances historiques où la détention ne représente qu'un faible pourcentage des peines prononcées. La peine la plus souvent appliquée dans le cadre du système des procès sommaires est l'amende. Les peines telles que les amendes et les peines mineures permettent à la personne de purger sa peine tout en demeurant un membre efficace de son unité, ce qui correspond au but des procès sommaires.

Peines prononcées lors des procès sommaires AF 2003–2004



La période moyenne de temps à partir du dépôt des accusations jusqu'à la décision définitive lors du procès sommaire, tant pour les unités déployées que pour les unités non déployées, est passée de 11 jours au lieu de 7 à 9 jours respectivement. Même s'il s'agit d'une augmentation relativement mineure dans les délais, il s'agit d'un élément qui mérite d'être surveillé, étant donné qu'une des raisons d'être du procès sommaire est d'offrir aux commandants des unités, un outil pour donner suite aux infractions mineures d'ordre militaire, et ce, rapidement.

Des statistiques détaillées sur les procès sommaires conduits entre la période de rapport du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004 sont présentées à l'annexe D.

Demandes de révision des procès sommaires en 2003–2004

Tout contrevenant trouvé coupable lors d'un procès sommaire a le droit de demander que le verdict ou la peine, ou les deux, soient révisés par l'officier dont relève immédiatement l'officier présidant dans la chaîne de commandement disciplinaire.³ En vertu de l'article 108.45 des ORFC, les autorités en la matière doivent obtenir une opinion juridique avant de prendre une décision concernant les demandes de révision.⁴ Les verdicts et les peines imposés dans le cadre d'un procès sommaire peuvent également être révisés sur l'initiative d'une autorité compétente.⁵

³ Article 108.45 des ORFC.

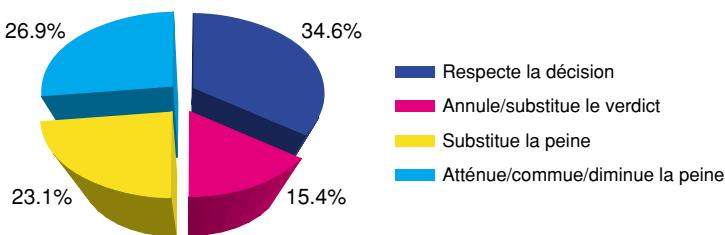
⁴ Article 108.45(8) des ORFC.

⁵ Article 249 de la LDN et article 116.02 des ORFC.

Au cours de la période de rapport, 26 personnes accusées ont présenté des demandes de révision; de ce nombre, une demande de révision avait trait au verdict, 10 concernaient la peine et 15 portaient à la fois sur le verdict et sur la peine. Les autorités de révision ont renversé ou modifié le verdict initial, la peine initiale ou les deux dans 17 des 26 cas.

Ces chiffres indiquent que le nombre de demandes de révision du verdict ou de la peine qui ont été imposés lors d'un procès sommaire a plus que triplé comparativement à la période de rapport précédente. Cela est perçu comme un résultat positif des efforts considérables qui ont été faits au cours de la dernière année dans le but d'accroître la sensibilisation des membres des FC quant au processus de révision prévu dans l'article 108.45 des ORFC. Le graphique à secteurs qui suit fournit les conclusions définitives des demandes de révision déposées au cours de la période de rapport.

**Révision des procès sommaires suite à des demandes de révision
AF 2003–2004**



Les contrevenants reconnus coupables lors d'un procès sommaire peuvent également demander que la Cour fédérale ou la Cour supérieure de n'importe quelle province procède à une révision judiciaire.⁶ En 2003–2004, une demande de révision judiciaire de procès sommaire a été présentée à la Cour fédérale du Canada. Cependant, cette demande a été interrompue avant que la Cour fédérale n'ait tenu compte du cas selon le mérite.

⁶ *Loi sur la Cour fédérale*, L.R.C. 1985, c. F-7, articles 18 et 18.1.

2.3 Analyse des statistiques sur les cours martiales

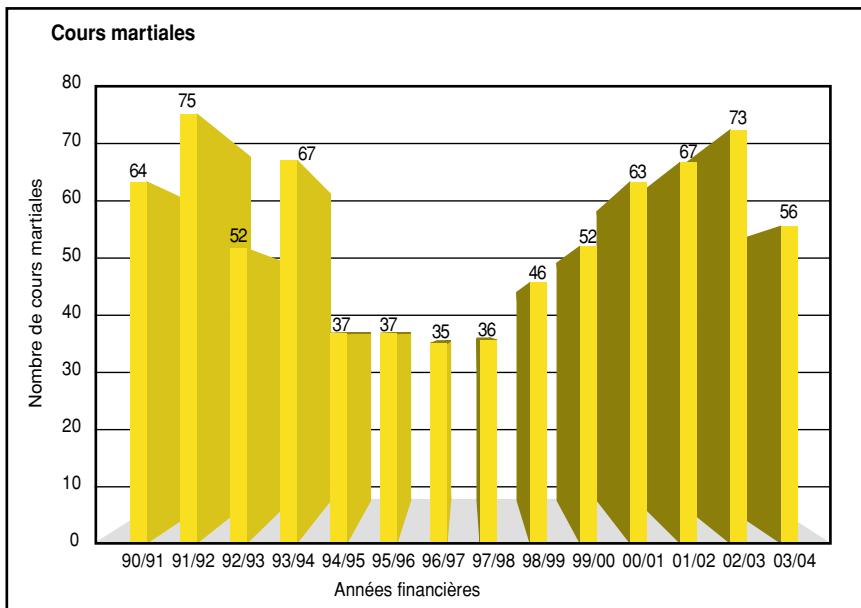
Bien que le système des procès sommaires soit conçu pour fournir aux commandants la capacité de s'occuper, rapidement mais efficacement, des infractions mineures d'ordre militaire, le processus des cours martiales est plus formel et est généralement réservé aux infractions plus graves. Chaque cour martiale est présidée par un juge militaire. L'accusé a le droit d'être représenté par un avocat de la défense fourni par le bureau du directeur du service d'avocats ou peut choisir d'être représenté à ses propres frais par un avocat civil.

Cours martiales en 2003–2004

Au cours de l'année 2003–2004, 56 cours martiales ont eu lieu dans l'ensemble des FC. Cela représente une diminution de 73 cours par rapport à l'année précédente et il s'agit de la première année où le nombre de cours martiales a décliné depuis 1998–1999. Alors que le nombre global des cours martiales a diminué, on ne pense pas qu'il s'agit du début d'une tendance. Plutôt, ce nombre relativement élevé de cours martiales pendant l'année de rapport précédente était le résultat d'un nombre de cas qui sont survenus à partir des mêmes incidents ou d'incidents similaires. De plus, les chiffres des dernières années sont plus élevés à cause des efforts qui ont été faits pour traduire les cas en justice et atténuer les délais en cour martiale. Vu les chiffres peu élevés des cours martiales comparativement aux procès sommaires, les petites variables dans le nombre total des cours martiales apparaîtront toujours relativement plus grandes.

Les informations sur les cours martiales sont publiquement accessibles grâce aux sites web du JAG et du bureau du Juge militaire en chef.⁷ Les statistiques détaillées sur les cours martiales qui ont eu lieu pendant la période de rapport du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004 sont incluses à l'annexe E.

⁷ Le site web du JAG est : www.forces.gc.ca/jag/ et le site web du cabinet du juge en chef militaire est : www.forces.gc.ca/cmj/.



2.4 Cadre d'examen et de rapport

Le JAG est chargé de la surveillance du système de justice militaire. Cette tâche exige de contrôler et d'évaluer le système en ayant recours à des méthodes telles que les analyses statistiques, les analyses professionnelles indépendantes et les rapports qualificatifs et quantitatifs normalisés des participants clés du système. Le cadre actuel d'examen et de rapport a été conçu en 1999–2000 avec ces objectifs en vue. De plus, il s'agit d'un moyen efficace pour identifier les tendances et les questions liées au système de justice militaire qui requièrent une analyse accrue.

2.5 Sondages sur la justice militaire

Les sondages sont un élément essentiel du cadre d'examen et de rapport sur la justice militaire qui sont mentionnés ci-dessus. Ils aident à obtenir une vue d'ensemble détaillée de l'état du système de justice militaire par la cueillette de renseignements provenant des rapports périodiques faits par les participants clés à l'intérieur du système et des rapports spécialisés tels que des vérifications de conformité. Bien qu'ils soient utiles, les sondages sont coûteux. Par conséquent,

le cabinet du JAG utilise les sondages sans exagération et, lorsque possible, il emploie les sondages pour plus d'un usage, tel que le sondage sur la satisfaction de la clientèle.

Enquête par entrevue des participants

Ce genre de sondage comprend des entrevues individuelles avec les divers participants dans le système de justice militaire, y compris les commandants, les autorités qui déposent des accusations et les autorités de renvoi. Ces entrevues sont réalisées par un officier de la Direction de la justice militaire politique et recherche ou par l'adjudant-chef du JAG. La valeur de ce genre de sondage en particulier est que les entrevues personnelles peuvent faire ressortir des questions d'importance qui n'apparaîtraient pas à partir d'informations statistiques. On n'a pas eu recours à ce genre de sondage pour la période visée par ce rapport étant donné que l'on a reconnu que les consultations réalisées par l'autorité chargée de l'examen indépendant avaient la priorité et qu'une série supplémentaire d'entrevues sur la justice militaire surchargerait probablement la chaîne de commandement. Toutefois, on continuera de l'utiliser régulièrement étant donné qu'il s'agit d'un outil de collecte d'information utile qui a fait ses preuves.

Sondage sur la satisfaction de la clientèle

Le deuxième sondage annuel du JAG sur la satisfaction de la clientèle a été complété au cours de la période de rapport. Ce sondage est réalisé par des questionnaires envoyés par courriel aux principaux clients du cabinet du JAG. Bien qu'il ne se concentre pas principalement sur des questions de justice militaire, ce sondage recueille les réponses venant d'un auditoire ciblé qui comprend des personnes utilisant fréquemment le système de justice militaire. Dans le plus récent sondage sur la satisfaction de la clientèle, les résultats dans l'ensemble ont dépassé les objectifs en matière de rendement et indiquent un haut niveau de satisfaction de la part de la clientèle, vis-à-vis les services juridiques comprenant ceux reliés à la justice militaire. Pour obtenir des détails sur ce sondage, voir le rapport annuel de rendement du JAG – année financière 2003.⁸

⁸ En ligne : www.forces.gc.ca/jag/office/publications/performance_reports/PerformanceReport2003_f.pdf.

Sondage de KPMG/BearingPoint sur le processus des procès sommaires

Ce sondage réalisé à un niveau professionnel a constitué la plus grande activité en matière d'enquête sur la justice militaire en 2003–2004. Avec l'aide du Chef du service d'examen, le cabinet du JAG a engagé l'entreprise d'experts-conseils du secteur privé KPMG et sa société affiliée BearingPoint, pour réaliser un sondage à l'ensemble des FC sur l'administration des procès sommaires. Ce sondage était conçu pour :

- indiquer de quelle façon les membres et les unités des FC se conforment aux règlements concernant la conduite des procès sommaires;
- contribuer à l'élément en pleine croissance des renseignements statistiques au moyen duquel on surveille le rendement du système de justice;
- contribuer à l'examen continu des réformes à la LDN;
- déterminer les effets de la formation rehaussée sur la justice militaire au cours des quatre dernières années et demie.

Le questionnaire du sondage visait tous les commandants et les personnes qui ont participé au processus des procès sommaires depuis janvier 2003 à titre d'accusés, officiers désignés, officiers présidant (officiers délégués, commandants ou commandants supérieurs), autorités de révision ou autorités chargées de porter des accusations.

Le questionnaire était présenté sur le site web de BearingPoint et était accessible électroniquement grâce au site web de l'Internet du MDN/FC et l'intranet du MDN/FC. On a également envoyé des copies papier à des unités choisies, selon leur usage du système des procès sommaires au cours de l'année précédente.

Le sondage a été bien accueilli par tous les participants, bien que le nombre total de réponses ait baissé de plus de 10 % du nombre record de réponses reçues en 2003.

Le nombre de réponses de la part des personnes qui ont participé au processus des procès sommaires à titre d'accusés a chuté de 4 % tandis que le nombre de réponses des autorités chargées de porter des accusations s'est élevé d'un peu moins de 4 %. Les réponses de chacun des groupes visés sont importantes et nous continuerons d'explorer de nouvelles méthodes pour publiciser le sondage. Les résultats du sondage sont les suivants :

Source des données	Réponse sur papier	Réponse électronique	Nombre de réponses	Part des réponses
Accusé	17	76	93	11,7 %
Officier désigné	21	163	184	23,1 %
Officier présentant	16	139	155	19,5 %
Commandant	6	157	163	20,5 %
Autorité de révision	0	7	7	0,9 %
Autorité chargée de porter des accusations	6	188	194	24,3 %
Total	66	730	796	100,0 %

Résultats du sondage

Le format du sondage 2004 sur le processus des procès sommaires reposait sur des versions du questionnaire utilisées en 2003 et auparavant. Les changements faits au format du sondage se sont limités à des modifications marginales au cours des quatre années où le sondage a été réalisé, et ce, afin de recueillir des réponses orientées sur les mêmes domaines ou des domaines semblables d'enquête, pour documenter le point de vue des membres sur ces questions.

Le sondage mesure le respect des trois principes en matière d'équité dans le système des procès sommaires de la façon suivante :

**Premier principe : Conformité aux exigences réglementaires applicables
à l'administration de la justice militaire.**

- a. Les commandants reçoivent une attestation du cabinet du JAG pour veiller à l'application de l'administration du code de discipline militaire.
- b. Chaque unité tient un fichier des poursuites disciplinaires de l'unité.
- c. Les procès-verbaux de procédure disciplinaire sont remplis correctement, notamment en consignant la décision finale relative à chaque accusation, et soumis à la révision de l'AJAG ou du JAA respectif, et puis au JAG.
- d. Les conseillers juridiques et les autorités de révision formulent des suggestions en temps opportun.
- e. Les demandes d'accès au fichier des poursuites disciplinaires de l'unité soumises par les citoyens sont traitées convenablement.

Les réponses au sondage de cette année indiquent que les unités rapportent un haut niveau de conformité aux exigences réglementaires qui ont trait à l'administration des procès sommaires. Alors que cela représente un indicateur positif, on effectuera une autre vérification en 2004 grâce à une vérification du Chef du service d'examen qui portera principalement sur le fichier des poursuites disciplinaires de l'unité. Une autre préoccupation sous ce principe, est la rapidité avec laquelle les conseillers juridiques répondent aux questions de discipline. Comme dans les sondages précédents, l'obtention de conseils juridiques en temps opportun demeure une préoccupation. Cela se reflète par les niveaux de satisfaction de 82 % à 89 % et par les commentaires exprimés par certains des répondants. On peut prévoir que ce niveau de satisfaction augmentera au fur et à mesure qu'on réduira le nombre de postes vacants dans l'effectif des avocats militaires et que le cadre des avocats militaires nouvellement enrôlés acquerra de l'expérience.

Deuxième principe 2 : Chaque accusé reçoit un traitement équitable au procès sommaire.

- a. Les procès se déroulent dans la langue officielle choisie par l'accusé.
- b. Les accusés habilités à demander d'être jugés devant une cour martiale ont la possibilité de le faire et obtiennent le soutien juridique nécessaire.
- c. Les accusés reçoivent :
 - (1) toute l'information prévue dans les règlements,
 - (2) l'accès aux éléments de preuve qui seront utilisés pour appuyer l'accusation,
 - (3) la liste des témoins à charge en appui à l'accusation.
- d. Les accusés ont la possibilité d'exercer leur droit de présenter de la preuve et de faire des observations à l'officier présidant avant qu'un verdict ne soit rendu.
- e. Les accusés ont la possibilité d'exercer leur droit de présenter des éléments de preuve avant que la sentence ne soit prononcée.

Les résultats de cette année démontrent encore une fois une très grande conformité dans ces domaines. Toutefois, on n'a pas rapporté une augmentation d'importance dans le niveaux de conformité malgré la publication de pamphlets nouveaux et révisés destinés à fournir des renseignements sur la justice militaire des FC ainsi qu'une plus grande admissibilité à la formation d'attestation des officiers présidant. Alors qu'aucun commentaire positif découlant de ces changements n'a été émis, on a noté que les officiers désignés avaient tendance à rapporter de plus hauts niveaux d'équité procédurale dans le processus des procès sommaires, alors que les accusés avaient tendance à soumettre moins de commentaires positifs. Par conséquent, il importe d'analyser ces résultats en se référant aux rendements et autres données statistiques, pour avoir une meilleure appréciation sur la façon dont le système de justice militaire est perçu par les membres des FC.

Troisième principe : Le système de révision des décisions rendues aux procès sommaires est souple et équitable.

- a. Tous les accusés sont informés de leur droit d'obtenir une révision.
- b. Le processus de révision est efficace.

Les réponses du sondage sur cette question indiquent que le nombre de membres des FC accusés qui sont conscients de leur droit de demander une révision n'a pas augmenté. Moins de 50 % des accusés qui ont répondu au sondage indiquent qu'ils étaient conscients de leur droit de demander une révision de la décision rendue lors de leur procès sommaire. Ces données sont incompatibles avec la perception des commandants, dont 96 % d'entre eux ont indiqué qu'ils informent les accusés au sein de leur unité de leur droit de demander une révision et que la plupart ont nommé l'officier désigné comme étant la personne responsable de renseigner l'accusé de son droit. Les réponses des officiers désignés indiquent que, même si la majorité d'entre eux sont conscients de leur obligation de renseigner l'accusé, il y a encore beaucoup à faire pour qu'ils comprennent clairement et s'acquittent entièrement de cette tâche importante.

Le droit de demander une révision de la décision rendue au procès sommaire est un élément fondamental du processus et, à ce titre, le cabinet du JAG continuera d'y accorder de l'importance dans le but de déterminer la meilleure façon de conscientiser davantage les membres sur ce droit.

Analyse des résultats du sondage

Les résultats de ce sondage indiquent qu'il faut poursuivre les efforts visant à sensibiliser les participants au système de justice militaire. Une des plus grande préoccupation est que le pourcentage des accusés qui répondent qu'ils étaient au courant de leur droit de demander une révision de leur procès sommaire n'a pas augmenté. Les résultats du sondage indiquent un écart croissant entre la perception des commandants et de leur personnel en ce qui a trait au droit de demander une révision. Toutefois, on doit considérer ces résultats en tenant compte que, comme il a été mentionné dans les chapitres précédents, le nombre

de demandes de révision a plus que triplé au cours de la période de rapport. Cela suggère qu'il y a une augmentation dans le nombre de militaires des FC qui sont conscients de leur droit de demander une révision.

Comme rapporté l'an dernier, la formation d'attestation d'officier président est offerte à tous les officiers subalternes et sous-officiers supérieurs pour répondre à l'intérêt que les officiers désignés et les autorités chargées de porter des accusations ont manifesté à l'égard de cette formation. Cette initiative semble avoir été très bien perçue puisqu'un important nombre de répondants des deux groupes ont appuyé la formation d'attestation d'officier président et ont indiqué que le cours et le matériel de cours leur avaient été très utiles.

Ce sondage sur l'administration des procès sommaires repose sur les renseignements obtenus des trois sondages annuels précédents. Étant donné la nature de ce sondage, les renseignements recueillis ne servent que d'indicateurs approximatifs de préoccupations ou problèmes éventuels. On doit obtenir plus d'information afin de confirmer tout problème ou préoccupation identifiés dans ce sondage. Le cabinet du JAG continuera de surveiller l'administration de la justice militaire afin de veiller à ce que tous les militaires soient traités de façon équitable et en conformité aux règlements.

2.6 Examen quinquennal des modifications au projet de loi C-25 de la *Loi sur la Défense nationale*

Introduction

Dans le rapport de l'an dernier, on notait que l'année 2003 était le début du premier examen indépendant des modifications faites à la LDN en 1998 grâce au projet de loi C-25. Le cabinet du JAG a participé à cet examen tout au cours de la période de rapport par la préparation d'importantes soumissions sur des questions de justice militaire, afin qu'elles soient étudiées par l'autorité chargée de l'examen indépendant et, a fourni sur demande, un appui au processus.

Synopsis du processus de l'examen quinquennal

Le projet de loi C-25 a reçu la sanction royale en décembre 1998. Il a engendré d'importantes modifications à la LDN, lesquelles visaient à réformer le système de justice militaire et moderniser le code de discipline militaire. Le projet de loi C-25 a également entraîné un nombre de modifications à la LDN dans les domaines non militaires, y compris le processus des griefs et le processus des plaintes à la police militaire. Le projet de loi comprend une disposition qui exige que le ministre de la Défense nationale voit à ce qu'un examen indépendant des modifications au projet de C-25 soit réalisé tous les cinq ans et que le ministre dépose un rapport de cet examen au Parlement. La portée de l'examen indépendant se limite aux modifications faites à la LDN par le projet de loi C-25.

En mars 2003, le ministre de la Défense nationale a nommé le très honorable Antonio Lamer, ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada, à titre d'autorité chargée de l'examen indépendant dans le but de réaliser l'examen quinquennal du projet de loi C-25. Une fois nommé, l'ancien juge en chef Lamer a lancé un appel aux membres des FC, aux employés du MDN et aux autres parties intéressées de lui faire part de leurs commentaires. Par la suite, il a organisé une série de réunions au Quartier général de la Défense nationale et dans diverses bases et escadres des Forces canadiennes à travers le Canada. Il a également reçu 121 soumissions écrites, y compris une importante soumission du cabinet du JAG, dont nous faisons état ci-dessous. La section du droit militaire national de l'Association du barreau canadien a également présenté une soumission à l'autorité chargée de l'examen indépendant.

Appui du cabinet du JAG à l'examen quinquennal

Afin de présenter une soumission réfléchie à l'autorité chargée de l'examen indépendant relativement au fonctionnement des dispositions du projet de loi C-25 sur la justice militaire, le cabinet du JAG a mis sur pied une équipe de révision interne. L'équipe a fait de vastes consultations à l'intérieur du MDN/FC, a entrepris une revue de l'expérience institutionnelle par rapport à la réforme de 1999 sur la justice militaire et, finalement, a fourni aux principaux participants en matière de justice militaire des recommandations quant à la réforme.

La révision sur la justice militaire et le cadre de présentation des rapports établis par le cabinet du JAG en 1999–2000 ont assuré la disponibilité et le recueil des données qui sont le reflet du fonctionnement du système réformé de justice militaire depuis le 1^{er} septembre 1999. La consolidation de ces renseignements dans le rapport annuel du JAG, qui est présenté au ministre de la Défense nationale, parallèlement aux renseignements et statistiques sur des sujets de justice militaire qui sont continuellement mis à jour et que l'on retrouve sur le site web du JAG, a fourni un accès rapide à l'équipe de révision du JAG ainsi qu'à l'autorité chargée de l'examen indépendant.

L'équipe de révision interne du JAG a préparé et publié trois rapports distincts sur des questions d'importance concernant la justice militaire, et ce, afin que l'autorité chargée de l'examen indépendant en tienne compte. Ces rapports, publiés en mai, juin et juillet 2003, ont fait 33 recommandations pour l'autorité chargée de l'examen indépendant. Des officiers du cabinet du JAG ont été mis à la disponibilité de l'autorité chargée de l'examen indépendant dans le but de présenter de l'information documentaire ou de répondre à des questions précises relativement au système de justice militaire.

Le rapport Lamer et la réponse

Le rapport de l'autorité chargée de l'examen indépendant, *Le premier examen indépendant par le très honorable Antonio Lamer C.P., C.C., C.D. des dispositions et de l'application du projet de loi C-25, Loi modifiant la Loi sur la Défense nationale et d'autres lois en conséquence, conformément à l'article 96 des Lois du Canada (1998), ch. 35*,⁹ (le « Rapport Lamer ») a été soumis au ministre de la Défense nationale le 3 septembre 2003. Le ministre a déposé le rapport devant le Parlement le 5 novembre 2003. Au total, le rapport Lamer contient 88 recommandations, dont 56 ont trait au système de justice militaire. Les autres recommandations concernent le processus des plaintes à la police militaire et le processus des griefs.

L'autorité chargée de l'examen indépendant a rapporté que « par suite des modifications apportées par le projet de loi C-25, le Canada s'est doté d'un système très solide et équitable de justice militaire dans lequel les Canadiens peuvent avoir confiance ». Ayant conclu que le système de justice militaire

⁹ En ligne : www.forces.gc.ca/site/Reports/review/en/report_e.pdf.

fonctionne généralement bien, l'autorité chargée de l'examen indépendant a noté qu'il y avait certains domaines où l'on pouvait apporter des améliorations et a fait un nombre de recommandations pour d'autres réformes. Certaines des plus importantes recommandations ont trait à la structure des cours militaires, aux options de sentences, aux procédures d'arrestation et de détention, ainsi qu'à d'autres améliorations des protections en matière d'équité procédurale lors des procès sommaires.

Tel que le ministre l'a révélé dans l'énoncé qu'il a fait lors du dépôt du rapport Lamer devant le Parlement en novembre 2003, la vaste majorité des recommandations du rapport qui ont trait à la justice militaire ont été étudiées et acceptées. Certaines des recommandations comportant des questions plus complexes ont été identifiées pour des fins d'études supplémentaires, y compris celles que l'ancien juge en chef Lamer a lui-même identifiées comme ayant besoin de plus d'étude avant d'être mises en place.

Depuis la publication du rapport Lamer, l'équipe de révision interne du JAG a élaboré des politiques qui pourraient mettre en place les recommandations sur la justice militaire qui ont été acceptées jusqu'à maintenant. Des recommandations acceptées, la plupart nécessitent des modifications législatives ou réglementaires, un processus qui sera mené de concert avec le ministère de la Justice. L'équipe du JAG s'est également engagée dans des études supplémentaires des recommandations les plus complexes, particulièrement celles qui ont trait à la structure des cours militaires, et elle consultera les partenaires et les experts sur ces questions au cours des mois à venir. La majeure partie de l'activité interne sera complétée d'ici la prochaine période de rapport.

2.7 Autres questions reliées à la surintendance et à la revue

Mise en application des recommandations de la vérification du CS Ex sur les sentences en cour martiale

En juillet 2002, le Chef – Service d'examen (CS Ex) a présenté un rapport au JAG concernant la mise en application des peines imposées en cour martiale entre 1999–2001. Le CS Ex a rapporté qu'on ne donnait pas suite à une proportion importante de sentences, particulièrement les amendes. Alors qu'un nombre de raisons se cachaient derrière ce problème, le CS Ex a constaté que

la raison principale de la non-application des peines était l'absence d'une autorité centrale de surveillance des sentences. Par conséquent, le JAG a accepté le rôle d'autorité nationale de surveillance des sentences en avril 2003. Cette fonction a été déléguée à la Direction de la justice militaire, politique et recherche.

La mise en place de l'autorité nationale de surveillance a nécessité une très grande coopération avec les autres bureaux étant donné que la plupart des recommandations ont trait à une meilleure coordination du partage des efforts et des informations. Avant la fin de la période du présent rapport, on avait réussi à recueillir la majorité des amendes en suspens des cours martiales 1999–2001 et un nombre d'autres changements ont été faits en vue de toute la mise en application des recommandations de la vérification.

Revue du CS Ex du fichier des poursuites disciplinaires de l'unité

Le JAG a demandé au Chef du Service d'examen d'effectuer une revue de la conformité des unités des FC avec les exigences réglementaires pour ce qui est du fichier des poursuites disciplinaires de l'unité.¹⁰ En vertu des règlements, les unités doivent maintenir un fichier des poursuites disciplinaires et fournir au public l'accès à certains dossiers sur demande. La création de ces exigences réglementaires étaient un des résultats de la réforme du système de justice militaire effectuée entre 1997–1999. Cette revue évaluera la conformité à ces exigences. L'équipe de projet du CS Ex a débuté son travail en mars 2004 et on prévoit obtenir les résultats de la revue du CS Ex au cours de la prochaine période de rapport.

2.8 Comités responsables de la justice militaire

Comité des intervenants en justice militaire

Le Comité des intervenants en justice militaire est une tribune pour des discussions sur une grande variété de questions stratégiques à long-terme reliées à la justice militaire. Il est présidé par le juge en chef de la Cour d'appel de la cour martiale et il comprend le ministre de la Défense nationale, le JAG, le chef d'état-major de la Défense, le vice-chef d'état-major de la Défense, le juge

10 Article 4 du chapitre 107 des ORFC.

militaire en chef, le directeur du service d'avocats de la défense, le directeur des poursuites militaires et le grand prévôt des Forces canadiennes.

Le comité des intervenants en justice militaire s'est réuni le 2 juin 2003, à Asticou, au Québec. Le JAG a présenté au comité une mise à jour du plan d'action du JAG pour ce qui est de la révision des modifications du projet de loi C-25. Les remarques du JAG portaient sur le travail de l'équipe de révision interne du JAG, y compris ses recommandations à l'effet que l'on devrait également faire certains changements réglementaires pour rehausser l'efficacité du système de justice militaire. Le comité a aussi été renseigné sur un nombre de changements en attente et on a fourni une mise à jour sur plusieurs questions ayant trait à la magistrature militaire. La réunion a été suivie de la cérémonie d'investiture en l'honneur du colonel Kim Carter en tant que juge en chef militaire.

On avait prévu une autre réunion du comité des intervenants en justice militaire pour le mois de novembre 2003, mais celle-ci n'a pas eu lieu à cause de la non disponibilité de membres clés du comité.

Le comité des FC sur le code de discipline militaire

Le comité des FC sur le code de discipline militaire est coprésidé par le chef d'état-major de la Défense et le JAG. Les membres du comité comprennent les dirigeants principaux des FC (officiers ainsi qu'adjudants-chefs et premiers maître de 1^{re} classe) et autres joueurs clés dans le système de justice militaire, tels que le directeur des poursuites militaires, le grand prévôt des Forces canadiennes et l'adjudant-chef du JAG.

Le comité sur le code de discipline militaire s'est réuni en juin 2003. Le comité a reçu des mises à jour sur la politique nouvellement émise quant à l'utilisation acceptable d'Internet, la juridiction concurrente et la magistrature militaire.

Le rapport annuel du JAG 2003 et le statut de l'examen quinquennal sont des sujets qui ont fait partie de la présentation du JAG. Le comité a également été informé d'une infraction d'ordre militaire conformément à l'article 129 de la LDN, décharge accidentelle d'une arme à feu par négligence.

Le comité s'est réuni une autre fois le 16 décembre 2003. Le JAG y a fait une présentation sur le récent séminaire de formation à l'intention des juges de la Cour d'appel de la cour martiale et sur le rapport Lamer. Le comité a discuté

des résultats du sondage informel auprès des AJAG en ce qui a trait aux procédures disciplinaires se rapportant aux réservistes, une question que le JAG a jugé être d'un intérêt particulier et dont il a fait mention de nouveau dans une lettre de suivi qu'il a envoyée aux membres du comité.

Comité consultatif du JAG chargé de la justice militaire

Le comité consultatif du JAG a pour mandat de revoir de nouvelles initiatives en matière de justice militaire et de fournir un point de vue externe avant qu'elles ne soient mises en place. La structure du comité s'assure que le système de justice militaire bénéficie d'idées et d'expérience du système civil de justice criminelle. Le comité est actuellement présidé par un juge siégeant de la Cour supérieure qui a une grande expérience du système de justice militaire. Les membres du comité sont des avocats civils avec une vaste expérience.

Les membres du comité se sont rencontrés au cabinet du JAG le 14 novembre 2003. La réunion portait sur un nombre de recommandations du rapport Lamer nouvellement publié.

Le comité a discuté d'options de rechange en matière de sentence, d'une cour militaire permanente, d'un système de cour martiale à deux volets, du comité chargé des appels et de l'article 129 de la LDN. La table ronde s'est concentrée sur l'emprisonnement avant la tenue du procès et sur l'affectation de l'autorité chargée de la mise en accusation.

Table ronde sur la justice militaire

La table ronde sur la justice militaire est une tribune interne destinée à intégrer le point de vue et les recommandations des avocats militaires dans les politiques, les règlements et les législations, selon le besoin. Cette table ronde est formée d'avocats militaires séniors du cabinet du JAG, du Directeur du service d'avocats de la défense, du Directeur des poursuites militaires, du CJ MDN/FC ainsi que de membres supplémentaires au besoin lorsqu'il s'agit de traiter de questions particulières.

La table ronde sur la justice militaire ne s'est pas réunie au cours de la période de rapport. On prévoit qu'elle sera convoquée pendant la prochaine période de rapport afin d'aider le JAG dans son travail de suivi relativement à certaines questions soulevées dans le rapport Lamer.



Initiatives prises par le Juge-avocat général

3.1 Introduction

En vertu de la LDN, la surintendance du système de justice militaire fait partie des responsabilités du JAG. De plus, la LDN exige que le JAG fasse rapport tous les ans au ministre de la Défense nationale sur l'administration de la justice militaire. Pour remplir ces obligations prévues par la loi, le JAG surveille les progrès des initiatives entreprises dans le but de rehausser le système de justice militaire.

Ce chapitre fait ressortir le statut des initiatives en matière de justice militaire dans les domaines suivants :

- les délais relatifs aux cours martiales;
- les changements législatifs et réglementaires liés à la justice militaire;
- les lignes directrices promulguées durant la période visée par le présent rapport;
- l'éducation et la formation en justice militaire;
- d'autres initiatives entreprises durant l'année financière 2003–2004 relativement à la surveillance et à l'examen de la justice militaire.

3.2 Délais des cours martiales

Le problème des délais inacceptables des cours martiales fut signalé comme préoccupant pour la première fois dans le rapport annuel du JAG 2001. À ce moment-là, on avait constaté que les délais à amener les cas en cour résultait d'un nombre de causes à l'ensemble du système et qu'il faudrait un certain temps avant de réussir à réduire les délais. L'an dernier, on a constaté que l'on commençait à faire des progrès importants dans la réduction des délais des cours martiales, avec une réduction d'environ 40 jours dans le temps requis pour qu'une question soit amenée en cour après la décision du Directeur des poursuites. En 2003–2004, d'autres progrès ont été réalisés, avec une réduction globale de 10 jours dans la moyenne de temps nécessaire pour qu'une question passe du stage du dépôt des accusations au début de la cour martiale. Au cours des deux dernières années, le temps nécessaire pour qu'un cas passe du dépôt des accusations au procès a chuté de près de quatre-vingt jours, une consécration de l'analyse offerte dans les rapports précédents qui prédisait une amélioration de la moyenne de temps.

Les niveaux croissants de formation et d'expérience des procureurs militaires sont parmi les facteurs qui ont contribué à la réduction des délais à porter les questions en cour, en plus la politique de l'administrateur de la cour martiale pour ce qui est d'encourager les avocats à s'entendre sur une date de procès dans les deux semaines suivant le dépôt des accusations.

3.3 Modifications législatives

Projet de loi C-16 – Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels

Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 1^{er} avril 2004. Ce projet de loi a créé un registre national de délinquants sexuels, conçu pour assister la police à protéger les Canadiens, particulièrement les enfants, des crimes éventuels commis par des délinquants sexuels reconnus. On étudie actuellement la LDN à l'égard des changements nécessaires pour créer un projet parallèle visant les contrevenants militaires accusés d'infractions désignées.

Projet de loi C-35 – Rémunération des juges militaires

Le but de ce projet de loi était de modifier la LDN afin de permettre que la réglementation ait un effet rétroactif pour mettre en œuvre les recommandations du comité d’indemnisation des juges militaires concernant l’échelle salariale de ces derniers, en vigueur à la date du commencement de la période de considération du comité, soit le 1^{er} septembre 2003. Le projet de loi fut déposé au Parlement en mai 2003, mais ne fut autorisé avant la fin de la session.

Il ne fut pas déposé de nouveau et conséquemment, il est prévu que cette question sera traitée avec le bloc des modifications législatives, dans la réponse du ministère au rapport de l’autorité chargée de l’examen indépendant.

3.4 Changements apportés aux règlements

Règles militaires de la preuve

Un projet débute en 2001 pour la mise à jour des *Règles militaires de la preuve* (RMP), lequel gère l’admissibilité de la preuve lors des cours martiales. Il était prévu que les changements aux RMP seraient entrés en vigueur en 2003, toutefois, d’autres priorités pour les besoins en rédaction ont dicté que le travail pour ce projet ne pouvait être complété à l’intérieur de la période de rapport. Une équipe d’avocats militaires du JAG et des rédacteurs législatifs du CJ MDN/FC continue de travailler conjointement sur la phase de rédaction du projet. Il est prévu que les révisions aux RMP seront complétées à l’automne 2004.

Déclarations des victimes

Tel que mentionné dans les rapports annuels précédents du JAG, une initiative est en cours dans le but de créer des règlements visant l’utilisation des déclarations des victimes lors des cours martiales. Ces règlements contribueraient à assurer que le processus de la justice militaire comporte un mécanisme à l’intention des victimes pour les aider à décrire comment elles ont subi un préjudice suite à une infraction d’ordre militaire. Cette proposition demeure à l’étude, en attente de décisions relatives à d’autres préoccupations identifiées par les partenaires du système de justice militaire. Il est anticipé que ces règlements seront implantés lors de la prochaine période de rapport.

3.5 Politiques du Juge-avocat général

Le JAG peut publier des instructions générales par écrit en ce qui concerne les services juridiques de poursuite ou de défense, en vertu des paragraphes 165.17(2) et 249.2(2) de la LDN, respectivement. Au cours de la période de rapport 2003–2004, aucune nouvelle politique n'a été émise au DPM ou au DSAD.

3.6 Éducation et formation en justice militaire

Un des principaux objectifs des instructeurs militaires du domaine juridique est de s'assurer que les membres des FC sont bien renseignés sur le système de justice militaire, plus particulièrement les membres qui doivent jouer un rôle précis dans l'administration de la justice militaire tels que les officiers présidant. Les avocats militaires du cabinet du JAG offrent couramment de l'enseignement aux membres des FC sur le code de discipline militaire et sur le système de justice militaire. En 2003–2004, les avocats militaires ont offert 51 fois le cours de Formation et attestation des officiers présidant (FAOP) dans 25 endroits, au Canada et à l'étranger. Parmi ces cours, sept ont été donnés en français, pour un nombre total de 110 officiers francophones des FC.

Formation et attestation des officiers présidant (FAOP)

Le programme de FAOP, qui est maintenant dans sa sixième année, s'assure que les commandants supérieurs, les commandants et les officiers délégués sont formés dans le contexte de l'administration du code de discipline militaire et certifiés par le JAG pour remplir leur rôle par rapport à l'administration du système de justice militaire au niveau des procès sommaires, et ce, avant d'être en mesure de prendre leurs responsabilités à cet égard. Les commentaires des stagiaires de la FAOP révèlent invariablement que, après avoir reçu la formation et obtenu leur certification, les officiers se sentent beaucoup mieux préparés pour faire face au processus des procès sommaires. Nombre d'officiers indiquent également que, s'ils avaient reçu cette formation plus tôt dans leur carrière, ils en auraient bénéficié. En date du 31 mars 2004, plus de 5 000 officiers des FC ont reçu leur certification, laquelle est valide pour une période de quatre ans. On invite les officiers subalternes sous le grade de capt/ltv et certains militaires

du rang (MR) au grade de sgt/m2 et grades supérieurs à suivre le cours de FAOP pour leur propre développement professionnel. Cependant, ces stagiaires ne sont toutefois pas certifiés parce qu'ils ne sont pas éligibles pour présider lors de procès sommaires. De plus, les neuf adjudants-chefs (adjud), premier maître de 1^{re} classe (pm1) qui sont dans les bureaux des assistants au Juge-avocat général à l'ensemble du Canada, suivent également le cours de FAOP pour parfaire leur habileté à accomplir le rôle d'agent de liaison entre les unités des FC et les bureaux juridiques, et ce, dans le domaine de la discipline. Les adjud/pm1 fournissent aussi un incontournable soutien à la Direction juridique – Formation, en faisant la promotion de la FAOP, tout en assurant la participation des membres et en surveillant les normes en droit militaire.

Test de renouvellement d'attestation des officiers président (TROP)

Tel que mentionné dans le rapport annuel du JAG 2002–2003, un nombre d'officiers verront leur certification expirée vers la fin de 2003. Une des options qui a été retenue pour les aider à maintenir leur statut est un test automatisé d'attestation de certification. Cette année, on a lancé un nouveau programme de test bilingue en ligne – le programme du Test de renouvellement d'attestation des officiers président (TROP). En résumé, au fur et à mesure que la période de quatre ans pour la certification d'officier président vient à échéance, le TROP permet à ces officiers de renouveler leur certification en ligne, partout et en tout temps. Les résultats des tests sont disponibles immédiatement après avoir complété le test en ligne. Lorsqu'un officier échoue le test, il lui est possible de l'essayer de nouveau, à l'aide de nouvelles questions. Les officiers qui faillissent une deuxième fois doivent suivre un cours de TROP de deux jours pour obtenir le renouvellement de leur certification.

Le programme de TROP en ligne est disponible depuis octobre 2003 et, à la fin de la période de rapport, 95 officiers avaient obtenu le renouvellement de leur attestation grâce au test informatisé. Même si le TROP en ligne est un moyen très pratique de renouveler la certification, certains officiers, dont la date d'échéance de leur qualification originale de FAOP approchait, ont repris le cours de FAOP en classe pour renouveler leur attestation d'officier président.

Autre formation en matière de justice militaire

Tous les membres des FC sont assujettis au code de discipline militaire (CDM). Les membres de la Force régulière peuvent avoir à répondre pour des infractions au CDM commises en tout temps pendant leur service militaire, que ce soit durant les heures de service ou hors-service, au Canada ou à l'étranger. Les membres de la force de réserve peuvent également être soumis au CDM mais seulement pendant les périodes ou les situations précisées dans la *Loi sur la Défense nationale*. Afin de s'assurer que les membres des FC comprennent leurs droits et leurs obligations dans le cadre du système de justice militaire, on offre de la formation à divers moments au cours de la carrière militaire du membre. Les recrues qui fréquentent l'école de leadership et des recrues des FC reçoivent de l'enseignement en classe sur le CDM, dans le cadre du programme d'études concernant l'instruction des recrues. La formation sur la justice militaire fait également partie d'une variété de cours que les membres des FC doivent compléter pour progresser dans leurs occupations militaires. De la formation additionnelle spécifique aux tâches est fournie au personnel militaire responsable de réaliser des fonctions particulières dans l'administration du système de justice militaire (p. ex. les membres des FC qui font enquête sur des infractions présumées ou qui sont autorisés à porter des accusations, à agir à titre d'officiers désignés et à présider lors de procès sommaires).

En plus de fournir de la formation et des cours sur des sujets reliés à la justice militaire, le cabinet du JAG offre également un nombre de publications et d'aides à la formation dans le domaine de la justice militaire. La principale source d'information sur le processus des procès sommaires est le manuel *La justice militaire au procès sommaire*. Les militaires accusés d'une infraction d'ordre militaire ainsi que leurs officiers désignés peuvent également se référer à la publication intitulée *Guide à l'intention des accusés et des officiers désignés pour les aider*, et ce, afin de se renseigner avant de choisir une cour martiale ou un procès sommaire. Pour des informations générales concernant tout le personnel des FC, il est possible d'obtenir un pamphlet de réponse intitulé *Le code de discipline militaire et moi*. Finalement, les personnes qui font des enquêtes ou qui déposent des accusations selon le CDM ont accès à la brochure *Le processus d'enquête et d'accusation du système de justice militaire*.

Ces aides à la formation et ces publications sont distribuées sur les bases des FC ainsi que pendant la formation sur la justice militaire. Elles sont également disponibles en ligne sur le site web du JAG.

Éducation

Le cabinet du JAG a, en collaboration avec l'Académie canadienne de la Défense, continué à améliorer le volet sur la justice militaire dans le cadre du Programme d'études militaires professionnelles pour les officiers (PEMPO) que tous les nouveaux officiers doivent suivre comme partie intégrante de leur développement professionnel militaire. Le PEMPO est conçu pour fonctionner principalement comme programme individuel; cependant, la marine et la force aérienne ont pris des dispositions pour que le cabinet du JAG offre la formation qui concerne l'aspect juridique du PEMPO. À cette fin, en 2003–2004 des avocats militaires ont donné six cours *in situ* sur la justice militaire du PEMPO dont cinq cours à des officiers de la marine, à deux endroits – Halifax et Esquimalt, et un cours à des officiers de l'aviation, à St-Jean. Au total, plus de 160 officiers subalternes ont reçu cette formation. En plus des documents imprimés, chaque étudiant du PEMPO qui a participé à un cours *in situ* a reçu un nouveau CD-ROM bilingue qui contient des documents clés de référence concernant la justice militaire, y compris la *Loi sur la Défense nationale*, les *Ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes*, volume 2 (Discipline), la brochure d'information « Le code de discipline militaire et moi » et les Directives et ordonnances administratives de la Défense qui s'appliquent. En raison du succès des cours *in situ* du PEMPO et compte tenu de leur valeur comme moyen très efficace pour les officiers subalternes de compléter cet élément de la formation militaire professionnelle, la force aérienne prévoit maintenant offrir, au cours de la prochaine année, jusqu'à quatre cours *in situ* du PEMPO en matière de justice militaire.

Formation et éducation des avocats militaires

Étant donné que les avocats ont rarement la chance d'étudier le droit militaire à la faculté de droit, ou pendant leurs cours de préparation au barreau, le cabinet du JAG dispose d'un solide programme progressif pour assurer le développement professionnel des nouveaux avocats militaires. En plus des

divers documents auto-didactiques et des tests en ligne, les nouveaux officiers du JAG doivent suivre un programme de formation en cours d'emploi (FCE) qui comprend leur participation comme avocat adjoint en cour martiale, soit pour la poursuite ou pour la défense. Tous les avocats militaires sont requis de suivre la formation d'officiers présidant et de renouvellement d'attestation au besoin. Finalement, dans le cadre du cours intermédiaire d'avocat militaire, ils doivent participer au cours d'une semaine sur la justice militaire afin de parfaire leur compréhension du système de justice militaire.

On offre de la formation supplémentaire aux avocats militaires du Service canadien des poursuites militaires et des services d'avocats de la défense, et ce, pour rehausser leurs connaissances du droit criminel et leurs habiletés de plaideur lors de procès et tribunaux. On offre également, à des avocats militaires choisis au niveau des études supérieures, plus de formation dans le domaine du droit criminel.

Formation juridique permanente

Comme dans les années passées, le cabinet du JAG a joué un rôle actif au cours de l'année de rapport 2003–2004 dans l'association du Barreau canadien (ABC). Plus de deux douzaines d'avocats militaires ont participé à la réunion générale annuelle à Montréal, au mois d'août 2003, où la Section nationale de droit militaire (SNDM) a parrainé un débat d'experts sur l'examen quinquennal des modifications au projet de loi C-25. Chaque année, au mois d'octobre la SNDM organise une réunion annuelle où il y a une forte participation de la part des avocats militaires et civils, lesquels partagent un intérêt et, souvent pratiquent, le droit militaire.

À chaque automne, le JAG organise un atelier de travail de 2 jours et demi sur la formation juridique permanente (FJP). Alors que les thèmes de l'atelier changent d'une année à l'autre, l'horaire prévoit toujours des périodes de temps pour les questions de justice militaire. À l'atelier 2003, toute la première journée de la conférence a été réservée pour des questions de justice militaire, y compris une présentation sur le travail réalisé au cabinet du JAG en ce qui a trait à l'examen quinquennal des modifications au projet de loi C-25.

Chaque année, la direction responsable de la formation au cabinet du JAG appuie la formation juridique permanente pour des officiers du JAG en fournissant des fonds pour participer à des cours, conférences, séminaires et symposiums qui ont trait à des questions de droit criminel et de défense et de formation en services d'assistance judiciaire. À titre d'exemple, au cours de la période de rapport 2003–2004, 86 officiers du JAG, de la force régulière et force de réserve, principalement ceux dont les tâches les relient directement aux membres des FC impliqués dans le système de justice militaire, ont été parrainés pour participer à de telles sessions.

Communications et liens externes

On a continué à améliorer et mettre à jour le site web du JAG afin que les documents sur la justice militaire pertinents aux membres des FC et au public en général soient maintenant disponibles pour téléchargement, y compris la *Loi sur la Défense nationale* et les *Ordonnances et règlements royaux*. Les liens clés auxquels le public pourrait vouloir accéder, se retrouvent sur le site web du Juge militaire en chef (www.forces.gc.ca/cmj) qui contient les rôles, les conclusions et les transcriptions des cours martiales. Le lien principal du JAG (www.forces.gc.ca/jag) offre des renseignements sur la justice militaire, y compris le mandat du JAG comme surintendant de l'administration du système de justice militaire au sein des FC, les rapports annuels du Directeur des services d'avocats de la défense et du Directeur des poursuites militaires, une brochure sur la formation des officiers délégués et de nombreuses publications de formation sur la justice militaire. La Cour d'appel de la cour martiale a son propre site web (www.cmac-cacm.ca). Le rapport de l'ancien juge en chef Lamer sur l'examen des dispositions et des opérations du projet de loi C-25 est également disponible pour consultation en ligne (www.forces.gc.ca/site/Reports/review/en/report_e.pdf).

En 2003–2004, le cabinet du JAG a continué d'entretenir des relations avec d'autres partenaires du système de justice militaire. À titre d'exemple, les avocats militaires, de concert avec les enquêteurs du Service national des enquêtes (SNE) et de la police militaire, ont offert neuf sessions de formation d'une demi-journée

traitant d'une variété de sujets comme les enquêtes sur des infractions au *Code Criminel* et des infractions d'ordre militaire. Ces conférences ont été offertes aux membres des détachements du SNE de l'académie de la police militaire des Forces canadiennes, à la Base des Forces canadiennes (BFC) Borden. Les conférences couvraient, entre autres, les auditions, les perquisitions et saisies, la preuve et les enquêtes sur des infractions sous l'article 129 de la LDN.

De plus, les avocats militaires ont également rencontré des représentants des systèmes de justice militaire de l'étranger. Pendant les mois d'octobre et de novembre 2003, le Directeur des poursuites militaires a fait un échange avec les services juridiques de l'armée britannique et un procureur militaire canadien a passé un mois au Royaume-Uni tandis que son homologue britannique a visité divers bureaux du JAG à travers le Canada. Des avocats militaires de la Bulgarie et de l'Ukraine ont aussi reçu des séances d'information au cours de leur visite à la BFC Borden.

3.7 Autres initiatives en matière de justice militaire

Fonction parajuridique

Étant donné le besoin grandissant en soutien, particulièrement en ce qui a trait aux activités para légales à l'intérieur du système de justice militaire, le cabinet du JAG est à mettre sur pied une initiative qui comprendrait la création d'une fonction parajuridique pour les membres du rang. Le but de cette initiative est de rationaliser l'administration du droit militaire grâce à l'intégration de parajuristes militaires dans le processus. Les personnes pressenties pour cette fonction seraient au grade de sergent/maître de deuxième classe jusqu'à adjudant-maître/ premier maître de deuxième classe et pourraient être choisies dans l'un ou l'autre des groupes professionnels militaires. Les candidats pourraient participer à de la formation parajuridique dans un collège communautaire, et à la graduation, seraient employés pour aider dans tous les aspects du droit militaire, y compris la justice militaire. Au cours de la période de rapport, le document de définition du problème, l'analyse de rentabilisation et le mandat ont été préparés avec l'aide du personnel de l'analyse des professions du ministère. Cette proposition est présentement à l'étude.

Forum sur le leadership supérieur

Au mois d'octobre 2003, un forum d'une demi-journée a eu lieu à Ottawa à l'intention des généraux et des amiraux. Ce fut l'occasion pour le JAG de parler directement aux officiers des grades supérieurs des Forces canadiennes qui étaient réunis; on y a fait des exposés et des discussions sur le rôle de l'autorité de révision, sur les soumissions des FC à l'ancien juge en chef Lamer concernant le projet de loi C-25 ainsi que sur les perspectives du grand prévôt des FC et du Directeur des poursuites militaires quant aux questions d'actualité reliées à la justice militaire. En terminant ce forum, le JAG a mis l'emphase sur les principes d'équité et de transparence qui sont particulièrement importants lors de l'étape de révision dans le processus des procès sommaires étant donné que l'autorité du processus de révision constitue le dernier recours lorsqu'un membre croit qu'il ou elle souffre d'une injustice en raison de la procédure des procès sommaires.

Séminaire de la Cour d'appel de la cour martiale

Au mois de novembre 2003, on a tenu un séminaire de deux jours à l'intention des juges de la Cour d'appel de la cour martiale, à Aylmer, au Québec. Ce séminaire était organisé par l'Institut national de la magistrature avec l'appui du cabinet du JAG. Le contexte comprenait des conférences, des discussions d'experts et un présentoir exposant un bureau juridique déployable. Un comité formé de membres supérieurs des Forces canadiennes a discuté de points de vue concernant des questions de justice militaire, en portant une attention particulière au prononcé des sentences. Parmi les sujets couverts lors du séminaire, se retrouvaient une comparaison entre le système de justice militaire et le système civil de justice criminelle, des facteurs d'ordre militaires lors du prononcé des sentences et le maintien de la discipline dans les environnements opérationnels. Il s'agissait du premier séminaire de ce genre et il a obtenu une bonne participation, avec 22 membres de la Cour d'appel de la cour martiale. Les commentaires ont été très positifs car ils suggéraient que les participants avaient trouvé ce séminaire très utile et à propos.

Commission internationale de juristes

La Commission internationale de juristes est une organisation qui a son siège à Genève, en Suisse, et qui a pour objectif la promotion du droit international et des principes des droits de la personne. Elle cherche à protéger et à promouvoir les droits de la personne par le développement de la règle de droit. Sa prestigieuse réputation internationale est le reflet de ses membres qui comprennent soixante juristes de marque, représentant les différents systèmes juridiques dans le monde. La commission avait envoyé une invitation au JAG pour participer à son séminaire sur les droits de la personne et l'administration de la justice au moyen des tribunaux militaires en janvier 2004. Le Directeur juridique – Justice militaire, politique et recherche a participé à ce séminaire au nom du JAG et il a donné une présentation à la commission sur la perspective canadienne quant aux tribunaux militaires; de plus, il a fourni des réponses aux préoccupations soulevées par les membres de la commission.

Visites

Au cours de la période visée, le cabinet du JAG a accueilli divers visiteurs dont plusieurs juristes. Un représentant des services juridiques des forces armées de la Nouvelle-Zélande, le lcdr Chris Griggs, a effectué une visite en octobre 2003. La visite du lcdr Griggs avait rapport à son travail en tant que coordonnateur de l'examen que la Nouvelle-Zélande réalise sur son système de justice militaire. Le lcdr Griggs a fait un exposé aux avocats militaires sur l'état de l'examen juridique militaire de la Nouvelle-Zélande. En novembre 2003, le major-général Dr. Menachem Finkelstein, avocat-général militaire des Forces israéliennes de défense, s'est adressé aux avocats militaires du cabinet du JAG au cours de sa visite à Ottawa. En février 2004, M. Eugene Meehan, ancien président de l'ABC et avocat canadien de renom, a visité le cabinet du JAG pour donner une conférence sur les éléments contribuant à la réussite des plaidoyers verbaux et écrits.



Le cabinet du juge militaire en chef

4.1 Juges militaires

Le gouverneur en conseil peut nommer à la magistrature militaire un officier des FC qui est un avocat inscrit depuis au moins dix ans au barreau d'une province.¹ Ce processus, semblable à celui suivi pour d'autres nominations à la magistrature fédérale, permet de veiller à ce que seuls des officiers compétents et méritants soient considérés aux fins d'une nomination à des postes de juge militaire.

Lorsqu'il fait une recommandation au gouverneur en conseil, le ministre tient compte du rapport du comité de sélection des juges militaires dont les membres sont nommés par le ministre de la Défense nationale pour représenter la magistrature, le barreau civil et la collectivité militaire. Le comité est constitué d'un avocat ou d'un juge nommé par le JAG, d'un avocat civil nommé par l'Association du Barreau canadien, d'un juge civil nommé par le juge militaire en chef, d'un officier détenant le grade de major-général ou un grade supérieur et d'un adjudant-chef ou premier maître de 1^{re} classe nommé par le chef d'état-major de la défense.

1 Article 165.21(1) de la LDN.

4.2 Retraites et nominations

Juge militaire en chef

La LDN stipule que le gouverneur en conseil peut désigner un juge militaire en tant que juge militaire en chef.² Le 2 juin 2003, on a reconnu la désignation du colonel Kim Carter à titre de juge militaire en chef lors d'une cérémonie qui a eu lieu à la salle d'audience militaire de la région de la Capitale nationale.

Juges militaires

Tel que mentionné ci-dessus, le gouverneur en conseil fait les nominations à la magistrature militaire. Le 16 juin 2003, le capitaine de frégate Peter Lamont a été nommé juge militaire, suite à la recommandation du ministre de la Défense nationale.

Le capitaine de frégate James Price, qui avait été nommé juge militaire en 2001, s'est retiré en 2003.

Administrateur de la cour martiale

La création du poste d'administrateur de la cour martiale (ACM) a été une des importantes modifications qui ont été faites au système de justice militaire en 1999. L'ACM, qui est nommé en vertu de l'article 165.18 de la LDN, est une personne civile qui exerce ses fonctions sous la direction générale du juge militaire en chef; cette personne convoque les cours martiales quand le directeur des poursuites militaires prononce une mise en accusation et nomme au besoin les membres.³

Trois titulaires ont détenu le poste d'administrateur de la cour martiale au cours de la période de rapport. En juillet 2003, M. Stan Blythe a quitté le poste d'ACM et M. Denis Gadoury a pris la relève de façon intérimaire. En janvier 2004, Mme Marie Cotter a accepté les fonctions d'ACM.

² Le 16 juillet 2002, le gouverneur en conseil a désigné le colonel Carter à titre de juge militaire en chef des Forces canadiennes.

³ Article 165.19 de la LDN.

4.3 Rémunération des juges militaires

Le cadre législatif prévoit l'établissement du comité d'examen de la rémunération des juges militaires (CERJM) et exige que ce dernier procède à un examen tous les quatre ans sur la rémunération des juges militaires.⁴ Le 1^{er} septembre 2003, le gouverneur en conseil a nommé les membres du comité d'examen sur la rémunération des juges militaires.⁵

Lorsqu'il réalise son examen, le CERJM doit tenir compte de ce qui suit :

- les conditions économiques prédominantes au Canada, y compris le coût de la vie ainsi que la conjoncture générale et la situation financière du gouvernement fédéral;
- le rôle de la sécurité financière afin d'assurer l'indépendance judiciaire des juges militaires;
- le besoin d'attirer des officiers exceptionnels au sein de la magistrature militaire; et
- tout autre critère objectif que le comité considère comme pertinent.

Le CERJM est composé de trois membres à temps partiel, dont une personne nommée par les juges militaires, une personne nommée par le ministre et un président nommé par les deux premières personnes. Les membres du CERJM 2003 sont :

- président – l'honorable Peter Cory, c.r.
- personne nommée par le ministre – Dr Ian Clark
- personne nommée par les juges militaires – l'honorable Claire L'Heureux-Dubé, c.r.

Le CERJM a neuf mois pour procéder à son examen et pour présenter son rapport final au ministre de la Défense nationale. Le ministre a trente jours pour faire connaître publiquement le rapport et pour fournir une réponse dans les six mois suivant la date où il a reçu le rapport. On prévoit recevoir le rapport du CERJM au cours de la prochaine période visée par le présent rapport.

4 Articles 204.23 et 204.24 des ORFC.

5 L'article 165.22(2) de la LDN prévoit la révision périodique de la rémunération des juges militaires par un comité d'examen établi selon le cadre législatif.



Appels des jugements de la cour martiale devant la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et la Cour suprême du Canada

5.1 Examen des décisions de la CACM du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004

La Cour d'appel de la cour martiale du Canada (CACM) se compose d'au moins quatre juges civils de la Cour fédérale du Canada et d'autres juges de cours supérieures de juridiction criminelle nommés par le gouverneur en conseil.¹

En 2003–2004, quatre appels ont été plaidés devant la CACM. La Cour suprême du Canada n'a pas entendu d'appels de la CACM durant cette période.

Dans les quatre causes plaidées devant la CACM, l'appelant était un membre des FC condamné par une cour martiale. Dans deux des quatre causes, l'accusé se pourvoyait à la fois de la légalité du verdict et de la sentence. Dans la troisième cause, seule la légalité du verdict faisait l'objet d'un appel et dans la dernière cause, le pourvoi visait seulement la sentence. Des renseignements détaillés concernant ces appels à la CACM figurent à l'annexe F et dans le rapport du directeur des poursuites militaires à l'annexe J.

¹ Article 234 de la LDN.

La personne reconnue coupable initiant un appel peut présenter une demande au comité d'appel afin d'être représentée par un avocat payé aux frais de l'État. Le comité se compose d'une personne nommée par le JAG et d'une personne nommée par le chef d'état-major de la défense. Lorsque les deux membres du comité d'appel décident que l'appel du requérant repose sur un « bien-fondé professionnel », le comité doit approuver la prestation de conseillers juridiques du directeur du service d'avocats de la défense (DSAD).² Une articulation particulière des règlements en ce qui a trait au sens de « norme professionnelle du mérite » est l'une des recommandations faites par l'autorité chargée de l'examen indépendant dans son rapport. Durant l'année financière 2003–2004, le comité d'appel a reçu une demande. Après avoir évalué cette demande, le comité d'appel n'a pas reconnu le bien-fondé de cette demande et, par conséquent, n'a pas approuvé la représentation de l'appelant par un avocat du DSAD.

5.2 Décisions de la CACM

Le 4 avril 2003, la CACM a rejeté l'appel du soldat Baril qui avait été accusé en cour martiale d'infractions, y compris d'agression sexuelle et de séquestration.³ Le soldat Baril a fait appel de la sentence au motif que le juge militaire avait erré dans son analyse de la preuve admise en cour. La CACM a conclu que le juge de première instance n'avait pas erré lors de l'évaluation de la preuve, prenant acte du fait que le témoignage de la plaignante avait été appuyé par d'autres témoins et que le juge de première instance avait considéré la preuve dans son intégralité. Il s'ensuit que la CACM a refusé d'intervenir et a rejeté l'appel.

Le 6 juin 2003, la CACM a admis l'appel de l'ancien soldat Castillo, qui avait été accusé en cour martiale de fraude et de vol et condamné à 45 jours d'emprisonnement.⁴ La sentence a été appelée au motif qu'elle n'était pas justifiée dans toutes les circonstances, une position pour laquelle la Couronne a concédé le

2 Article 101.21(6) des ORFC.

3 *Baril c. R.*, [2003] CACM-467.

4 *Castillo c. R.*, [2003] CACM-468.

bien-fondé de l'appel. Le juge militaire avait rejeté une soumission conjointe pour une sentence (suspendue) de 30 jours d'emprisonnement et d'une amende de 4 500 \$. La CACM a conclu que le juge militaire avait erré sur deux aspects. Premièrement, l'appelant a été traité comme un récidiviste dans des circonstances où il n'était pas clair que sa conduite constituait une répétition d'une infraction précédente. Deuxièmement, en rejetant une sentence suspendue sous réserve que la surveillance n'était pas possible, le juge militaire n'a pas demandé au conseiller de présenter des soumissions concernant un plan de supervision proposé. La CACM a substitué une amende de 4 500 \$. Les motifs de dissidence ont été fournis par Goodwin J.A.

Le 28 août 2003, la CACM a accueilli en partie l'appel du soldat Jackson, qui avait été accusé en cour martiale de pointer une arme à feu sur un subalterne.⁵ Il avait été condamné à une rétrogradation et à une interdiction d'arme à feu pour une période de 3 ans. La condamnation et la sentence ont été portées en appel. La CACM a rejeté l'appel de la condamnation, constatant que le juge militaire avait appliqué adéquatement la norme correcte lors de l'évaluation de la crédibilité de l'appelant. En ce qui a trait à la sévérité de la sentence, la CACM a accepté que dans les circonstances de l'espèce, la sentence imposée était déraisonnable et trop sévère. La cour a conclu que la rétrogradation causerait une sanction pécuniaire pour des milliers de dollars annuellement, tout en ayant des conséquences sur la pension du militaire. Pour ce qui est de l'interdiction d'arme à feu, la CACM a conclu que le juge militaire s'était trompé en refusant à l'appelant l'opportunité de présenter des observations concernant l'application de l'interdiction d'arme à feu dans le cadre de ses fonctions militaires. Il s'ensuit que la sentence a été modifiée à un blâme et une amende de 5 000 \$ ainsi qu'une ordonnance d'interdiction limitée de façon à ne pas s'appliquer à l'appelant dans le cadre de ses fonctions militaires.

⁵ *Jackson v. R.*, [2003] CACM-470.

Le 26 septembre 2003, la CACM a rejeté l'appel du caporal Forsyth.⁶ Le caporal Forsyth avait été condamné en cour martiale de voies de fait causant des lésions corporelles et condamné à 8 mois d'emprisonnement. L'appel contestait la validité de la condamnation pour des raisons d'ordre procédural et cherchait, comme solution de remplacement, à modifier la sentence. Le caporal Forsyth avait au départ été accusé par la GRC de voies de fait sur sa conjointe, lesquelles avaient eu lieu dans leur résidence, sur une base militaire. L'accusation avait été retirée plus tard et il avait été ultérieurement accusé et jugé dans le cadre du système de justice militaire. Lors de l'appel, l'appelant a plaidé que la cour martiale n'avait pas la juridiction pour conduire le procès. La CACM a rejeté l'allégation de l'appelant à savoir que la juridiction militaire avait été perdue lorsque la GRC et la cour provinciale avaient été saisies de l'affaire, concluant qu'il existait une juridiction concurrente sur la question et que cette dernière n'avait jamais été perdue. L'appelant a également allégué que le moyen de défense *autrefois acquit* pouvait être fait adéquatement dans les circonstances, un argument rejeté par la CACM qui a conclu que l'accusation avait été retirée avant qu'il n'y ait un règlement d'un point en particulier sur le bien-fondé en cour provinciale. Le troisième argument, qu'il y ait eu abus de procédure lorsque le procureur de la Couronne a retiré l'accusation dans les circonstances, a été rejeté par la CACM qui a conclu qu'il relevait à l'avocat de la défense d'évaluer entièrement les circonstances du retrait d'une accusation. La CACM a également considéré la sévérité de la sentence, constatant que cela n'était pas approprié compte tenu de la gamme de sentences imposées selon la jurisprudence applicable. Il s'ensuit que les deux motifs d'appels ont été rejetés.

⁶ *Forsyth v. R.*, [2003] CACM-469.



Conclusion

2003–2004 marque une année importante dans le développement du système canadien de justice militaire. Avec le début du premier examen quinquennal des modifications au projet de loi C-25 de la LDN, le système de justice militaire a subi un examen approfondi au cours de la dernière année, pour évaluer les changements promulgés par le Parlement en 1998. Le succès ou l'échec des efforts pour mettre en place ces changements fut la responsabilité du Juge-avocat général en tant qu'intendant du système de justice militaire.

Comme ce rapport le souligne, la structure et l'application du système de justice militaire sont uniques étant donné que le fonctionnement du système ne relève pas particulièrement des professionnels du domaine juridique. Plutôt, les procès sommaires sont l'élément principal du système des tribunaux militaires, c'est-à-dire que la plupart du système de justice militaire est administré par des employés qui ne sont pas des avocats. À la lumière de ce fait, un des plus importants aspects du mandat du cabinet du JAG est de s'assurer que tous les membres des FC qui participent à l'administration du système de justice militaire sont formés adéquatement et qu'ils ont les outils nécessaires pour s'acquitter de leurs responsabilités.

Il s'agit d'une mission qui concerne littéralement presque tous les avocats militaires, c'est-à-dire des avocats qui donnent les cours de formation pour les officiers présentant jusqu'au Juge-avocat général qui donne des conférences à l'intention des officiers supérieurs des Forces canadiennes sur les fonctions en tant qu'autorité de révision. Ces périodes de formation sont essentielles pour s'assurer que le personnel des FC soit convenablement préparé pour entreprendre les changements relatifs à leur fonction dans le système de justice militaire durant leur carrière.

En septembre 2003, le processus d'examen quinquennal introduit est arrivé à la jonction importante lors de la présentation du rapport de l'ex-juge en chef Lamer au ministre de la Défense nationale. La publication du rapport a été fructueuse pour deux raisons. Premièrement, le rapport Lamer a donné une appréciation globale du système de justice militaire et a conclu que le système était en bonne condition. On ne peut surévaluer l'importance de cette évaluation globale, étant donné plus particulièrement que l'autorité chargée de l'examen indépendant est un ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada. Cependant, une deuxième et sans doute une plus importante conséquence du rapport Lamer fut que ses recommandations ont fourni un cadre de travail encore à accomplir pour améliorer le système de justice militaire.

Les changements à la LDN apportés par le projet de loi C-25 ont été introduits durant une période où les FC développaient un plan de renouvellement stratégique à long terme, connu sous le nom de Stratégie 2020 des FC. Avec les impératifs de la Stratégie 2020 à l'esprit, une équipe de gestion mise sur pied par le JAG a fait rapport en 2000¹ sur l'harmonisation du renouvellement des objectifs stratégiques du système de justice militaire avec les 11 caractéristiques de la Stratégie 2020 des FC. En tenant compte des conseils du groupe, le JAG a décidé que les premiers objectifs stratégiques auxquels on devrait accorder une priorité seraient de rétablir la crédibilité du système de justice militaire ainsi que la mise en œuvre du projet de loi C-25 et la restructuration corrélative de services juridiques.

¹ *Article concernant le Cadre de travail de la révision et du rapport du JAG sur l'administration de la justice militaire*, 12 juillet 2000.

Comme les rapports annuels précédents ont fait état, d'importants progrès ont été réalisés pour rétablir la crédibilité du public relativement au système canadien de justice militaire.² Au cours de la présente période de rapport, les activités ont été concentrées sur l'analyse du degré auquel les modifications au projet de loi C-25 ont été incorporées avec succès, tant à la structure du système de justice militaire qu'à la culture des Forces canadiennes. L'autorité chargée de l'examen indépendant a constaté que, l'on avait accompli et qu'il restait beaucoup à faire.

Dans les FC, il est encourageant de constater l'augmentation du niveau de sensibilisation et d'utilisation du système renouvelé de justice militaire. Plus particulièrement, le nombre croissant de procès sommaires comme outil disciplinaire est devenu un fait établi au cours des deux dernières années. En outre, la capacité du système de répondre aux demandes de changement a été prouvée par la mise en application d'une formation plus accrue en matière d'attestation d'officiers président. Cet élargissement de l'admissibilité à la formation sur la justice militaire a suscité des commentaires positifs de la part des officiers désignés et des autorités responsables des mises en accusation qui ont trouvé le cours extrêmement utile. En fin de compte, ceci a mené à une plus grande confiance dans l'utilisation du système de justice militaire et, par conséquent, dans les résultats anticipés.

D'autres personnes intéressées au système de justice militaire des FC ont également constaté le succès du système renouvelé. Le chapitre remodelé du droit militaire national de l'Association du barreau canadien a considérablement augmenté le profil du droit militaire du milieu juridique, un développement qui ne peut qu'aider à garantir que la justice militaire demeure un domaine dynamique du droit canadien. Le rôle actif qui est maintenant joué par l'ABC dans le droit militaire est amplement mis en évidence par les soumissions du chapitre du droit militaire national sur l'examen quinquennal des modifications au projet de loi C-25. En plus d'atteindre un profil rehaussé au Canada, le système canadien de justice militaire est aussi une question d'intérêt pour les alliés du Canada, tel que remarqué dans le Rapport Lamer.

2 Voir les chapitres 6 des Rapport annuel du JAG au ministre de la Défense nationale, 2001-2002 et 2002-2003.

En résumé, la période visée par ce rapport a été témoin de la consécration d'un nombre de stratégies qui avaient été soigneusement planifiées et réalisées dans le but de s'assurer que le système de justice militaire n'a pas seulement mis en œuvre les modifications de 1999 à la LDN, mais qu'il a enregistré, analysé et était prêt à faire rapport sur les résultats de ces changements. La voie à suivre sera maintenant d'étudier en profondeur les domaines que l'examen quinquennal a mis en évidence pour qu'on y porte plus d'attention et d'amélioration.



Précis du système de justice militaire canadien



Précis du système de justice militaire canadien

A.1 La raison d'être d'un système de justice militaire canadien distinct

En 1982, l'existence, au sein de l'appareil judiciaire canadien, d'un système de justice militaire distinct mais parallèle a été expressément reconnue dans la *Charte canadienne des droits et libertés* (*Charte*). L'alinéa 11(f) de la *Charte* stipule que toute personne accusée d'une infraction a droit à un procès devant jury « sauf s'il s'agit d'une infraction relevant de la justice militaire ».

La Cour suprême du Canada s'est directement penchée à deux reprises sur le besoin de disposer d'un système de justice militaire distinct.¹ Les deux fois, la Cour suprême a confirmé la nécessité de maintenir un système distinct de justice militaire au sein des Forces canadiennes (FC) (voir l'encadré).

A.2 Le cadre constitutionnel et législatif du système de justice militaire canadien

En faisant appel aux pouvoirs que lui confère la Constitution,² le Parlement du Canada a édicté la *Loi sur la défense nationale* (LDN), qui établit entre autres l'organisation du Ministère de la Défense nationale, des FC et du système

¹ *MacKay c. R.*, [1980] 2 R.C.S. 370, et *R. c. Généreux*, [1992] 1 R.C.S. 259.

² *Loi constitutionnelle*, 1867, article 91(7). En vertu de la Constitution canadienne, le Parlement du Canada dispose du pouvoir exclusif d'établir des lois concernant « la milice, le service militaire, le service naval et la défense du pays ». Par conséquent, le droit constitutionnel canadien confère au Parlement fédéral le droit de faire des lois et des règlements liés à la justice militaire.

de justice militaire canadien (notamment l'établissement des cours martiales et de la cour d'appel de la cour martiale) et qui autorise le chef d'état-major de la défense (CEMD) à émettre des ordres et des instructions afin de donner effet aux décisions et aux directives du gouvernement du Canada et du ministre de la Défense nationale.³ En vertu de la LDN, le gouverneur en conseil et le ministre de la Défense nationale sont autorisés à établir des règlements qui touchent l'organisation, la formation, la discipline, l'efficacité, l'administration et la saine gestion des FC et qui visent de façon générale à faire respecter les buts et les dispositions de la LDN. La LDN autorise la création des *Ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes* (ORFC), des Ordonnances administratives des Forces canadiennes (OAFC) et des Directives et ordonnances administratives de la Défense (DOAD).

Le volume II des ORFC, qui porte sur les questions de discipline, décrit en détail la compétence, l'organisation et les procédures du système de justice militaire canadien. Les ordres et les instructions touchant les questions disciplinaires peuvent être émis à n'importe quel palier de la chaîne de commandement.⁴ Tous les membres des FC doivent se familiariser avec les ordres et les instructions diffusés par la chaîne de commandement.⁵ Le fait de ne pas respecter ces ordres et instructions peut

Pourquoi les Forces canadiennes disposent-elles de leur propre système de justice?

Dans R. c. Généreux [1992] 1 R.C.S. 259, à la page 293, la Cour suprême du Canada a donné un aperçu des raisons qui justifient le maintien d'un système de justice militaire qui se distingue du système pénal civil :

Le but d'un système de tribunaux militaires distinct est de permettre aux Forces armées de s'occuper des questions qui touchent directement à la discipline, à l'efficacité et au moral des troupes. La sécurité et le bien-être des Canadiens dépendent dans une large mesure de la volonté d'une armée, composée de femmes et d'hommes, de défendre le pays contre toute attaque et de leur empressement à le faire. Pour que les Forces armées soient prêtes à intervenir, les autorités militaires doivent être en mesure de faire respecter la discipline interne de manière efficace. Les manquements à la discipline militaire doivent être réprimés promptement et, dans bien des cas, punis plus durement que si les mêmes actes avaient été accomplis par un civil. Il s'ensuit que les Forces armées ont leur propre code de discipline militaire qui leur permet de répondre à leurs besoins particuliers en matière disciplinaire. En outre, des tribunaux militaires spéciaux, plutôt que les tribunaux ordinaires, se sont vu conférer le pouvoir de sanctionner les manquements au Code de discipline militaire. Le recours aux tribunaux criminels ordinaires, en règle générale, serait insuffisant pour satisfaire aux besoins particuliers des Forces armées sur le plan de la discipline. Il est donc nécessaire d'établir des tribunaux distincts chargés de faire respecter les normes spéciales de la discipline militaire.

3 Article 18(2) de la LDN.

4 Articles 4.12 et 4.21 des ORFC.

5 Articles 4.02 et 5.01 des ORFC.

mener au dépôt d'accusations en vertu du code de discipline militaire (contenu dans la LDN), qui seront traitées dans le cadre du système de justice militaire.

En dépit du pouvoir que détient le Parlement d'établir et d'administrer un système de justice militaire, le gouvernement fédéral est, lui aussi, tenu de respecter les autres lois constitutionnelles, notamment les protections assurées par la *Charte*. En tant que citoyens canadiens, les membres des FC jouissent de l'ensemble des droits et des libertés garanties par la *Charte*.

A.3 Le système de justice militaire

Code de discipline militaire

Le code de discipline militaire, qui constitue environ 50 pour cent de la LDN,⁶ est le fondement du système de justice militaire canadien. Il établit les compétences en matière disciplinaire et décrit les infractions d'ordre militaire, les peines, les pouvoirs d'arrestation, ainsi que l'organisation et les procédures des tribunaux militaires, des appels et des révisions faisant suite à des procès.

Compétence

Le code de discipline militaire s'applique à tous les membres des FC et, dans certaines circonstances, aux civils assujettis au droit militaire canadien, par exemple, lorsqu'ils accompagnent une unité des FC en service, actif ou non.⁷

Ce ne sont pas toutes les infractions qui peuvent faire l'objet d'une accusation et être jugées dans le cadre du système de justice militaire.⁸ Les FC ne sont pas autorisées à juger une personne accusée d'avoir commis, au Canada, un meurtre, un homicide involontaire coupable ou n'importe quelle autre infraction en vertu des articles 280 à 283 du *Code criminel* du Canada.⁹

⁶ En vertu de l'article 2 de la LDN, le code de discipline militaire constitue la Partie III de la LDN.

⁷ L'article 60(1) de la LDN et l'article 102.09 des ORFC. Les articles 60 à 65 de la LDN et le chapitre 102 des ORFC contiennent une liste complète des personnes assujetties au code de discipline militaire.

⁸ Article 70 de la LDN.

⁹ Les articles 280 à 283 du *Code criminel* ont trait à l'enlèvement d'enfants dont la garde a été confiée à un parent ou à un tuteur.

Lorsqu'une personne assujettie au code de discipline militaire commet une infraction en vertu du *Code criminel* ou d'une autre loi fédérale, la LDN prévoit que l'affaire sera réglée dans le cadre du système de justice militaire.¹⁰ De même, la compétence accordée en vertu de la LDN peut être élargie pour permettre de donner suite aux infractions au droit étranger.¹¹

Infraction d'ordre militaire

Une « infraction d'ordre militaire » est une infraction commise en vertu de la LDN, du *Code criminel* ou de toute autre loi du Parlement par une personne assujettie au code de discipline militaire. Le code de discipline militaire inclut plusieurs infractions qui sont exclusives à la profession des armes,¹² par exemple le manquement au devoir face à l'ennemi, la mutinerie, la désobéissance à un ordre légitime, la désertion, l'absence sans permission et la conduite préjudiciable au bon ordre et à la discipline.

Délais de prescription

En général, une personne assujettie au code de discipline militaire au moment où elle aurait commis une infraction peut être accusée, poursuivie et jugée à n'importe quel moment en vertu du code de discipline militaire.¹³ Il existe toutefois deux exceptions à cette règle. La première exception concerne le cas suivant : lorsque l'acte ou l'omission qui constitue l'infraction aurait fait l'objet d'une prescription si l'infraction en question n'avait pas été traitée en vertu du code de discipline militaire. Dans un tel cas, le délai de prescription s'applique.¹⁴ Par exemple, si l'acte ou l'omission constitue une infraction en vertu du *Code criminel*, d'une autre loi fédérale ou de la loi d'un autre pays, tout délai de prescription prévu pour une telle infraction dans

10 En vertu de l'article 130 de la LDN, de telles infractions peuvent être considérées comme des infractions d'ordre militaire.

11 En vertu de l'article 132 de la LDN, une infraction commise en vertu du droit d'un pays étranger par une personne assujettie au code de discipline militaire, lors d'un séjour dans le pays en question, peut également être considérée comme une infraction d'ordre militaire.

12 Articles 73 à 129 de la LDN.

13 Articles 60(2) et 69 de la LDN.

14 Article 69(a) de la LDN.

le cadre du système de justice civil doit être observé. La deuxième exception a trait aux procès sommaires. Un procès sommaire doit débuter durant l'année qui suit la prétendue perpétration de l'infraction.¹⁵

Processus de dépôt des accusations

Lorsqu'une plainte est déposée ou qu'il y a d'autres raisons de croire qu'une infraction d'ordre militaire a peut-être été commise, une enquête doit être menée afin de déterminer s'il existe des motifs suffisants pour porter une accusation.¹⁶ Une plainte peut généralement être présentée à un commandant ou à la police militaire.

Enquêtes

Les enquêtes peuvent être menées par l'un des trois groupes mentionnés ci-dessous. Le type d'enquête disciplinaire effectuée et l'autorité responsable sont déterminés par la nature de la présumée infraction ainsi que la gravité et le caractère délicat du dossier.

Enquête du service national des enquêtes des Forces canadiennes (SNEFC) – Le SNEFC est chargé de fournir des services indépendants d'enquête criminelle à l'appui du système de justice militaire. Il enquête lorsqu'une présumée infraction est de nature grave ou délicate. Une affaire peut être jugée « grave ou délicate » dans n'importe laquelle des circonstances suivantes :

- lorsqu'une infraction est identifiée comme étant un acte criminel en vertu du *Code criminel* du Canada ou d'autres lois fédérales;
- lorsqu'une infraction implique un officier supérieur (grade de major ou grade supérieur, ou équivalent civil) ou un commandant, soit en tant qu'objet de l'enquête ou en tant que victime;
- lorsqu'une infraction découle du fait qu'une relation de confiance a été brisée.

En outre, lorsque le SNEFC mène une enquête, ses enquêteurs sont autorisés à déposer des accusations.

15 Article 69(b) de la LDN.

16 Article 106.02 des ORFC.

Enquête de la police militaire – Lorsqu'une présumée infraction n'est pas jugée grave ou de nature délicate ou que le SNEFC a renoncé à ses pouvoirs d'enquête en la matière, la police militaire assume normalement les responsabilités relatives à l'enquête. Les dossiers sur lesquels enquête la police militaire sont envoyés à l'unité de la personne suspectée, aux fins d'examen et, s'il y a lieu, en vue du dépôt d'accusations.

Enquête au niveau de l'unité – Les présumées infractions concernant uniquement des manquements mineurs à la discipline peuvent être traitées par le biais d'une enquête au niveau de l'unité.

Processus d'enquête

Peu importe la forme d'enquête disciplinaire entreprise, un enquêteur doit, au minimum, recueillir toutes les preuves raisonnablement disponibles qui ont une incidence sur la culpabilité ou l'innocence de la personne visée par l'enquête. Une enquête peut au besoin comprendre les mesures suivantes :

- interroger les témoins;
- recueillir des déclarations;
- réunir des preuves matérielles;
- donner à la personne qui fait l'objet de l'enquête la possibilité de faire une déclaration.

L'enquêteur peut demander des conseils juridiques à tout moment pendant l'enquête, mais il n'est aucunement obligé de le faire.

Processus d'accusation

Par « accusation », on entend une accusation formelle selon laquelle une personne assujettie au code de discipline militaire a commis une infraction d'ordre militaire. Une accusation est portée lorsqu'elle est consignée par écrit à la partie 1 (État de mise en accusation) du procès-verbal de procédure disciplinaire (PVPD) et que ce document est signé par une personne autorisée à porter des accusations.¹⁷

17 Article 107.015(2) des ORFC.

Les personnes suivantes peuvent porter des accusations en vertu du code de discipline militaire :

- un commandant;
- un officier ou un militaire du rang autorisé par un commandant à porter des accusations;
- un officier ou un militaire du rang de la police militaire à qui on a assigné une fonction d'enquêteur au sein du SNEFC.¹⁸

La personne qui dépose une accusation doit croire que l'accusé a commis l'infraction présumée, et la croyance sur laquelle elle s'appuie doit être raisonnable. L'expression « croyance raisonnable » fait référence à une croyance qui amène une personne ordinairement prudente à conclure que l'accusé a probablement commis la présumée infraction.¹⁹

Avis juridique

Avant de porter une accusation, l'autorité responsable doit obtenir des avis juridiques si :

- l'accusation ne peut être instruite sommairement;
- l'accusation donne à l'accusé le droit d'être jugé devant une cour martiale;
- l'infraction présumée est censée avoir été commise par un officier ou un militaire du rang détenant le grade d'adjudant ou de maître de 1^{re} classe ou un grade supérieur.²⁰

À cet étape, l'avis juridique a seulement pour objectif d'aider la personne autorisée à porter des accusations à déterminer la façon d'exercer sa discrétion et l'aider à porter une accusation de la manière appropriée.

Les avis ont généralement trait aux éléments suivants :

18 Article 107.02 des ORFC.

19 Voir la note de l'article 107.02 des ORFC.

20 Article 107.03 des ORFC. La pratique qui consiste à obtenir un avis juridique avant de porter une accusation constitue la règle plutôt que l'exception. En réalité, un avis juridique doit être obtenu dans tous les cas, sauf lorsqu'une personne détenant le grade de sergent ou de maître de 2^e classe ou un grade inférieur est accusée de l'une des cinq infractions mineures indiquées à l'article 108.17 des ORFC.

- la suffisance des éléments de preuve;
- le fait que les circonstances justifient ou non le dépôt d'une accusation;
- la détermination de l'accusation appropriée.

Lorsque le SNEFC mène une enquête, un procureur du service canadien des poursuites militaires (qui est supervisé par le directeur des poursuites militaires (DPM)) fournit les conseils juridiques nécessaires. Dans tous les autres cas, c'est le conseiller juridique de l'unité qui les formule.

De plus, sauf dans les cas les plus mineurs, on doit demander l'avis du conseiller juridique de l'unité avant de décider de donner suite ou non à une accusation.²¹ Le commandant doit donner suite à une accusation seulement s'il est raisonnablement convaincu que l'accusé a commis la présumée infraction et qu'il estime que les éléments de preuves sont suffisants pour intenter un procès.

Décision de donner suite à une accusation

Une fois qu'une accusation a été portée, l'autorité responsable doit en saisir :

- le commandant dont relève l'accusé;
- le commandant de la base ou de l'unité où l'accusé se trouvait lorsque l'accusation a été portée;
- un autre officier de l'unité qui a été autorisé par le commandant à donner suite aux accusations en vertu du code de discipline militaire.²²

L'officier qui a été saisi de l'accusation doit décider s'il y donnera suite ou non. Un commandant ou un commandant supérieur qui décide de ne pas donner suite à une accusation portée par le SNEFC doit faire part de sa décision et de ses motifs au SNEFC.²³ Après examen de la décision et des motifs, si le SNEFC considère qu'on devrait quand même donner suite à l'accusation, il peut saisir l'autorité de renvoi de l'accusation qui doit alors renvoyer l'accusation au DPM.²⁴ Lorsque les circonstances le justifient,

21 Article 107.11 des ORFC.

22 Article 107.09(1)(a) des ORFC.

23 Article 107.12(1) des ORFC.

24 Article 107.12(3) des ORFC.

des enquêteurs de la police militaire et du SNEFC peuvent également déposer des accusations devant des tribunaux civils.²⁵

Lorsqu'un commandant, un commandant supérieur ou un officier qui s'est vu déléguer les pouvoirs nécessaires décide de donner suite à une accusation, celle-ci doit être abordée conformément à la procédure prescrite par les règlements contenus dans le volume II des ORFC. En bout de ligne, le commandant peut décider de ne pas donner suite à une accusation, faire en sorte que l'accusé soit jugé dans le cadre d'un procès sommaire ou encore renvoyer l'accusation, entamant ainsi une procédure selon laquelle l'accusé peut en conséquence faire l'objet d'un procès en cour martiale.

Les deux volets du système de justice militaire

Le système de justice militaire est fondé sur une structure de tribunaux comprenant deux volets, c'est-à-dire le système des procès sommaires (où sont réglées la plupart des questions liées à la discipline) et le système plus formel des cours martiales. Le terme « tribunal militaire »²⁶ désigne soit un procès sommaire ou une cour martiale.²⁷ Les règlements exposent la procédure relative aux procès sommaires, ainsi que la procédure de renvoi des accusations en vue d'un procès devant cour martiale.

A.4 Procès sommaires

Le procès sommaire demeure la méthode d'administration de la justice militaire la plus répandue. Les objectifs d'un procès sommaire sont les suivants :

- rendre justice de façon rapide et équitable lorsque des infractions d'ordre militaire mineures sont commises;
- contribuer au maintien de la discipline et de l'efficacité militaire, au Canada et à l'étranger, en temps de paix ou de conflit armé.²⁸

25 Lorsqu'il existe une compétence concurrente, des accusations peuvent être portées par les autorités militaires en vertu du code de discipline militaire ou devant des tribunaux civils.

26 Article 2 de la LDN.

27 Pour avoir un aperçu complet et détaillé du système de justice militaire, voir la publication du JAG intitulée *Justice militaire au procès sommaire* (document téléchargeable à partir de l'adresse www.forces.gc.ca/jag/).

28 Article 108.02 des ORFC.

Quand la compétence existe pour tenir un procès sommaire,²⁹ un tel procès peut avoir lieu à n'importe quel endroit où se trouve une unité, c'est-à-dire en garnison, dans un secteur d'exercice ou à l'étranger. En général, les procès sommaires se tiennent un peu partout au Canada, en mer à bord des navires canadiens de Sa Majesté et à divers endroits au cours d'opérations à l'étranger.

Quand un membre des FC est accusé d'une infraction en vertu du code de discipline militaire, un procès sommaire permet généralement d'instruire la cause au niveau de l'unité et par l'entremise de membres de l'unité. Les procès sommaires sont présidés par des commandants,³⁰ des officiers délégués,³¹ ou par des commandants supérieurs.³² Toutefois, avant de tenir un procès sommaire, l'officier président doit (dans la plupart des circonstances) recevoir une formation relative à l'application du code de discipline militaire, ainsi qu'une attestation à cet égard, conformément au programme établi et mis en œuvre par la direction juridique – Formation du JAG.³³

Lors d'un procès sommaire, les procédures sont simples et les pouvoirs de punition sont limités. Cette restriction concernant la disponibilité des punitions lors des procès sommaires reflète l'ordre secondaire des infractions qui

29 La juridiction pour la tenue d'un procès sommaire à l'égard d'un accusé n'est pas automatique et dépend de plusieurs facteurs législatifs et réglementaires, y compris : l'aptitude de l'accusé à subir un procès, le statut et le grade de l'accusé et de l'officier président, la nature des accusations, le temps écoulé entre le dépôt des accusations et le début du procès, les intérêts liés à la justice et à la discipline, la nature de la peine que l'accusé risque de se voir imposer s'il est reconnu coupable et, s'il y a lieu, le choix de l'accusé d'être jugé par procès sommaire. Pour un examen détaillé de la question de la compétence, voir les articles 60, 69, 70, 163 et 164 de la LDN, ainsi que les articles 108.05, 108.06, 108.07, 108.09, 108.10, 108.12, 108.125, 108.16, 108.17 et 119.02 des ORFC.

30 Article 163(1)(a) de la LDN. Les commandants peuvent juger des personnes accusées qui sont soit des élèves-officiers ou des militaires du rang détenant un grade inférieur à celui d'adjudant.

31 Article 163(4) de la LDN et l'article 108.10 des ORFC. Les officiers délégués nommés par le commandant doivent détenir le grade de capitaine ou un grade supérieur. Ils ne sont habilités à juger que les personnes détenant un grade inférieur à celui d'adjudant et ne peuvent juger qu'un nombre restreint d'infractions mineures.

32 Article 164(1)(a) de la LDN. Les commandants supérieurs peuvent juger des officiers détenant un grade inférieur à celui de lieutenant-colonel ou des militaires du rang détenant un grade supérieur à celui de sergent.

33 Article 101.09 des ORFC, entré en vigueur le 1^{er} avril 2000; les seules exceptions ont trait aux « exigences opérationnelles urgentes ».

peuvent être jugées à ce niveau et l'intention voulant que l'officier président impose des punitions qui sont principalement de nature corrective.

Au cours d'un procès sommaire, l'accusé bénéficie de l'aide d'un officier de l'unité désigné à cet effet. Les principales fonctions de l'officier désigné consistent à aider l'accusé à préparer sa défense et à l'aider au cours du procès, dans la mesure jugée nécessaire par l'accusé.

De plus, avant que l'accusé fasse un choix aux termes de l'article 108.17 (*Demande de procès devant une cour martiale*), l'officier désigné doit s'assurer qu'il est mis au courant de la nature et la gravité de toute infraction dont il a été accusé, et des différences qui existent entre un procès devant une cour martiale et un procès sommaire.

Bien que le procès sommaire demeure de loin la forme la plus répandue de tribunal militaire, toutes les infractions d'ordre militaire ne peuvent être instruites sommairement. Les ORFC font état des infractions qu'un commandant peut juger sommairement.³⁴ Les infractions plus graves, y compris la plupart des infractions au *Code criminel* qui font l'objet d'une accusation en vertu de l'article 130 de la LDN, doivent être jugées par une cour martiale.

Révision des procès sommaires

Tout contrevenant trouvé coupable lors d'un procès sommaire a le droit de demander que le verdict ou la sentence,³⁵ ou les deux, soient révisés par l'officier dont relève immédiatement l'officier président dans la chaîne de commandement disciplinaire.³⁶ Les verdicts rendus et les peines imposées dans le cadre d'un procès sommaire peuvent également être révisés sur

³⁴ Article 108.07 des ORFC. Voir l'article 108.125 des ORFC portant sur le pouvoir d'un commandant supérieur de juger par procès sommaire une infraction et l'article 108.10 des ORFC concernant le pouvoir d'un officier délégué de juger par procès sommaire des infractions.

³⁵ Pour de plus amples renseignements sur les pouvoirs de punition dans le cadre des procès sommaires, voir les articles 108.24, 108.25 et 108.26 des ORFC.

³⁶ Article 108.45 des ORFC.

l'initiative d'une autorité compétente.³⁷ En vertu de l'article 108.45 des ORFC, les autorités en la matière doivent obtenir une opinion juridique avant de prendre une décision concernant les demandes de révision.³⁸

Les contrevenants reconnus coupables lors d'un procès sommaire peuvent également demander que la Cour fédérale ou la Cour supérieure de n'importe quelle province ou territoire procède à une révision judiciaire.³⁹

A.5 Droit d'être jugé devant une cour martiale

L'un des aspects importants des réformes récentes de la LDN a trait à l'extension du droit d'un accusé de choisir d'être jugé devant une cour martiale. Maintenant, un accusé peut choisir d'être jugé devant une cour martiale dans la vaste majorité des cas. En fait, l'officier présidant doit lui offrir le choix, sauf si l'accusé fait l'objet uniquement d'une accusation « mineure d'ordre disciplinaire ».⁴⁰ Les ORFC précisent dans quels cas un accusé a le droit de choisir d'être jugé devant une cour martiale et dans quelles circonstances ce choix n'a pas à lui être offert. De façon générale, il y a les deux cas suivants :

- lorsque l'accusation est d'ordre « mineur » et que, de l'avis de l'officier qui présidera le procès sommaire, il ne conviendrait pas d'imposer les peines suivantes si un verdict de culpabilité était rendu :
 - la détention,
 - la rétrogradation,
 - une amende supérieure à 25 pour-cent de la solde mensuelle de base;

37 Article 249 de la LDN et article 116.02 des ORFC.

38 Article 108.45(8) des ORFC.

39 *Loi sur les Cours fédérales*, R.C.S. 1985, c. F-7, article 18, 18.1.

40 Les accusations « mineures d'ordre disciplinaire » en raison desquelles le choix ne peut être offert sont celles qui sont mentionnées dans les articles suivants de la LDN : 85 (acte d'insubordination); 86 (querelles et désordres), 90 (absence sans permission), 97 (ivresse) ou 129 (conduite préjudiciable au bon ordre et à la discipline). Lorsque des accusations sont portées en vertu de l'article 129, le droit de choisir peut être refusé seulement si l'infraction concerne l'instruction militaire, l'entretien de l'équipement personnel, des logements ou des lieux de travail ou encore la tenue et la conduite.

- lorsque l'accusation porte sur une infraction grave en vertu du code de discipline militaire (p. ex. négligence dans l'exécution des tâches, ou autres infractions pouvant faire l'objet de poursuites en vertu du *Code criminel*) ou que la personne accusée détient le grade de lieutenant-colonel ou un grade supérieur, un procès devant cour martiale constitue la seule option possible.

Si l'accusé a le droit d'être jugé devant une cour martiale, il doit être informé de ce droit. On doit également lui accorder un délai raisonnable pour lui permettre de décider s'il choisit d'être jugé devant une cour martiale et de consulter un avocat en ce qui concerne son choix.⁴¹

Dans la plupart des cas, si l'affaire doit être instruite par procès sommaire, le commandant ou le commandant supérieur responsable de l'enquête ou du dépôt de l'accusation portée contre l'intéressé ne peut présider le procès sommaire de l'accusé en question.

Renvoi d'une accusation à une cour martiale

Lorsque le type d'accusation exige un procès en cour martiale, que l'accusé a choisi d'être jugé devant une cour martiale ou que le commandant a déterminé qu'en raison de la nature de l'infraction, il est particulièrement approprié de juger l'affaire devant une cour martiale, l'accusation est transmise à une autorité de renvoi. Le terme « autorité de renvoi » s'applique seulement aux officiers qui ont été officiellement habilités à renvoyer une accusation au DPM en vue de déterminer si la convocation d'une cour martiale est justifiée.

Quand une accusation est transmise au DPM, l'autorité de renvoi représente essentiellement les intérêts des FC, et ceux-ci sont reflétés dans toute recommandation accompagnant l'accusation renvoyée. En vertu de la réglementation, les officiers suivants sont des autorités de renvoi :

⁴¹ Articles 108.17 et 108.18 des ORFC. Les avocats militaires du service d'avocats de la défense sont disponibles pour fournir une opinion juridique en ce qui concerne le choix de l'accusé. L'accusé n'a pas à assumer de frais pour ce service qui se fait normalement par téléphone.

- le chef d'état-major de la défense;
- tout officier disposant des pouvoirs d'un officier qui commande un commandement.

Dès réception d'une demande de connaître d'une accusation, l'autorité de renvoi doit :

- soit transmettre la demande au DPM, en y joignant toutes les recommandations jugées appropriées concernant l'accusation (y compris toute recommandation visant ou non à donner suite à une accusation);
- soit ordonner à un commandant ou à un commandant supérieur de juger sommairement l'accusé en fonction des accusations existantes, seulement si celui-ci a renvoyé l'accusation parce qu'il croyait que ses pouvoirs de punition ne lui permettaient pas de juger sommairement l'accusé et que l'autorité de renvoi ne partage pas cette opinion.

Ainsi, dans la plupart des cas, lorsqu'une accusation a été transmise à une autorité de renvoi, cette dernière doit à son tour renvoyer l'accusation au DPM, en incluant toute recommandation jugée appropriée par l'officier.

Rôle du DPM lors d'un procès devant une cour martiale

Le DPM est chargé de :

- décider s'il convient qu'une accusation particulière fasse l'objet d'un procès en cour martiale;
- soutenir l'accusation devant la cour martiale.

Dès réception d'un renvoi, le DPM entreprend l'examen de l'accusation.

Il s'acquitte des deux principales tâches suivantes :

- déterminer si les éléments de preuve sont suffisants pour démontrer qu'il existe une possibilité raisonnable que l'accusé soit trouvé coupable des accusations portées ou de celles qui seront éventuellement portées;
- dans les cas où les éléments de preuve sont suffisants, décider s'il est dans l'intérêt du public et des FC d'entamer des poursuites.

Après examen de l'accusation, le DPM déterminera si celle-ci devrait être jugée devant une cour martiale et il avisera l'autorité de renvoi, le commandant et l'accusé de sa décision. S'il décide de ne pas procéder devant une cour martiale, le DPM peut renvoyer l'accusation à un officier ayant la compétence de juger sommairement l'accusé afin que celui-ci tienne un procès dans la mesure où :

- l'accusation peut être jugée sommairement;
- l'accusé n'a pas choisi d'être jugé devant une cour martiale.

Par contre, lorsqu'on décide de continuer avec une accusation, le DPM prononce la mise en accusation en remplissant et en signant un acte d'accusation et en renvoyant l'accusation à l'administrateur de la cour martiale, qui convoquera alors une cour martiale. En outre, le DPM peut modifier toute accusation ou prononcer toute autre mise en accusation appuyée par des éléments de preuve.

A.6 Cours martiales

Une cour martiale, c'est-à-dire un tribunal militaire formel présidé par un juge militaire, est chargée de juger les infractions plus graves et elle obéit à des règles et à des procédures semblables à celles des tribunaux civils de juridiction criminelle. Tout comme les procès sommaires, les procès devant cour martiale peuvent être tenus partout dans le monde. En vertu de la loi, une cour martiale possède les mêmes attributions qu'une cour supérieure de juridiction criminelle en ce qui touche à « toutes [les] autres questions relevant de sa compétence »,⁴² y compris la comparution, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen des pièces et l'exécution de ses ordonnances.

Lors d'une cour martiale, la poursuite est assurée par un avocat militaire du bureau du DPM. L'accusé a le droit d'être représenté gratuitement par un avocat assigné par le directeur du service d'avocats de la défense (DSAD)⁴³ ou d'être représenté à ses propres frais par un avocat civil. Les membres

42 Article 179 de la LDN.

43 Article 101.20 des ORFC.

des FC qui répondent aux critères d'admissibilité peuvent également avoir recours à un régime provincial d'aide juridique.

Types de cour martiale

Selon la LDN, il existe quatre types de cours martiales au Canada :

- les cours martiales générales;
- les cours martiales disciplinaires;
- les cours martiales permanentes;
- les cours martiales générales spéciales.

Les cours martiales générales et les cours martiales disciplinaires se composent toutes deux d'un juge militaire et d'un comité formé de membres des FC. Ce comité est à peu près équivalent au jury d'un tribunal criminel civil.

Le comité compte cinq membres dans le cas d'une cour martiale générale et trois membres, dans le cas d'une cour martiale disciplinaire.⁴⁴ Quand l'accusé est un officier, le comité de la cour martiale est entièrement composé d'officiers. Lorsque l'accusé est un militaire du rang, le comité d'une cour martiale générale doit inclure deux militaires du rang détenant au moins le grade d'adjudant ou de maître de 1^{re} classe. Si l'accusé est un militaire du rang, le comité d'une cour martiale disciplinaire doit comprendre un militaire du rang détenant au moins le grade d'adjudant ou de maître de 1^{re} classe.⁴⁵ Dans le cas des cours martiales générales et des cours martiales disciplinaires, le comité rend le verdict (c.-à-d. coupable ou non coupable), et le juge militaire décide des questions légales et détermine la sentence.

Les cours martiales permanentes et les cours martiales générales spéciales ont une composition identique, bien que leur nom et leurs fonctions diffèrent; les deux types de cour martiale sont présidés par un juge militaire qui siège seul,⁴⁶ qui rend le verdict et qui prononce la sentence dans le cas d'un verdict de culpabilité. Le grade ou le statut de l'accusé, la nature de l'infraction et les pouvoirs de punition dont disposent les divers types de

44 Articles 167(1) et 170(1) de la LDN.

45 Articles 167(7) et 170(4) de la LDN.

46 Articles 174 et 177 de la LDN.

cour martiale constituent autant de facteurs que doivent être pris en considération lors de la détermination du type de cour martiale adapté à un cas particulier.

Appel du jugement d'une cour martiale

En règle générale, les décisions rendues en cour martiale peuvent faire l'objet d'un appel devant la Cour d'appel de la cour martiale du Canada (CACM), un tribunal civil composé de juges de la Cour fédérale du Canada et de Cours supérieures.⁴⁷ La CACM peut siéger et entendre des appels en tout lieu.

Dans le cas d'une personne jugée par une cour martiale, la LDN prévoit le droit à la fois du contrevenant et du ministre d'interjeter appel devant la CACM.

Les décisions de la CACM peuvent être portées en appel devant la Cour suprême du Canada. Une décision de la CACM peut être portée en appel pour toute question de droit, soit lorsqu'un juge de la CACM exprime sa dissidence à cet égard, soit lorsque l'autorisation d'appel est accordée par la Cour suprême du Canada.⁴⁸

Lorsqu'une personne a présenté un avis d'appel aux termes des articles 230 ou 245 de la LDN, elle peut demander au comité d'appel, établi par règlement du gouverneur en conseil,⁴⁹ d'être représentée sans frais par des avocats assigné par le DSAD. Lorsque les deux membres du comité d'appel qui examinent la demande de l'appelant reconnaissent le bien-fondé de l'appel, ils doivent approuver l'assignation d'un avocat du DSAD.⁵⁰

Avant l'établissement du comité d'appel, seules les personnes accusées ayant le statut d'intimé dans le cas d'appels interjetés par l'État avaient le droit d'être représentées aux frais des contribuables par un avocat militaire.⁵¹ La nouvelle disposition réglementaire donne maintenant la même possibilité aux personnes dont l'appel est jugé bien-fondé.

47 Voir les articles 159.9, 234, 235, 238 à 243 et 248.2 à 248.9 de la LDN.

48 Article 245 de la LDN.

49 Article 101.21 des ORFC.

50 Article 101.21(6) des ORFC.

51 Article 101.20(2)(g) des ORFC.

Répercussions subsidiaires sur la carrière d'un militaire

Mises à part les éventuelles mesures disciplinaires ou sanctions pénales en vertu du code de discipline militaire, des mesures administratives peuvent également être prises par la chaîne de commandement.

Quand un membre des FC fait l'objet d'une accusation en vertu du code de discipline militaire, un commandant doit envisager les conséquences liées au fait de laisser l'accusé dans son milieu de travail ou de le retirer de ses fonctions militaires. Peu importe les mesures administratives envisagées, elles doivent être adéquates et tenir compte de ce qui suit : l'infraction visée, la situation de l'accusé, les intérêts de l'unité et les besoins opérationnels de l'ensemble des FC. Essentiellement, il faut soupeser les droits de l'individu et l'intérêt public.

Quand des mesures administratives temporaires sont appliquées, la situation du militaire visé doit être réévaluée lorsque les procédures au sein du système de justice militaire sont terminées. Selon les circonstances, toutefois, des mesures administratives à long terme peuvent être imposées après qu'une décision finale a été rendue concernant les accusations. De telles mesures peuvent inclure un avertissement écrit ou la mise en garde et surveillance, ou encore la mesure la plus rigoureuse, c'est-à-dire la libération des FC.

A.7 Accès du public aux documents d'inculpation

Les FC disposent d'un processus qui ressemble à celui qu'utilisent les tribunaux criminels civils pour permettre au public d'avoir accès aux documents d'inculpation dans le fichier des poursuites disciplinaires de l'unité. Dans le système judiciaire civil, les greffiers transmettent les documents d'inculpation de base aux demandeurs qui leur donnent suffisamment de renseignements pour identifier le document voulu.

Chaque unité des FC est tenue d'établir et de tenir à jour un fichier des poursuites disciplinaires de l'unité.⁵² Toute personne peut demander une copie d'un PVPD particulier en envoyant au commandant de l'unité responsable une demande écrite contenant suffisamment de précisions pour permettre l'identification du PVPD (p. ex. type d'infraction ou nom d'un accusé). Lorsqu'il reçoit une telle demande, le commandant doit envoyer au demandeur une copie du PVPD versée au fichier des poursuites disciplinaires de l'unité, à moins que la divulgation du document ne soit interdite pour l'une des raisons énoncées dans la réglementation.⁵³

Le processus simplifié vise à élargir l'accès public aux documents d'inculpation de base et aux décisions importantes du système de justice militaire. Ces documents sont aussi accessibles aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information*, laquelle doit être invoquée lorsque le demandeur n'a pas suffisamment de données d'identification ou que le commandant n'est pas autorisé à diffuser le PVPD pour une raison prescrite dans la réglementation.

52 Article 107.14 des ORFC.

53 Article 107.16 des ORFC.

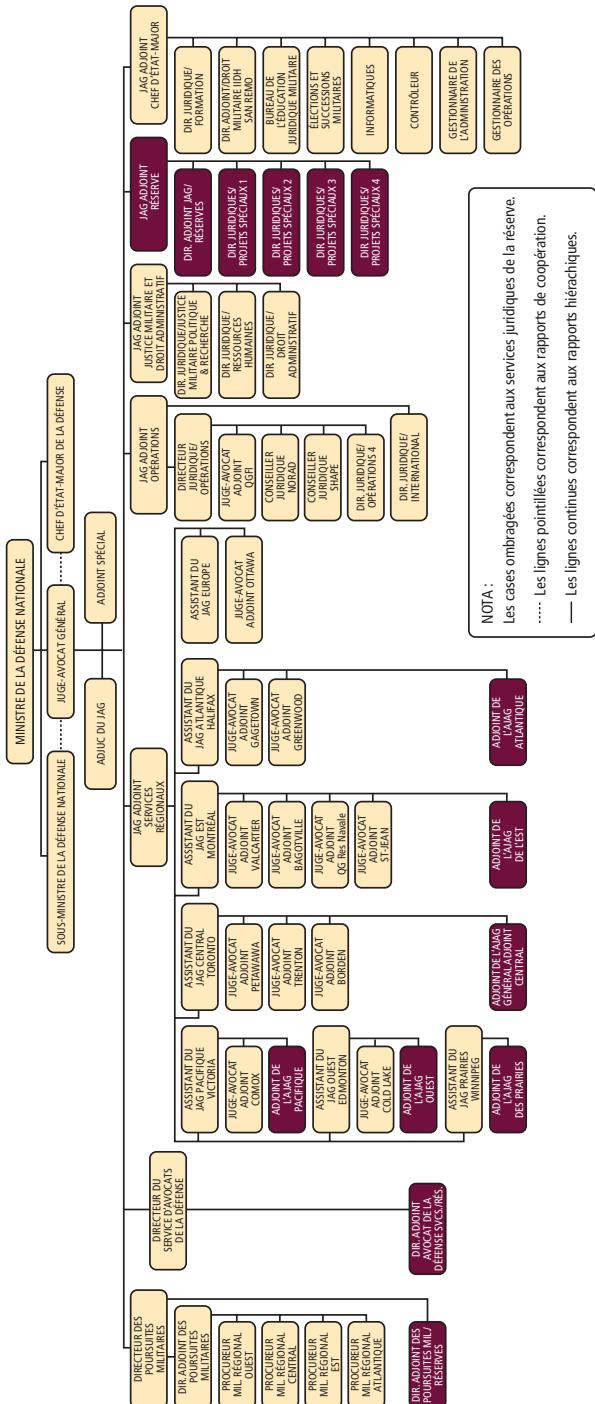


Organigramme du cabinet du Juge-avocat général

Cartes et adresses/numéros de téléphone des bureaux du Juge-avocat général



Bureau de la force régulière et de la réserve (à partir du 1^{er} avril 2004)



NOTA : Les cases ombragées correspondent aux services juridiques de la réserve.

..... Les lignes pointillées correspondent aux rapports de coopération.

— Les lignes continues correspondent aux rapports hiérarchiques.

Bureaux du Juge-avocat général au Canada



Cabinet du JAG



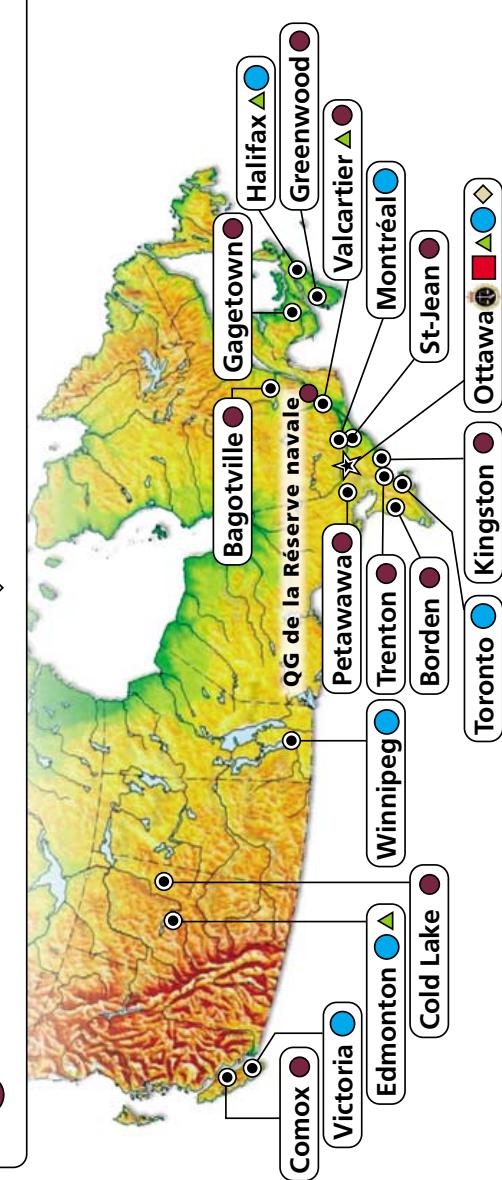
Assistant du Juge-avocat général



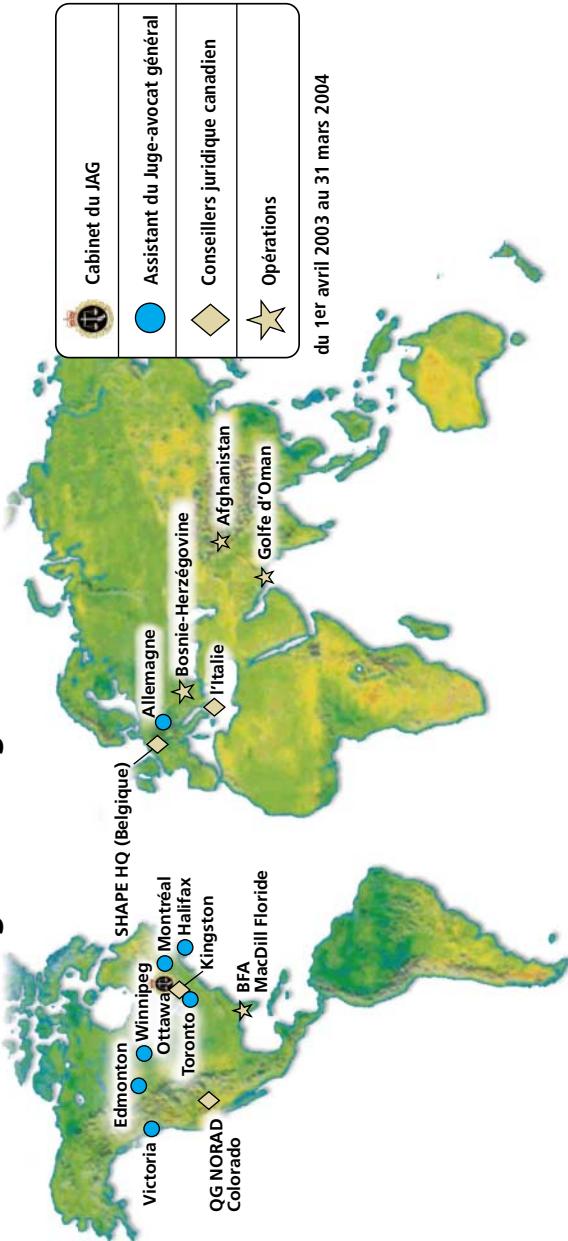
Juge-avocat adjoint



Juge-avocat général



Bureaux du Juge-avocat général dans le monde



Adresses/numéros de téléphone des bureaux du Juge-avocat général

Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Bureau du Juge-avocat général Édifice Constitution Quartier général de la Défense nationale 101, promenade du Colonel-By Ottawa ON K1A 0K2	TÉL : (613) 992-3019 RCCC : 842-3019 FAX : (613) 995-3155
Adjoint spécial Cabinet du Juge-avocat général Édifice Mgén George R. Pearkes Quartier général de la Défense nationale 101, promenade du Colonel-By Ottawa ON K1A 0K2	TÉL : (613) 996-8470 RCCC : 846-8470 FAX : (613) 992-5678
Directeur des poursuites militaires Édifice Constitution Quartier général de la Défense nationale 101, promenade du Colonel-By Ottawa ON K1A 0K2	TÉL : (613) 996-5723 RCCC : 846-5723 FAX : (613) 995-1840
Directeur du service d'avocats de la défense Centre Asticou, Bloc 1900 Quartier général de la Défense nationale 101, promenade du Colonel-By Ottawa ON K1A 0K2	TÉL : (819) 994-9151 RCCC : 844-9151 FAX : (819) 997-6322
Juge-avocat général adjoint/Chef d'état-major Édifice Constitution Quartier général de la Défense nationale 101, promenade du Colonel-By Ottawa ON K1A 0K2	TÉL : (613) 992-8414 RCCC : 842-8414 FAX : (613) 995-3155
Juge-avocat général adjoint/Opérations Édifice Constitution Quartier général de la Défense nationale 101, promenade du Colonel-By Ottawa ON K1A 0K2	TÉL : (613) 996-4812 RCCC : 846-4812 FAX : (613) 995-5737

Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Juge-avocat général adjoint/ Justice Militaire et Droit Administratif Édifice Constitution Quartier général de la Défense nationale 101, promenade du Colonel-By Ottawa ON K1A 0K2	TÉL : (613) 995-2628 RCCC : 845-2628 FAX : (613) 995-5737
Juge-avocat général adjoint/ Services régionaux Édifice Mgén George R. Pearkes Quartier général de la Défense nationale 101, promenade du Colonel-By Ottawa ON K1A 0K2	TÉL : (613) 996-6456 RCCC : 845-6456 FAX : (613) 992-5678

Alberta	
Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Assistant du Juge-avocat général Région de l'Ouest B.P. 10500 Succ. Forces Edmonton AB T5J 4J5	TÉL : (780) 973-4011 POSTE 4239 RCCC : 528-4239 FAX : (780) 973-1409
Procureur militaire régional Région de l'Ouest B.P. 10500 Succ. Forces Edmonton AB T5J 4J5	TÉL : (780) 973-4011 POSTE 4771/4779 RCCC : 528-4771 FAX : (780) 973-1649
Juge-avocat adjoint 4 ^e Escadre Cold Lake B.P. 6550 Succ. Forces Cold Lake AB T9M 2C6	TÉL : (780) 840-8000 POSTE 7027 RCCC : 690-7027 FAX : (780) 840-7328

Colombie-Britannique	
Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Assistant du Juge-avocat général Région du Pacifique B.P. 17000 Succ. Forces Victoria BC V9A 7N2	TÉL : (250) 363-4260 RCCC : 255-4260 FAX : (250) 363-5619
Juge-avocat adjoint 19 ^e Escadre Comox CP 1000, Succ. Principale Lazo BC V0R 2K0	TÉL : (250) 339-8153 RCCC : 252-8153 FAX : (250) 339-8015

Manitoba

Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Assistant du Juge-avocat général	TÉL : (204) 833-2500
Région des Prairies	POSTE 5900
Quartier général 1 ^{re} Division aérienne du Canada	RCCC : 257-5900
B.P. 17000 Succ. Forces	FAX : (204) 833-2593
Winnipeg MB R3J 3Y5	

Nouveau-Brunswick

Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Juge-avocat adjoint	TÉL : (506) 422-2000
3 ^e Groupe de soutien de secteur Gagetown	POSTE 2310
B.P. 17000 Succ. Forces	RCCC : 432-2310
Oromocto NB E2V 4J5	FAX : (506) 422-1452

Nouvelle-Écosse

Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Assistant du Juge-avocat général	TÉL : (902) 427-7300
Région de l'Atlantique	RCCC : 447-7300
B.P. 99000 Succ. Forces	FAX : (902) 427-7199
Halifax NS B3K 5X5	
Procureur militaire régional	TÉL : (902) 427-7318
Région de l'Atlantique	RCCC : 447-7318
B.P. 99000 Succ. Forces	FAX : (902) 427-7317
Halifax NS B3K 5X5	
Juge-avocat adjoint	TÉL : (902) 765-1494
14 ^e Escadre Greenwood	POSTE 5623
B.P. 5000 Succ. Forces	RCCC : 568-5623
Greenwood NS B0P 1N0	FAX : (902) 765-1287

Ontario

Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Assistant du Juge-avocat général	TÉL : (416) 633-6200
Région du Centre	POSTE 3955
B.P. 5000	RCCC : 634-3955
Toronto ON M3M 3J5	FAX : (416) 635-2726

Ontario (suite)

Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Procureur militaire régional Région du Centre Édifice Constitution Quartier général de la Défense nationale 101, promenade du Colonel-By Ottawa ON K1A 0K2	TÉL : (613) 996-2745 RCCC : 846-2745 FAX : (613) 995-1840
Juge-avocat adjoint Base des Forces canadiennes Borden B.P. 1000 Succ. Main Borden ON L0M 1C0	TÉL : (705) 424-1200 POSTE 3508 RCCC : 270-3508 FAX : (705) 423-3003
Conseiller juridique Groupe des opérations interarmées des Forces canadiennes Base des Forces canadiennes Kingston B.P. 17000 Succ. Forces Kingston ON K7K 7B4	TÉL : (613) 541-5010 POSTE 4360 RCCC : 271-4360 FAX : (613) 540-8186
Juge-avocat adjoint Base des Forces canadiennes Petawawa Bâtiment S111 B.P. 9999 Succ. Main Petawawa, ON K8H 2X3	TÉL : (613) 687-5511 POSTE 5665 RCCC : 677-5665 FAX : (613) 588-6373
Juge-avocat adjoint Base des Forces canadiennes Trenton B.P. 1000 Succ. Forces Astra ON K0K 3WO	TÉL : (613) 965-7041 RCCC : 827-7041 FAX : (613) 965-7094
Bureau de l'éducation juridique militaire C.P. 17000 Succ. Forces Kingston ON K7K 7B4	TÉL : (613) 541-6000 POSTE 6988 RCCC : 271-6988 FAX : (613) 541-6907

Québec

Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Assistant du Juge-avocat général Région de l'Est Édifice Pierre LeMoyne d'Iberville B.P. 600 Succ. K Montréal QC H1N 3R2	TÉL : (514) 252-2777 POSTE 4028 RCCC : 621-4028 FAX : (514) 252-2248
Procureur militaire régional Région de l'Est B.P. 1000 Succ. Forces Courcelette QC G0A 4Z0	TÉL : (418) 844-5000 POSTE 5847/7202 RCCC : 666-5847/7202 FAX : (418) 844-6606
Juge-avocat adjoint Unité de soutien de secteur Valcartier B.P. 1000 Succ. Forces Courcelette QC G0A 4Z0	TÉL : (418) 844-5000 POSTE 5297 RCCC : 666-5297 FAX : (418) 844-6606
Juge-avocat adjoint (5 GBMC) Unité de soutien de secteur Valcartier B.P. 1000 Succ. Forces Courcelette QC G0A 4Z0	TÉL : (418) 844-5000 POSTE 5602 RCCC : 666-5602 FAX : (418) 844-6606
Juge-avocat adjoint 3 ^e Escadre Bagotville B.P. 5000, Succ. bureau-chef Alouette QC G0V 1A0	TÉL : (418) 677-4451 RCCC : 661-4451 FAX : (418) 677-4168
Juge-avocat adjoint Quartier général de la Réserve navale 112 Dalhousie Québec QC G1K 4C1	TÉL : (418) 694-5560 POSTE 5300 RCCC : non disponible FAX : (418) 694-5591
Juge-avocat adjoint Unité de soutien de secteur St-Jean CP 100, Succ. bureau-chef Richelain QC J0J 1R0	TÉL : (450) 358-7099 POSTE 6129 RCCC : 661-6129 FAX : (450) 358-7009

Allemagne	
Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Assistant du Juge-avocat général (Europe) USFC(E) Selfkant Kaserne C.P. 5053, Succ. Forces Belleville ON K8N 5W6	TÉL : 011-49-2451-717165/717170 FAX : 011-49-2451-717174

Belgique	
Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Conseiller juridique	TÉL : +32-65-444940
Grand Quartier général des	FAX : +32-65-444997
Puissances alliées Europe	
Casteau, Belgique	
CP 5048, Succ. Forces	
Belleville ON K8N 5W6	

États-Unis d'Amérique	
Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Conseiller juridique Canadien Quartier général du commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) 250 Vandenberg, suite B016 BFA Peterson AFB, Colorado Springs Colorado, É.-U 80914-3260	TÉL : 719-554-7635 RCCC : 312-692-7635 FAX : 719-554-2609

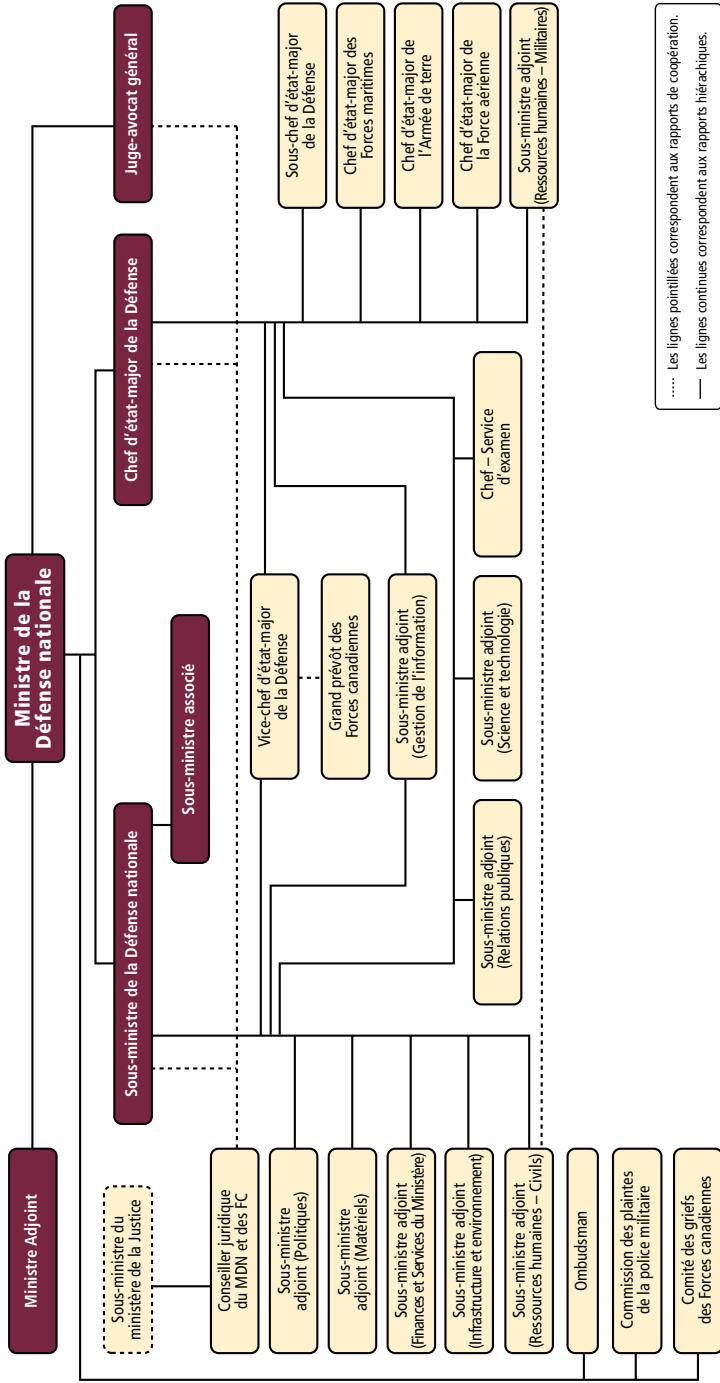
Italie	
Adresse postale	Numéro de téléphone/fax
Directeur adjoint	TÉL : +39-0184-541848
Département du droit militaire	FAX : +39-0184-541600
L'Institut Internationale	
du droit humanitaire	
Villa Ormond	
Coso Cavallotti 113	
18038 San Remo, Italie	



**Organigramme faisant état des
rapports entre le Juge-avocat général,
le ministre, le chef d'état-major de
la défense et le sous-ministre**



Diagramme des responsabilités principales





**Statistiques annuelles
sur les procès sommaires :
du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004**



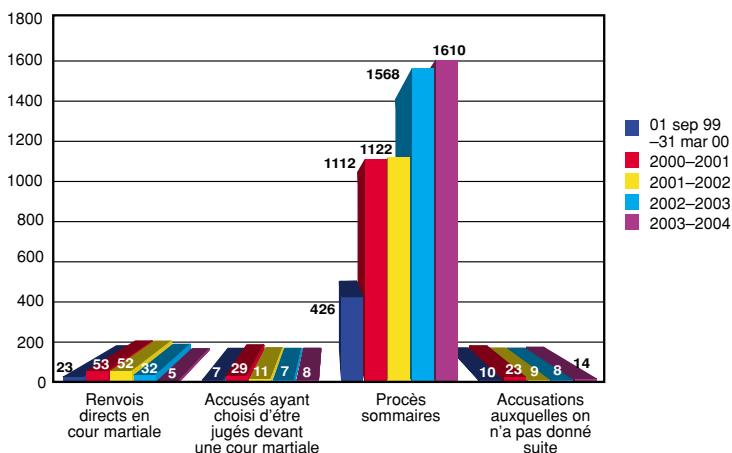
Rapport sur les procès sommaires

Période allant du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004

Répartition des procédures disciplinaires

	2002–2003 #	2002–2003 %	2003–2004 #	2003–2004 %
Renvois directs en cour martiale	32	2%	5	0.3%
Accusés ayant choisi d'être jugés devant une cour martiale	7	0.5%	8	0.5%
Procès sommaires	1568	97%	1610	98.3%
Accusations auxquelles on n'a pas donné suite	8	0.5%	14	0.9%
Total	1615	100%	1637	100%

Répartition des procédures disciplinaires
Comparaison d'une année à l'autre



Choix d'être jugé devant une cour martiale

	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Nombre de cas où le militaire a eu le droit d'être jugé devant une cour martiale	432		433	
Pourcentage des personnes ayant choisi d'être jugées devant une cour martiale		1.62%		1.85%

Langue des Procès Sommaires

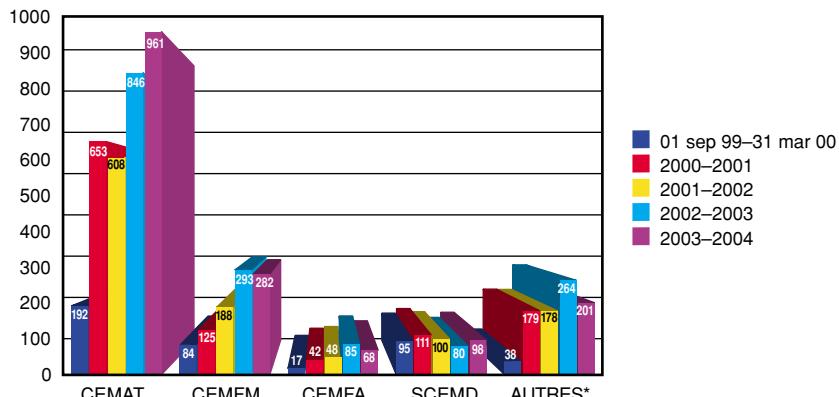
	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Anglais	1280	82%	1254	77.9%
Français	288	18%	356	22.1%
Total	1568	100%	1610	100%

Commandement

	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Vice-chef d'état-major de la défense	0	0%	1	0.1%
Sous-chef d'état-major de la défense	80	5.1%	98	6.1%
Chef d'état-major des forces maritimes	293	18.6%	282	17.5%
Chef d'état-major de l'armée de terre	846	54.0%	961	59.7%
Chef d'état-major de la force aérienne	85	5.4%	68	4.2%
Sous-ministre adjoint (Finances et services du ministère)	1	0.1%	2	0.1%
Sous-ministre adjoint (Ressources humaines –Militaires)	252	16.1%	187	11.6%
Sous-ministre adjoint (Gestion de l'information)	11	0.7%	5	0.3%
Sous-ministre adjoint (Matériels)	0	0%	6	0.4%
Total	1568	100%	1610	100%

*Nota : (1) Pour les statistiques relatives aux années antérieures, veuillez consulter les Rapports annuels du JAG précédents.
(2) Les statistiques dans cette annexe sont actualisées au 15 avril 2004. Pour une mise à jour des statistiques, veuillez consulter le site web du JAG.*

Commandement Comparaison d'une année à l'autre



*Autres inclus – VCEMD, SMA (Fin SM), SMA(RH-Mil), SMA(GI) et SMA(Mat)

Grade de l'accusé

	2002–2003 #	2002–2003 %	2003–2004 #	2003–2004 %
Soldat et caporal (caporal-chef * compris)	1434	91%	1428	88.7%
Sergent à adjudant-chef	56	4%	41	2.5%
Officier	78	5%	141	8.8%
Total	1568	100 %	1610	100 %

* Le titre de caporal-chef n'équivaut pas à un grade; il s'agit d'une nomination en vertu de l'article 3.08 des ORFC.

Résultat de chaque instance

	2002–2003 #	2002–2003 %	2003–2004 #	2003–2004 %
Coupable	1497	95%	1545	96.0%
Non Coupable	71	5%	65	4.0%
Nombre de cas	1568	100 %	1610	100 %

Verdict par accusation

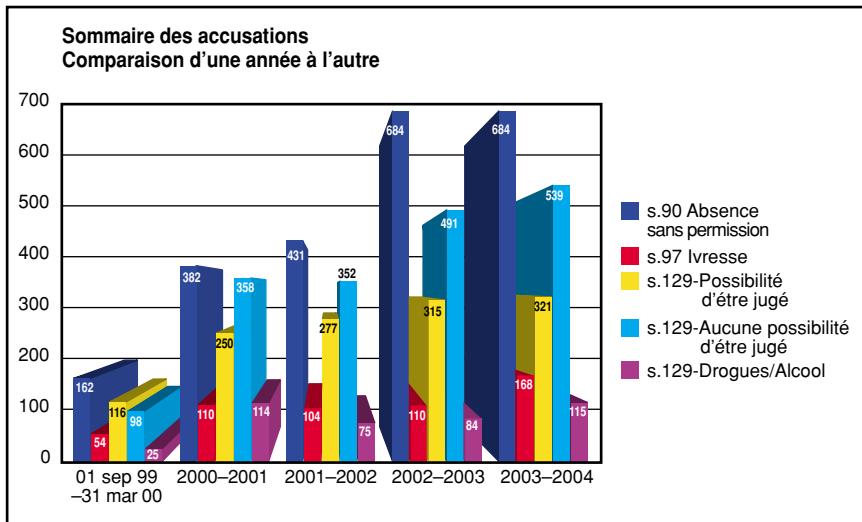
	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Coupable	1777	89%	1877	89.5%
Coupable – Verdict annoté	1	0.5%	8	0.4%
Coupable d'infraction incluse	0	0.0%	2	0.1%
Non coupable	156	8%	151	7.1%
Suspension de l'instance	47	2%	54	2.6%
Accusation sans suite	1	0.5%	6	0.3%
Nombre d'accusations	1982	100%	2098	100%

Sommaire des accusations

Article de la LDN	Description	2002–2003 #	2002–2003 %	2003–2004 #	2003–2004 %
83	Désobéissance à un ordre légitime	53	2.6%	58	2.8%
84	Violence envers un supérieur	5	0.3%	5	0.2%
85	Acte d'insubordination	64	3.2%	71	3.4%
86	Querelles et désordres	41	2.0%	27	1.3%
87	Désordres	1	0.1%	0	0.0%
90	Absence sans permission	684	34.5%	684	32.6%
93	Cruauté ou conduite déshonorante	3	0.2%	3	0.1%
95	Mauvais traitements à l'égard des subalternes	4	0.2%	2	0.1%
97	Ivresse	110	5.5%	168	8.0%
98	Simulation ou mutilation	6	0.3%	0	0.0%
101	Évasion	1	0.1%	0	0.0%
101.1	Défaut de respecter une condition	1	0.1%	0	0.0%
111	Conduite répréhensible de véhicules	8	0.4%	6	0.3%
112	Usage non autorisé de véhicules	7	0.3%	8	0.4%
114	Vol	14	0.7%	17	0.8%
115	Recel	3	0.2%	0	0.0%
116	Dommage, perte ou aliénation irrégulière	12	0.6%	17	0.8%
117	Infractions diverses	18	0.9%	11	0.5%
124*	Négligence dans l'exécution d'une tâche ou mission militaire	1	0.1%	0	0.0%
127	Négligence dans la manutention de matière dangereuse	2	0.1%	2	0.1%

Article	Description	2002–2003		2003–2004	
		#	%	#	%
129	Conduite préjudiciable au bon ordre et à la discipline – Infraction d'ordre sexuelle	5	0.3%	3	0.1%
129	Conduite préjudiciable au bon ordre et à la discipline – Drogues/Alcool	84	4.2%	115	5.5%
129	Conduite préjudiciable au bon ordre et à la discipline – Possibilité d'être jugé devant CM (sauf les cas sous l'art. 129 d'infraction d'ordre sexuelle & Drogues/Alcool)	315	15.9%	321	15.3%
129	Conduite préjudiciable au bon ordre et à la discipline – Aucune possibilité d'être jugé devant CM (sauf les cas sous l'art.129 d'infraction d'ordre sexuelle & 129 – Drogues/Alcool)	491	24.7%	539	25.7%
130	Procès militaire pour infractions civiles	49	2.5%	41	2.0%
Nombre d'accusations		1982	100%	2098	100%

* En vertu de l'article 108.07(2) des ORFC, cette infraction ne peut être jugée par procès sommaire. Tout verdict de culpabilité sous celle-ci a été ou sera annulé.



Autorité

	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Officier délégué	1220	78%	1157	71.9%
Commandant	293	19%	390	24.2%
Commandant Supérieur	55	3%	63	3.9%
Total	1568	100%	1610	100%

Peine

	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Détention (suspendue)	10	0.5%	12	0.6%
Détention	31	1.6%	18	0.9%
Rétrogradation	1	0.1%	8	0.4%
Blâme	2	0.1%	1	0.1%
Réprimande	48	2.5%	52	2.6%
Amende	1098	57.7%	1173	58.9%
Consigné au navire ou au quartier	506	26.6%	475	23.9%
Travaux & exercices supplémentaires	96	5.0%	111	5.6%
Suppression de congé	51	2.7%	61	3.0%
Avertissement	61	3.2%	81	4.0%
Total	1904	100%	1992	100%

Nota : Une sentence peut inclure plus d'une peine.

Demande de révision

	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Demande de révision du verdict	6	75%	1	3.8%
Demande de révision de la peine	1	12.5%	10	38.5%
Demande de révision du verdict et de la peine	1	12.5%	15	57.7%
Total	8	100%	26	100%

Décision de l'autorité de révision

	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Confirmer la décision	2	25%	9	34.6%
Annuler/Substituer le verdict	5	62%	4	15.4%
Substituer la peine	0	0%	6	23.1%
Mitiger/Commuer/Remettre la peine	1	13%	7	26.9%
Total	8	100%	26	100%



**Statistiques annuelles
sur les cours martiales :
du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004**



Rapport sur les cours martiales

Période allant du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004

Nombre de cours martiales

	2002–2003	2003–2004
	73	56

Types de cours martiales

	2002–2003 #	2002–2003 %	2003–2004 #	2003–2004 %
Cours martiales permanentes	73	100%	56	100%
Cours martiales disciplinaires	0	0%	0	0%
Cours martiales générales	0	0%	0	0%
Cours martiales générales spéciales	0	0%	0	0%
Total	73	100%	56	100%

Sommaire des accusations

Infraction	Description	2002–2003 #	2003–2004 #
art.74 LDN	Manquement au devoir en général face à l'ennemi	0	1
art.75 LDN	Infractions relatives à la sécurité	0	1
art.83 LDN	Désobéissance à un ordre légitime	7	8
art.84 LDN	Violence envers un supérieur	1	1
art.85 LDN	Acte d'insubordination	4	6

Nota : Les statistiques dans cette annexe sont actualisées au 15 avril 2004.

Pour une mise à jour des statistiques, veuillez consulter le site web du JAG.

Infraction	Description	2002–2003 #	2003–2004 #
art.86 LDN	Querelles et désordres	1	0
art.90 LDN	Absence sans permission	10	5
art.93 LDN	Cruauté ou conduite déshonorante	6	2
art.95 LDN	Mauvais traitements à subalternes	0	2
art.97 LDN	Ivresse	7	4
art.101 LDN	Évasion	1	0
art.101.1 LDN	Défaut de respecter une condition	0	2
art.111 LDN	Conduite répréhensible de véhicule	1	0
art.113 LDN	Incendie	0	1
art.114 LDN	Vol	16	1
art.114 LDN	A commis un vol étant par son emploi chargé de la garde ou de la distribution de l'objet volé	20	4
art.115 LDN	Recel	1	1
art.116 LDN	Dommage, perte ou aliénation irrégulière	0	1
art.117(f) LDN	Acte de caractère frauduleux	14	12
art.118.1 LDN	Défaut de comparaître en cour martiale	0	1
art.122 LDN	Fausses réponses ou faux renseignements	0	1
art.124 LDN	Négligence dans l'exécution des tâches	0	2
art.125(a) LDN	A fait volontairement (ou par négligence) une fausse inscription/déclaration	20	7
art.125(b) LDN	Atteste par sa signature un document, laisse en blanc une partie importante	0	2
art. 125(c) LDN	Altère, dissimule un document militaire dans l'intention de nuire ou d'induire	0	2
art.129 LDN	Acte préjudiciable au bon ordre et à la discipline	16	5
art.129 LDN	Comportement préjudiciable au bon ordre et à la discipline	45	28

Infraction	Description	2002–2003 #	2003–2004 #
art.129 LDN	Négligence préjudiciable au bon ordre et à la discipline	1	3
art.130 LDN (4(1) L.r.c.d.a.s.)	Possession de substances	5	0
art.130 LDN (5(1) L.r.c.d.a.s.)	Trafic de substances	6	5
art. 130 LDN (21 C.Cr.)	Participants à une infraction	0	1
art. 130 LDN (86(1) C.Cr.)	Usage négligent d'une arme à feu	0	1
art.130 LDN (87 C.Cr.)	Braquer une arme à feu	2	2
art.130 LDN (91(2) C.Cr.)	Possession non autorisée d'armes prohibées	0	1
art.130 LDN (163.1(4) C.Cr.)	Possession de pornographie juvénile	0	1
art.130 LDN (173(1) C.Cr.)	Commis des actions indécentes	0	1
art.130 LDN (249 C.Cr.)	Conduite dangereuse	1	0
art. 130 LDN (264(3) C.Cr.)	Harcèlement criminel	0	1
art.130 LDN (264.1(1) C.Cr.)	Proférer des menaces	0	1
art.130 LDN (266 C.Cr.)	Voies de fait	5	7
art.130 LDN (267(a) C.Cr.)	Agression armée	0	3
art.130 LDN (267(b) C.Cr.)	Agression armée ou infliction de lésions corporelles	4	2
art.130 LDN (271 C.Cr.)	Agression sexuelle	7	12
art.130 LDN (279 C.Cr.)	Prise d'otage	1	3
art.130 LDN (342 C.Cr.)	Vol de carte de credit	3	4
art. 130 LDN (348 C.Cr.)	Introduction par effraction dans un dessein criminel	0	1
art.130 LDN (367 C.Cr.)	Faux	4	0

Infraction	Description	2002–2003 #	2003–2004 #
art.130 LDN (368 C.Cr.)	Emploi d'un document contrefait	5	5
art.130 LDN (380 C.Cr.)	Fraude	3	0
art. 130 LDN (434 C.Cr.)	Incendie criminel : dommages matériels	0	2
Total des infractions		217	156

Résultats par cas

	2002–2003 #	2002–2003 %	2003–2004 #	2003–2004 %
Trouvé/plaidé coupable	64	85%	48	86%
Non coupable	7	9%	8	14%
Suspension d'instance	1	2%	0	0%
Retrait de la mise en accusation	1	2%	0	0%
Autre (article 202.12 de la LDN)	1	2%	0	0%
Total	74	100%	56	100%

Sentences

Type de peines	2002–2003	2003–2004
Destitution	1	0
Emprisonnement	9	9
Détention	5	6
Rétrogradation	8	4
Blâme	10	10
Réprimande	13	11
Amende	51	36
Consigné au quartier	1	1
Travaux et exercices supplémentaires	0	0
Avertissement	0	0
Total	98	77

Nota : Une sentence peut comprendre plus d'un type de peines.

Langue des procès

	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Anglais	52	71%	47	84%
Français	21	29%	9	16%
Total	73	100%	56	100%

Cours martiales selon le commandement

	2002–2003		2003–2004	
	#	%	#	%
Quartier général de la défense nationale	2	2%	6	11%
Sous-chef d'état major de la défense	7	10%	1	2%
Chef d'état-major des forces maritimes	10	14%	12	20%
Chef d'état-major de l'armée de terre	40	55%	30	54%
Chef d'état-major de la force aérienne	6	8%	5	9%
Académie canadienne de la défense *	8	11%	2	4%
Total	73	100%	56	100%

* Le groupe de l'instruction et de soutien des FC, l'Académie canadienne de la défense et les commandements environnementaux partagent maintenant les responsabilités de formation. Pour ce qui est des statistiques de cour martiale, l'Académie canadienne de la défense est considérée comme une entité distincte.

Cours martiales selon le grade de l'accusé

	2002–2003		2003–2004	
Soldat et caporal (caporal-chef* compris)	54		39	
Sergent à adjudant-chef	11		11	
Officier	8		6	
Autre	0		0	
Total	73		56	

* Le titre de caporal-chef n'équivaut pas à un grade; il s'agit d'une nomination en vertu de l'article 3.08 des ORFC.



**Statistiques annuelles sur
la Cour d'appel de la cour martiale :
du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004**



Rapport sur la Cour d'appel de la cour martiale

Période allant du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004

Appels (par cour)

Cour	2002–2003	2003–2004
CACM	9	4
Cour suprême du Canada	0	0
Total	9	4

Appels (par partie)

Appelant	2002–2003	2003–2004
Appels de la poursuite	0	0
Appels de la défense	9	4
Total	9	4

Nature des appels

Motifs	2002–2003	2003–2004
Verdict	5	1
Sentence (sévérité et/ou légalité)	2	1
Verdict et sentence	2	2
Total	9	4

Résultats

	2002–2003	2003–2004
Décisions confirmées	5	2
Décisions modifiées en tout ou en partie	4	2
Total	9	4

*Nota : Pour les statistiques relatives aux années antérieures,
veuillez consulter les Rapports annuels du JAG précédents.*



**Rapport de formation d'attestation
et de renouvellement d'attestation :
du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004**



Rapport de formation d'attestation et de renouvellement d'attestation

Période allant du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004

Nombre d'officiers certifiés

	2002–2003	2003–2004
	617	619

Officiers qui ont obtenu leur renouvellement d'attestation grâce au Test de renouvellement des officiers présidant (TROP)

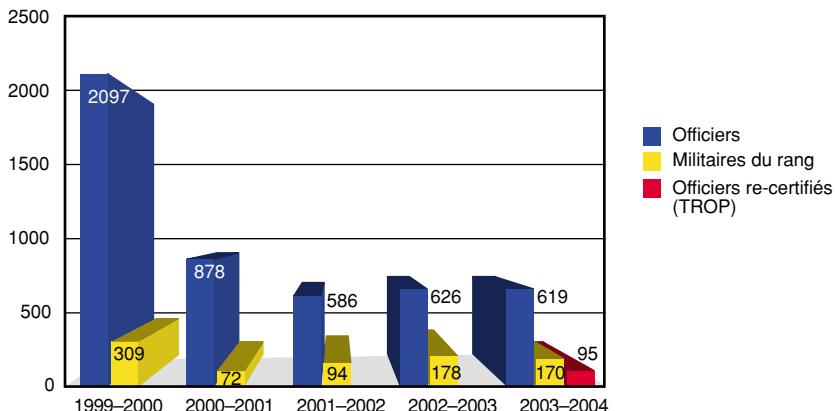
	2002–2003	2003–2004
	Le TROP n'est pas lancé	95

Nombre de militaires formés

	2002–2003 #	2002–2003 %	2003–2004 #	2003–2004 %
Officiers	626*	78%	619	78%
Militaires du rang	178	22%	170	22%
Total	804	100%	789	100%

* Comprend 9 officiers sous le grade de capitaine/lieutenant de vaisseau qui ont été formé mais non certifié.

Formation en vue de l'attestation
Comparaison d'une année à l'autre





Directives du Juge-avocat général



Directives du Juge-avocat général



Les directives suivantes sur la justice militaire du JAG ont déjà été émises dans les Rapports annuels du JAG précédents. Le texte de chaque directive du JAG peut être retrouvé dans le volume du Rapport annuel du JAG auquel il se rapporte.

Publié dans le Rapport annuel du JAG de 2002–2003

Directive : 028/03	Date d'émission : 21 mars 2003	Mise à jour :
Objet : Instructions générales concernant l'indemnité pour avocat plaident de la Force de réserve (IAPFR)		
Autre référence : <i>Directives sur la rémunération et les avantages sociaux des Forces canadiennes</i> – 205.505 Paragraphes 165.17(2) & 249.2(2) de la LDN		

Publié dans le Rapport annuel du JAG de 2001–2002

Directive : 017/02	Date d'émission : 10 janvier 2002	Mise à jour :
Objet : Ligne directrice – Paiement des frais des témoins en cour martiale		
Autre référence : Article 251.2 de la LDN; Article 111.10 des ORFC; OAFC 210-1; Tarif A des <i>Règles de la Cour fédéral</i>		

Publié dans le Rapport annuel du JAG de 2000–2001

Directive : 013/01	Date d'émission : 30 mars 2001	Mise à jour :
Objet : Lignes directrices concernant le délais dans le processus des cours martiales		
Autre référence : Article 165.17(2) et 249.2(2) de la LDN		

Directive : 010/00	Date d'émission : 10 juillet 2000	Mise à jour :
Objet : Politique relative à l'évaluation des accusations		
Autre référence : Directive du JAG 006/00 Examen des normes professionnelles		

Directive : 006/00	Date d'émission : 1 août 2000	Mise à jour : 22 November 2001
Objet : Examen des normes professionnelles		
Autre référence : Directive 010/00 – Politique relative à l'évaluation des accusations		

Directive : 002/00	Date d'émission :	Mise à jour :
Objet : Plan d'éthique *		
Autre référence :		

* Cette directive n'en était qu'à sa phase de planification durant la période visée par le rapport de 2000–2001. Elle a depuis été remplacée par la suivante :

Directive : 023/02	Date d'émission : 6 octobre 2000	Mise à jour : 31 janv 02 22 avr 02 24 mai 02 30 déc 03
Objet : Directive d'éthique		
Autre référence : Directive du JAG 006/00 – Examen des normes professionnelles		

Publié dans le Rapport annuel du JAG de 1999–2000

Directive : 008/00	Date d'émission : 23 mars 2000	Mise à jour :
Objet : Lignes directrices concernant les poursuites		
Autre référence : Section 165.17(2) de la LDN		

Directive : 009/00	Date d'émission : 23 mars 2000	Mise à jour :
Objet : Lignes directrices concernant les services d'avocats de défense		
Autre référence : Section 249.2(2) de la LDN		



**Rapport annuel du Directeur –
Service d'avocats de la défense
pour la période du
1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004**



Rapport annuel du Directeur du Service d'avocats de la défense

Préparé par le lieutenant-colonel Jean-Marie Dugas

INTRODUCTION

1. Nous en sommes au cinquième rapport présenté par le Directeur – Service des avocats de la défense (SAD). Il s'agit de mon premier comme directeur de ce service. Sa présentation est faite conformément à l'article 101.02 des *Ordonnances et règlements royaux des Forces canadiennes* (ORFC). Le rapport couvre la période du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004 et comprend :
 - Un survol de l'organisation du SAD et de ses changements en cours d'année;
 - Un résumé des fonctions et responsabilités;
 - Un aperçu des relations entre le directeur du SAD et la chaîne de commandement;
 - Les services fournis au cours de la période visée par ce rapport; et
 - Les activités générales du SAD.

ORGANISATION DU BUREAU DU SAD

2. Certains changements, dont l'arrivée d'un nouveau directeur, lequel est le deuxième de l'histoire du service, l'arrivée d'un nouvel avocat ainsi que le départ autorisé d'un autre, ont eu un impact important sur

l'organisation du SAD. Il en résulte qu'une position d'avocat militaire de la force régulière est demeurée vacante pour la période en cours, ce qui porte maintenant à deux ans la vacance de ce poste permanent au tableau des effectifs. Ce poste vacant devrait toutefois être comblé à la période annuelle d'affectations 2004. Pour ce qui est du tableau des effectifs de la réserve, une position de major fut augmentée au grade de lieutenant-colonel et fut comblée dès le mois d'août 2003. Il m'apparaît essentiel que le bureau fonctionne à plein effectif pour la période financière à venir.

3. Les trois postes civils de l'organisation ont fait l'objet de changement de personnel en cours de période. Il ne semble pas y avoir eu de répercussions sur la qualité des services dispensés par le SAD. La situation est maintenant stabilisée.

DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS

4. Les devoirs et responsabilités du service sont demeurés inchangés. Les principales activités offertes et fournies par le SAD sont représentées ci-après :

Service d'avocats :

- Aux personnes détenues :
 - Aux personnes détenues, lors de l'audition devant un juge militaire, selon les dispositions du paragraphe 159(1) de la LDN, visant à déterminer le besoin du maintien en détention [QR&O 101.20(2)(e)].
- Aux personnes accusées :
 - Devant la cour martiale [ORFC 101.20(2)(f)];
 - Lors d'audiences visant à déterminer l'aptitude d'une personne accusée à subir son procès, s'il y a des motifs raisonnables de croire qu'elle est inapte [ORFC 101.2 (2)(b)]; et
 - Lors d'audience visant à déterminer s'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuves admissibles pour ordonner que la personne accusée subisse son procès lorsqu'elle a été déclarée inapte à subir son procès [ORFC 101.20(3)(c)].

- Aux personnes condamnées par une cour martiale à une peine de détention ou d'emprisonnement :
 - À l'audition visant à obtenir la remise en liberté en attendant l'appel [ORFC 101.20(3)(b)];
 - À l'examen des conditions et engagements en vue de la mise en liberté en attendant l'appel [ORFC 101.20(3)(b) et 118.23]; et
 - Lors de l'annulation d'ordonnance de libération [ORFC 118.23].
- À l'accusé intimé devant la Cour d'appel de la cour martiale ou devant la Cour suprême du Canada lorsque la poursuite en appelle de la légalité du verdict ou de la sentence [ORFC 101.20(2)(g)].
- Avec l'autorisation du comité d'appel, à une personne qui interjette appel ou demande l'autorisation de le faire devant la Cour d'appel de la cour martiale du Canada ou devant la Cour suprême du Canada [ORFC 101.20(2)(h)].

Services consultatifs :

- Conformément à l'article 10(b) de la *Charte canadienne des droits et libertés* 24 heures par jour, sept jours sur sept, aux personnes arrêtées ou détenues relativement aux infractions militaires [ORFC 101.20(2)(a)].
- En support à l'officier désigné pour aider une personne accusée et à une personne accusée concernant le choix que cette dernière doit faire entre un procès sommaire et la cour martiale selon l'article 108.17 et 108.18 [ORFC 101.29(2)(d)].
- En support à l'officier désigné pour aider une personne accusée et à une personne accusée relativement aux questions générales reliées à la tenue d'un procès sommaire [ORFC 101.20(2)(c)].
- Aux personnes faisant l'objet d'une enquête en vertu du Code de discipline militaire, d'une enquête sommaire ou d'une commission d'enquête [ORFC 101.2(2)(i)].

RELATION ENTRE LE DSAD, SON PERSONNEL ET LA CHAÎNE DE COMMANDEMENT

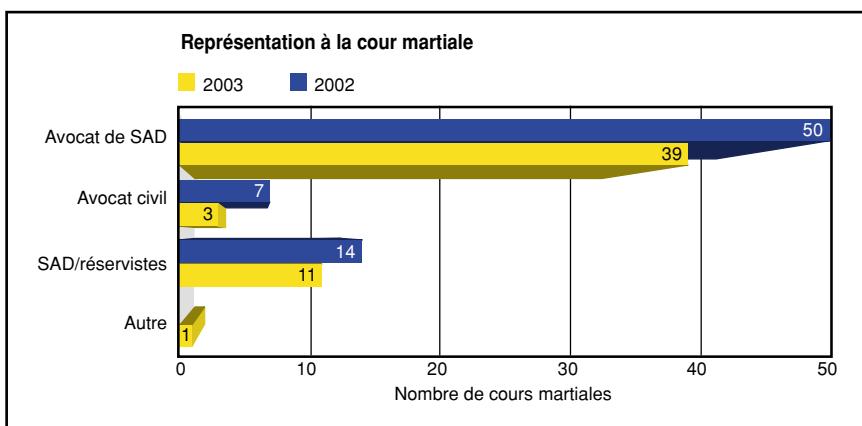
5. L'indépendance, tant du directeur que des membres du SAD, fut antérieurement l'objet de commentaires. Le sujet est toujours d'actualité. On ne peut exagérer ni trop insister sur l'importance du rôle des avocats du SAD qui, bien qu'avocats militaires, se doivent d'agir avec la plus grande indépendance dans l'exercice de leurs fonctions. C'est là le propre du mandat du DSAD selon la loi. Cette indépendance est au cœur de la capacité des avocats de la défense de s'acquitter librement des fonctions qui leur sont confiées, à l'abri d'influences potentielles provenant de la chaîne de commandement. C'est là l'une des façons de générer la confiance auprès des militaires ayant recours au service. Les avocats du SAD ont effectivement assumé leurs devoirs sans contrainte et ont défendu librement la position de leurs clients sans ingérence de la chaîne de commandement.
6. La communication entre les avocats du SAD se fait directement avec leurs clients et les officiers désignés pour aider ceux-ci, et ce, sans égard au grade ou au statut. La situation géographique de l'accusé et de son unité d'appartenance est l'un des éléments pouvant influencer de façon significative la qualité des rapports qu'ils entretiennent dans le cadre du mandat de représentation. L'éloignement physique des clients, des témoins et parfois des ressources peuvent aussi, dans une certaine mesure, rendre le mandat de représentation difficile, sans toutefois le rendre impossible. Les avocats du SAD ont également traité directement avec la chaîne de commandement de leurs clients, avec les procureurs civils et militaires ainsi qu'avec les intervenants associés au déroulement des procédures concernant leurs clients. Certains avocats ont aussi participé à des activités professionnelles.
7. En ce qui a trait à la supervision générale du système de justice militaire par le JAG et à son pouvoir d'émettre des instructions générales ou des lignes directrices au DSAD selon l'article 249(2) de la LDN, le JAG n'a émis aucune instruction générale au DSAD au cours de la période visée par ce rapport.

SERVICES FOURNIS

Services d'avocats

► Cours martiales

8. Un accusé traduit devant la cour martiale a le droit d'être représenté par un avocat du bureau du SAD aux frais de l'État, de retenir les services d'un avocat à ses frais ou de se représenter lui-même.
9. Pendant la période visée, 54 procès impliquant le SAD ont eu lieu en cour martiale. La répartition des sources de représentation à ces procès a été comme suit :



10. Conformément à l'article 249.21(2) de la LDN, sur réception d'une demande de représentation, le directeur peut engager un avocat civil, aux frais de l'État, advenant le cas où aucun membre du bureau du SAD n'est disponible en raison d'un conflit d'intérêt ou pour des raisons reliées au service. Les services d'avocats civils furent retenus aux frais de l'État à deux occasions en cours d'année compte tenu d'un possible conflit d'intérêt entre trois co-accusés.

► Appels

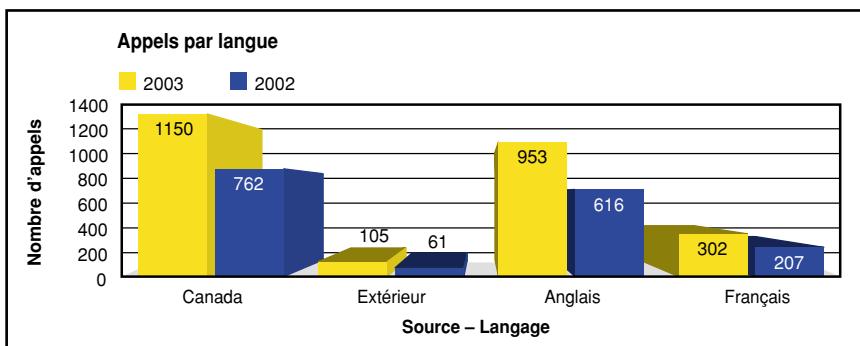
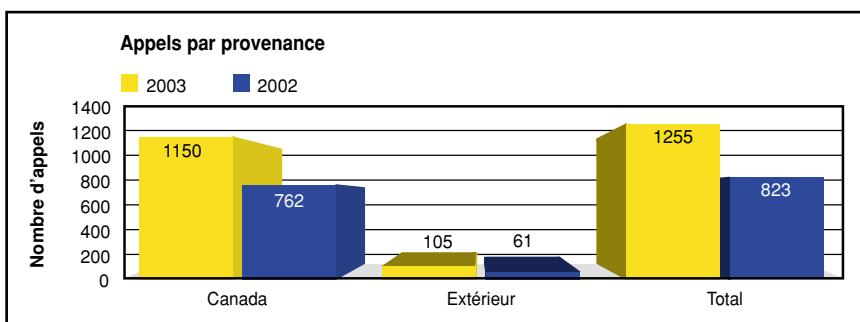
11. Le SAD a représenté un militaire en appel durant cette période. L'origine de la cause remonte à la période de rapport précédente. Dans un autre cas, faute de représentation, un des appels fut radié du rôle par la Cour d'appel de la cour martiale à la demande de la poursuite. Le militaire fut subséquemment emprisonné selon l'ordonnance du juge militaire.
12. Une seule demande de représentation devant la Cour d'appel de la cour martiale du Canada fut faite au Comité d'appel en vertu de l'article 101.20(2)(h) des ORFC. Elle fut rejetée. DCS représentera de droit un militaire intimé dans un appel logé par le Ministre. Dans ce cas, l'autorisation du comité n'est pas requise.
13. Le SAD agira donc en appel pour l'intimé dans un dossier. La spécificité du droit militaire mérite qu'on s'attarde à la faible représentativité de juristes militaires en défense devant la Cour d'appel. Les modifications proposées à la composition du Comité d'appel devraient permettre une représentation plus équitable de la position du demandeur.

Services consultatifs

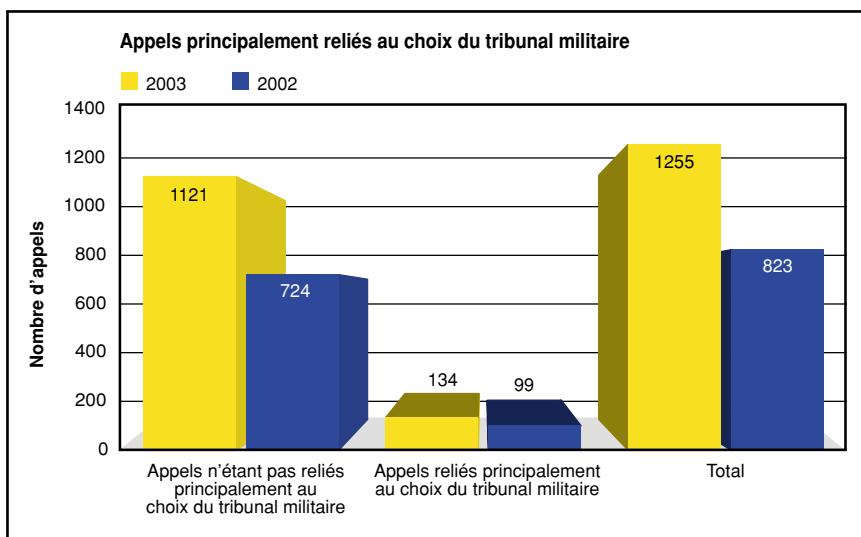
14. Les services consultatifs fournis par les avocats du SAD sont toujours un aspect important des opérations courantes. Avec la cadence des déploiements et les activités qui en découlent, les besoins quotidiens d'assistance juridique sont forts nombreux. Ces services demeurent essentiels et sont une contribution non négligeable à la protection des droits fondamentaux garantis par la *Charte*.
15. Les services consultatifs sont offerts sept jours sur sept, 24 heures sur 24. En outre, les services sont disponibles en tout temps dans les deux langues officielles et accessibles à tous les militaires où qu'ils soient dans le monde. Les communications sont principalement assurées par l'accès sans frais à une ligne téléphonique dont le numéro est diffusé à l'échelle des FC. Cela nous donne alors trois moyens de communiquer :

- L'un est utilisé pour assurer la disponibilité de conseils juridiques au moment de l'arrestation ou de la détention; il est divulgué à la police militaire et autres autorités militaires susceptibles d'intervenir dans les enquêtes de nature disciplinaire et criminelle.
- L'autre est un accès direct mis à la disposition des militaires afin de leur permettre d'obtenir conseils et avis lors du choix d'un justiciable du Code de discipline militaire entre la cour martiale et un procès sommaire ou pour toute autre question de nature disciplinaire.
- Finalement l'évolution rapide de l'usage de l'Internet et Intranet affectent la façon de faire et consomment désormais une partie plus importante de la portion conseils et avis juridiques.

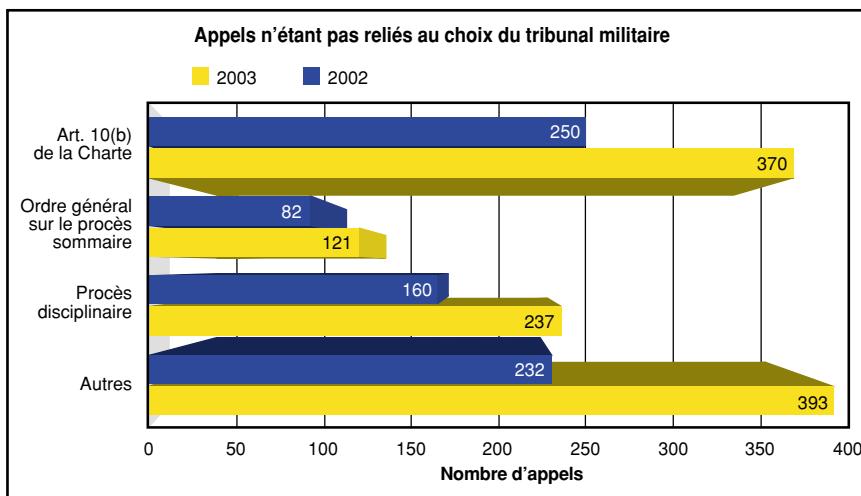
16. Au cours de la période visée, les avocats du bureau du SAD ont traité 1,255 demandes téléphoniques. La provenance et la langue de ces appels sont illustrées ci-dessous :



17. Le graphique ci-dessous illustre la proportion des appels effectués par les accusés ayant besoin de conseils pour choisir entre un procès sommaire, une cour martiale et les appels pour autres raisons :



18. Également, la démonstration graphique suivante montre la nature des appels dont le sujet n'était pas en relation avec le choix de procès que l'accusé devait faire :



Le terme « autre » dans le graphique ci-haut réfère aux questions reliées à la procédure en général devant la cour martiale, les griefs et la libération des FC pour des raisons et motifs divers. Il ne s'agit pas ici du mandat premier du SAD de fournir des avis et conseils en ces matières. Cependant, nous sommes souvent la seule ressource indépendante disponible et connue des militaires. Ces derniers utilisent donc fréquemment le service téléphonique de l'avocat de service afin d'obtenir une piste d'orientation correcte dans le cas de certaines procédures. Seule la dimension reliée à la procédure est discutée et non le mérite d'une éventuelle demande.

ACTIVITÉS GÉNÉRALES

19. Les avocats du SAD furent impliqués à deux reprises lors d'auditions visant la libération de militaires, sous conditions ou non, suivant l'article 159 de la LDN. Le SAD a également comparu devant la Cour d'appel de la cour martiale pour demander la représentation d'un militaire en appel à la suite du rejet de sa demande par le Comité d'appel.
20. Nous assistons à la révision et à la mise à jour de politiques et règlements visant à améliorer l'administration de la justice militaire, de même qu'au sein de certains projets de loi affectant le Code de discipline militaire. Nous sommes impliqués dans le comité visant l'étude d'une « Cour martiale permanente ». À ce jour, le DSAD n'est pas impliqué dans les propositions de réglementation à la suite de la présentation du rapport Lamer.
21. L'établissement d'un horaire convenable à la défense pour la tenue des différentes auditions de la cour martiale demeure d'actualité.
22. Le processus final de rédaction des règles régissant la représentation juridique des militaires accusés d'infractions de nature criminelle devant un tribunal étranger suit son cours. De concert avec les directions impliquées du JAG et du CJ MDN/FC, la rédaction et l'adoption de règles devraient être complétées au cours de la prochaine année.

23. Entre temps, le DSAD demeure chargé de l'administration des fonds d'aide juridique accordés à un militaire accusé à l'étranger. Un changement de procureur et la décision de la Cour d'appel d'Australie ordonnant un procès ramène ce dossier. La cour autorise la poursuite contre un militaire canadien. L'administration se fait conformément à l'Ordonnance administrative des Forces canadiennes 111-2 – Recours à un défenseur civil devant une cour étrangère de juridiction criminelle.
24. Nous avons analysé des informations échangées au cours des consultations juridiques avec les justiciables. Elles révèlent que des militaires accusés d'infractions militaires, telles que la conduite avec facultés affaiblies sur une base militaire, violence conjugale et autres, se retrouvent accusés devant les cours pénales et criminelles de juridiction civile. La discrétion de la police militaire sur le choix du forum varie d'un océan à l'autre privant souvent les militaires concernés des services du SAD.

CONCLUSION

25. Cette période révèle une diminution du nombre de cours martiales, mais le nombre de dossiers traités préalablement à la mise en accusation et le temps accordé à ces dossiers ont augmenté. Nous constatons aussi qu'un nombre grandissant de militaires sont libérés longtemps avant la finalité des accusations, ce qui rend parfois la défense de ces derniers plus ardue et compliquée. Ainsi, quelques mois plus tard, l'ex-militaire ayant un emploi civil précaire doit voyager loin du lieu de sa libération pour faire face à l'accusation devant la cour martiale. Le justiciable met ainsi en péril sa réintégration à la vie civile.
26. En général, on peut cependant affirmer que plusieurs objectifs des rapports précédents ont été atteints.



**L'abrégé du JAG du
Rapport annuel du directeur
des poursuites militaires
pour la période
du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004**





L'abrégé du JAG du Rapport annuel du Directeur des poursuites militaires

SECTION 1 – INTRODUCTION

Ce rapport est un abrégé du JAG du cinquième rapport annuel du directeur des poursuites militaires (DPM), préparé dans le but de satisfaire l'exigence prescrite par le gouverneur en conseil, laquelle est contenue dans les *Ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes* (ORFC).¹ Les versions complètes des rapports annuels du DPM sont disponibles sous la section du SCPM du site web du JAG.² Le présent rapport couvre la période du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004 et contient ce qui suit :

- Organisation, structure, rôle et personnel du DPM/Service canadien des poursuites militaires (SCPM)
- Formations et communications
- Justice militaire et cours martiales – requêtes, procès et appels

¹ Article 110.11 des ORFC. Le règlement prévoit que : *Le directeur des poursuites militaires fait un rapport annuel portant sur l'exercice de ses fonctions au juge-avocat général.*

² L'adresse URL du site web du JAG est : www.forces.gc.ca/jag.

SECTION 2 – ORGANISATION, STRUCTURE, RÔLE ET PERSONNEL DU DPM/SCPM

Le SCPM désigne collectivement le DPM et son équipe composée d'avocats militaires et d'employés civils. D'un point de vue organisationnel, ce service n'a pas changé depuis le dernier rapport,³ bien que l'on ait recruté de nouveaux procureurs de la réserve au cours de l'année visée par ce rapport. Ils combleront des postes dans les régions des PMR Atlantique et PMR Centre. De plus, trois procureurs de la force régulière ont été déployés sur des opérations des FC (Afghanistan et Bosnie-Herzégovine) en appui au mandat élargi du JAG. Aussi, l'avocat du SCPM chargé des appels a été promu et affecté au poste d'AJAG Halifax, en janvier 2004; on espère combler le poste laissé vacant à l'été 2004.

Les principales fonctions du DPM et du SCPM sont prescrites par la loi⁴ et comprennent généralement le dépôt des accusations et les poursuites de toutes les cours martiales ainsi que la fonction d'avocat chargé des appels pour le ministre de la Défense nationale. Les procureurs du SCPM agissent également comme conseiller pour le Service national des enquêtes des Forces canadiennes (SNEFC) et assument un rôle de formateur.

SECTION 3 – FORMATION ET COMMUNICATIONS

Pour s'acquitter efficacement de leur rôle de procureur militaire, les avocats du SCPM doivent être qualifiés, bien informés. Ils doivent faire preuve de maturité, de jugement et de bon sens. Dans cette optique, l'amélioration et l'accroissement de la base de connaissances ainsi que des habiletés et capacités professionnelles, par la formation avec nos collègues des services civils des poursuites, continuent d'être un des principaux objectifs du SCPM. Au cours de l'année visée par ce rapport, les procureurs militaires ont participé à des cours de formation juridique permanente et des séminaires offerts par divers services de poursuites

³ Au Canada, l'élément de la force régulière du SCPM est constitué par région et a des bureaux de Poursuites militaires régionales (PMR) à Halifax (Atlantique), Valcartier (Est), Ottawa (Centre) et Edmonton (Ouest); son bureau chef ainsi que le directeur, le directeur adjoint et les procureurs militaires sont situés au Quartier général de la Défense nationale, à Ottawa. L'élément de la force de réserve est constitué par région afin d'appuyer les PMR et les procureurs militaires qui sont basés au bureau chef.

⁴ Article 165.11 de la LDN.

au Canada (fédéraux et provinciaux), différentes associations provinciales d'avocats, l'Association du Barreau canadien et la Fédération des professions juridiques du Canada. Une liste des cours suivis par les procureurs militaires entre le 1^{er} avril 2003 et le 31 mars 2004 se trouve à l'appendice 1.

En plus de ces cours, le SCPM a organisé un atelier de travail annuel qui a eu lieu les 20 et 21 octobre 2003 et auquel ont participé les procureurs de la force régulière et de la force de réserve ainsi que les parajuristes du bureau. Les objectifs de cet atelier étaient : discuter des récents développements dans les domaines du droit criminel et du droit militaire ainsi que leurs répercussions sur les fonctions du SCPM; discuter des rôles et fonctions du procureur dans le contexte du système de justice militaire; offrir de la formation juridique permanente sur des sujets précis. L'atelier s'est déroulé comme une série de discussions guidées et de brèves présentations réalisées par les participants, y compris une présentation des trois commandants de la Marine, l'Armée et la Force aérienne sur la question de la détermination de la peine du point de vue d'un commandant. L'atelier 2003 du SCPM a connu un important succès; il a atteint tous ses objectifs et a fourni une excellente tribune pour des discussions sur un nombre de questions concernant les procureurs militaires. La nature interactive de l'atelier était idéale, étant donné que tous les participants du SCPM avaient au moins un an d'expérience dans leurs postes respectifs.

Les procureurs militaires sont des avocats militaires dans les FC et, à ce titre, ils doivent conserver leurs compétences militaires pour que le SCPM puisse satisfaire la capacité de déploiement formulée dans son énoncé de mission. Les procureurs militaires participent aux activités de la formation militaire, telles que la qualification sur le champs de tir au pistolet et au fusil; de plus, ils participent à des cours internes sur le droit des conflits armés et le droit opérationnel. Non seulement les procureurs militaires reçoivent-ils de la formation, ils en dispensent également dans les domaines de la justice, de la discipline et du droit criminel militaire, tant officiellement qu'officieusement, et ce, aux autorités policières, au personnel de soutien et sténographes du cabinet du Juge militaire en chef et aux autres avocats militaires des FC. À titre d'exemple, le SCPM a fait partie intégrante de la préparation et de la présentation d'un séminaire de deux jours sur la justice militaire destiné aux juges de la Cour

d'appel de la cour martiale, en novembre 2003. Ce séminaire a mis l'accent sur l'élément militaire de la justice militaire. Cette information se retrouve aussi dans l'appendice 1 mentionnée ci-dessus.

Bien que la formation des avocats militaires soit importante, la formation du personnel civil l'est également. Le personnel civil du SCPM a suivis une variété de cours de formation lors de la période visée, lesquels ont rehaussé leur efficacité et leur professionnalisme. Il est reconnu que l'élément civil du SCPM, qui est consciencieux et très motivé, fait partie intégrante de l'équipe et fournit un service très important pour ce qui est d'assumer la responsabilité d'administrer en regard des poursuites.

La période visée par ce rapport a également été importante pour le programme de sensibilisation sur la justice militaire du JAG et du DPM. En janvier 2004, le DPM a co-présidé la réunion du Comité sur les poursuites des dirigeants du fédéral, du provincial et des territoires, qui a eu lieu à Ottawa. Ce comité est la seule tribune consultative nationale qui traite de questions concernant les poursuites au Canada; à cet égard, elle offre un lieu de réunion où les intervenants peuvent consulter et rechercher le point de vue de la communauté canadienne chargée des poursuites; comme table nationale, elle fait la promotion de l'aide et de la coopération multipartites sur des questions opérationnelles et juridiques; aussi, il s'agit d'une tribune vivante, positive et hautement efficace pour la discussion de sujets concernant les poursuites ou reliés aux poursuites ainsi que pour l'échange de renseignements et de meilleures pratiques sur des points de procédés de corroboration et de gestion reliés aux poursuites.

Depuis septembre 1999, le SCPM maintient un site web Internet dans le cadre de sa stratégie de communications, lequel vise à faciliter l'ouverture, la transparence et la globalité du système de justice militaire.⁵ Le site web du SCPM offre au DPM un mécanisme permettant de rendre disponible au public les décisions des cours martiales et des appels. On trouve également sur ce site les Lignes directrices et instructions générales du JAG au DPM, les Instructions du JAG au DPM relativement à un cas particulier et les Directives du DPM.

5 L'adresse URL du site web est www.forces.gc.ca/jag/military_justice/cmps/default_e.asp.

Alors que le JAG n'a jamais émis d'instruction formelle de cas particulier, il a émis cinq directives générales au DPM qui concernent la gestion interne et que l'on retrouve sur le site web du SCPM.

Pendant cinq semaines à l'automne 2003, le SCPM a participé à une visite/échange entre le cabinet du JAG et le United Kingdom Director of Army Legal Services (DALS). Cette visite/échange avait pour objectifs d'entretenir de meilleures relations, de favoriser la compréhension entre les services juridiques des deux pays et de fournir l'occasion à un procureur militaire canadien de travailler dans l'environnement des poursuites de l'Armée britannique pendant qu'un avocat juridique du DALS travaillait au Cabinet du JAG. Les objectifs ont été atteints et on prévoit que cette visite encouragera à l'avenir d'autres échanges d'une plus longue durée. Le DPM a également rencontré les autorités des poursuites militaires de la Nouvelle Zélande et d'Israël au cours de la période visée par ce rapport. De plus, divers procureurs du SCPM ont rencontré le très honorable Antonio Lamer P.C., C.C., C.D. afin de discuter de questions sur la justice militaire avant la soumission du *premier examen indépendant des dispositions et de l'application du projet C-25, Loi modifiant la Loi sur la défense nationale et d'autres lois en conséquence*, tel que requis selon l'article 96 des Lois du Canada 1998, ch. 35.

SECTION 4 – JUSTICE MILITAIRE ET COURS MARTIALES

Pendant la période visée par ce rapport, le SCPM a reçu, de la part des différentes autorités de renvoi, 112 demandes pour statuer sur une accusation. De ce nombre, dans 39 des demandes, des accusations ont été prononcées par un procureur et ont été suivies d'une cour martiale. La décision de ne pas procéder à la mise en accusation a été prise dans 22 cas.⁶ Pour chacun des 22 cas, la décision de ne pas procéder a été prise soit à cause de l'absence de possibilité raisonnable d'obtenir une condamnation s'appuyant sur la preuve (86 %) ou parce qu'il n'y avait pas de facteur d'intérêt public (intérêt des FC) pour procéder à une poursuite en cour martiale (14 %). Dans trois cas, après le prononcé de la mise en

⁶ Dans deux autres cas, on n'a pas donné suite aux accusations référencées au DPM pendant la période précédente de rapport.

accusation, les accusations ont été retirées avant le début du procès en cour martiale. Dans un de ces cas, on a effectué une nouvelle mise en accusation et on a tenu un procès.

Toutes les cours martiales tenues pendant cette période étaient des cours martiales permanentes. Une cour martiale permanente est une cour composée d'un juge militaire seulement. Aucune cour martiale disciplinaire ni cour martiale générale n'a été convoquée pendant cette période.

Les procureurs de la force de réserve du SCPM ont d'ailleurs participé aux poursuites dans un nombre de cours martiales. Leur aide et les conseils qu'ils ont fournis au DPM et au SCPM se sont révélés d'une valeur inestimable. Avec les récentes modifications à la LDN, les juges militaires doivent revoir les ordonnances de garde rendus par la chaîne de commandement. Le DPM a représenté les FC dans un audition de révision du placement sous garde au cours de la période visée par ce rapport.⁷

7 Article 159 de la LDN.

Annexe J Appendice 1

Développement professionnel des procureurs militaires

Formation reçue par des procureurs militaires

ORGANISME D'ACCUEIL	NOMBRE DE NOM DU COURS	PARTICIPANTS
Barreau du Québec	Congrès du Barreau (Mont Tremblant)	2
Barreau du Québec	Informatique et Internet pour criminalistes	2
Association du Barreau canadien	Atelier de travail sur le droit des perquisitions et saisies	2
Association du Barreau canadien	Juridiction concernant la Charte	2
Association du Barreau canadien	Conférence Annuelle	1
Forces canadiennes	5 ^e conférence annuelle sur l'éthique du leadership	1
Collège d'état-major des Forces canadiennes	Droit des conflits armés – Toronto	1
Service canadien des poursuites militaires	Atelier de travail annuel du DPM	13
Service canadien des poursuites militaires	Documentation auto didactique sur l'éthique	1
Formation juridique permanente de la Society of British Columbia	Performance dynamique en salle d'audience	1
Ministère de la Défense nationale	Premiers soins	1
Ministère de la Défense nationale	Séminaire sur la gestion	1
Ministère de la Défense nationale	Tir au fusil avec un C-7	1
Ministère de la Défense nationale	Tir au pistolet avec un 9 mm	2
Ministère de la Défense nationale	Cours sur les ressources humaines	1
Ministère de la Défense nationale	Champ de tir de grenades	1
Ministère de la Défense nationale	Défense nucléaire, biologique et chimique	1
Ministère de la Défense nationale	Cours de conduite préventive	1
Ministère de la Justice Canada	École du procureur fédéral – Ottawa	1
Ministère de la Justice Canada	Communication dans la salle d'audience et à l'extérieur	2
Ministère de la Justice Canada	Travailler plus efficacement et non plus fort	1
Ministère de la Justice Canada	Article 1 de la Charte	1
Gouvernement fédéral	Cours sur les opérations de maintien de la paix	1

Formation reçue par des procureurs militaires

ORGANISME D'ACCUEIL	NOMBRE DE NOM DU COURS	PARTICIPANT
Directeurs des poursuites pénales du fédéral/des provinces/des territoires	Divers sujets sur les poursuites criminelles	3
Fédération des professions juridiques du Canada	Programme national de droit pénal	6
Cabinet du juge-avocat général	Atelier de travail du JAG	12
Cabinet du juge-avocat général	Cours intermédiaire d'avocat militaire – Justice militaire et Droit administratif	5
Cabinet du juge-avocat général	Cours intermédiaire d'avocat militaire – Droit opérationnel	4
Cabinet du juge-avocat général	Conférence de la FJP sur le droit international	2
Cabinet du juge-avocat général	Formation sur le droit militaire de l'Australie	1
Cabinet du juge-avocat général	Exercice Maple Leaf	1
Cabinet du juge-avocat général	Formation en cours d'emploi – Vue d'ensemble d'un exercice de vigilance pour NORAD	1
Barreau du Haut-Canada	FJP – Droit criminel	1
Barreau du Haut-Canada	Droits de la personne en milieu de travail	1
Cours d'été du Ontario Crown Attorney	Défense des droits lors d'un appel	1
Cours d'été du Ontario Crown Attorney	Perquisition et saisie	2
Ontario Crown Attorney Association	Experts	2
Ontario Crown Attorney Association	Crimes sexuels	2
Ontario Crown Attorney Association	Défense des droits lors du procès	1
Développement personnel	Enseignement de l'anglais	1
Collège militaire royal du Canada	Études militaires professionnelles à l'intention des officiers – Leadership et éthique	3
The Advocates' Society	Négociation de plaidoyer	1
The Advocates' Society	Déclaration d'ouverture & conclusions finales	1
The Advocates' Society	Procès devant jury	1
The Advocates' Society	Litige criminel	1
Visite/échange avec les services juridiques du United Kingdom Army	Échange de procureurs militaires entre le Royaume-Uni et le Canada	1

Appendice 2

Appels complétés/initiés

1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004

CACM #	APPELANT(E)	INTIMÉE	TYPE D'APPEL	STATUT
467	Soldat Baril	Sa majesté la Reine	Légalité du verdict	COMPLÉTÉ Appel entendu le 4 avril 2003 et rejeté.
468	Ex-Soldat Castillo	Sa majesté la Reine	Sévérité de la sentence	COMPLÉTÉ Appel entendu le 28 avril 2003. L'appel a été accueilli le 6 juin 2003. Une amende de 4 500\$ a été substituée.
469	Caporal Forsyth	Sa majesté la Reine	Légalité du verdict Sévérité de la sentence	COMPLÉTÉ Appel entendu le 25-26 septembre 2003 et rejeté.
470	Soldat Jackson	Sa majesté la Reine	Légalité du verdict Sévérité de la sentence	COMPLÉTÉ Appel entendu le 24 juillet 2003. L'appel sur le verdict a été rejeté. L'appel sur la sentence a été accueilli. Substitue une sentence composée d'un blâme et d'une amende to 5 000\$.
472	Soldat Busch	Sa majesté la Reine	Légalité du verdict Sévérité de la sentence	COMPLÉTÉ Appel rejeté le 10 novembre 2003 en raison du défaut de l'appellant de produire son mémoire dans les délais alloués selon les règles de la CACM.
473	Caporal Marier	Sa majesté la Reine	Légalité du verdict Sévérité de la sentence	COMPLÉTÉ Appel rejeté le 21 novembre 2003 en raison du défaut de l'appellant de produire son mémoire dans les délais alloués selon les règles de la CACM.
474	Soldat Preece	Sa majesté la Reine	Légalité du verdict	COMPLÉTÉ Appel rejeté le 13 janvier 04, en défaut de l'appellant de n'a pas confirmé son intention pour abandonner son appel selon les règles de la CACM.

Annexe J *Appendice 2*
Appels complétés/initiés
1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004

CACM #	APPELANT(E)	INTIMÉE	TYPE D'APPEL	STATUT
475	Sa majesté la Reine	Adjudant Brady	Légalité du verdict	EN COURS
476	Lieutenant(y) Scott	Sa majesté la Reine	Légalité du verdict Sévérité de la sentence	EN COURS
477	Soldat Dixon	Sa majesté la Reine	Légalité du verdict Sévérité de la sentence	EN COURS
478	Sa majesté la Reine	Mat1 Walker	Légalité du verdict	EN COURS
479	Caporal Rose	Sa majesté la Reine	Légalité du verdict Légalité de la sentence Sévérité de la sentence	EN COURS



Glossaire des termes clés et abréviations

ABC	Association du Barreau canadien
ACM	Administrateur de la cour martiale
adjt	Adjudant
adjum	Adjudant-maître
adjudc	Adjudant-chef
AGFC	Autorité des griefs des Forces canadiennes
AJAG	Assistant du Juge-avocat général
aspm	Aspirant de marine
BFC	Base des Forces canadiennes
capt	Capitaine
c.r.	Conseil de la reine (Queen's Counsel)
CACM	Cour d'appel de la cour martiale du Canada
C.Cr.	Code criminel du Canada
CDM	Code de discipline militaire
CEM	Chef d'état-major
CEMD	Chef d'état-major de la Défense
CERJM	Comité d'examen de la rémunération des juges militaires
CJ MDN/FC	Conseiller juridique du Ministère de la défense nationale et des Forces canadiennes
CM	Cour martiale
cmdt	Commandant
CMR	Collège militaire royal
cpl	Caporal
cplc	Caporal-chef
CS Ex	Chef-Service d'examen
DJ/JMP&R	Direction juridique – Justice militaire politique et recherche
DOAD	Directives et ordonnances administratives de la Défense
DPM	Directeur – Poursuite militaire

DSAD	.....	Directeur – Service d'avocats de la Défense
ens2	.....	Enseigne de vaisseau
FAOP	.....	Formation et attestation des officiers présidant
FC	.....	Forces canadiennes
FCE	.....	Formation en cours d'emploi
FJP	.....	Formation juridique permanente
GRC	.....	Gendarmerie royale du Canada
JAA	.....	Juge-avocat adjoint
JAG	.....	Juge-avocat général
JAGA/CEM	.....	Juge-avocat général/Chef-d'état major
JAGA/Ops	.....	Juge-avocat général/Opérations
JAGA/RH	.....	Juge-avocat général/Ressources humaines
JMC	.....	Juge militaire en chef
Icol	.....	Lieutenant-colonel
LDN	.....	Loi sur la Défense nationale
LP	.....	Loi sur les pêches
L.r.d.a.s.	.....	Loi réglementant certaines drogues et autres substances
ltv	.....	Lieutenant de vaisseau
m2	.....	Maître de 2 ^e classe
mat1	.....	Matelot de 1 ^{re} classe
mat2	.....	Matelot de 2 ^e classe
mat3	.....	Matelot de 3 ^e classe
MDN	.....	Ministère de la Défense nationale
ministre de la DN	.....	Ministre de la Défense nationale
MR	.....	Militaire du rang
ORFC	.....	Ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes
PEMPO	.....	Programme d'études militaires professionnelles pour les officiers
PM	.....	Police militaire
pm1	.....	Premier maître de 1 ^{re} classe
PMR	.....	Procureur militaire régional
PVPD	.....	Procès-verbal de procédure disciplinaire
RMP	.....	Règles militaires de la preuve
RPD	.....	Registre de procédure disciplinaire
SAD	.....	Service des avocats de la défense
SCPM	.....	Service canadien des poursuites militaires
sdt	.....	Soldat
SFOR	.....	Force de stabilisation
sgt	.....	Sergent
SJM	.....	Système de justice militaire
SNE	.....	Service national des enquêtes
SNEFC	.....	Service national des enquêtes des Forces canadiennes
Stn	.....	Station
TROP	.....	Test de renouvellement d'attestation des officiers présidant
VCEMD	.....	Vice-chef d'état-major de la Défense

Notes